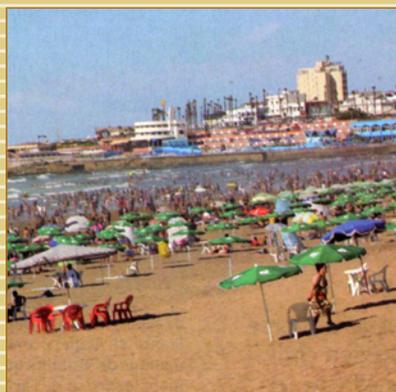
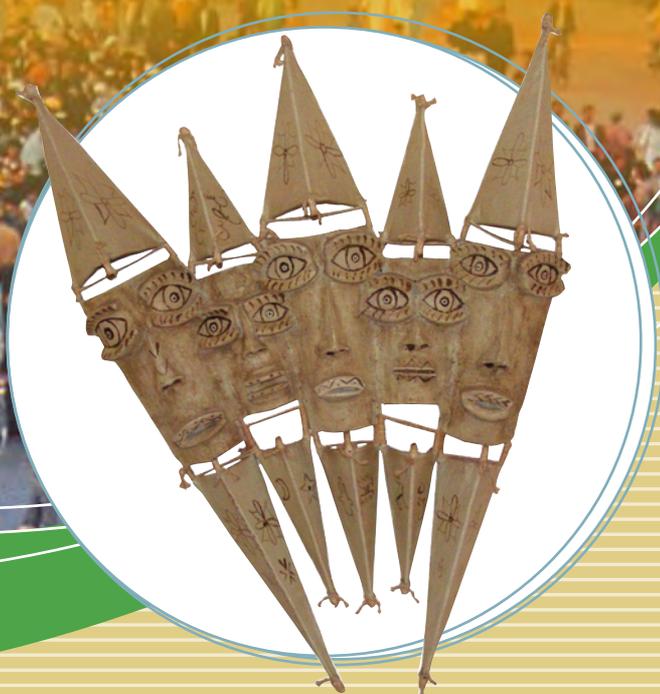


Les Cahiers

d u P I a n

Les classes moyennes marocaines

définition, caractéristiques et facteurs d'évolution



**Impact des politiques
économiques sur la pauvreté
et les inégalités**



Tél. : 0537 76 28 20 / 0537 76 99 85

Fax : 0537 66 07 71

BP 178, Quartier administratif

Président

Ahmed Lahlimi Alami
Haut Commissaire au Plan

Création, rédaction en chef

Ahmed El Kohen Lamrhili

Comité scientifique

Mustapha Afkir
Abdelhak Allalat
Jamil Berdai
Jamal Bouchachen
Mohammed Doudich
Ali El Akkaoui
Mourad Guerouani
Abderrahmane Haouach
Ahmed Ibrahim
Abdellatif Lfarakh
Abdelaziz Maalmi

Editeur

CND

(Centre National de Documentation)

Tél. : 0537 77 10 32 / 0537 77 09 84

0537 77 30 08

Fax : 0537 77 31 34

Haut-Agdal – Rabat

Dépôt légal

2004/0139

ISSN 1114-8411

Publication

Haut Commissariat au Plan

E-mail :

cahiersduplan@yahoo.fr

Site : www.hcp.ma

Pré-press

Diwan 3000

Tél. : 0537 68 16 96 – Rabat

Imprimerie

El Maârif Al Jadida

Tél. : 0537 79 47 08 / 09 – Rabat

s o m m a i r e

Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement

- Quelques rappels de concepts à propos de la classe moyenne 4
- Délimitation statistique des classes moyennes selon les pratiques internationales 5
- Définition statistique des classes moyennes au Maroc 6
- Profil des classes moyennes selon l'auto-déclaration des ménages : le critère subjectif 6
- Approche économique des classes moyennes au Maroc ... 7
- Profil des classes moyennes au Maroc selon le critère du revenu 8
- Hétérogénéité des classes moyennes 8
- Profil socio-économique des classes moyennes 9
- Poids économique des classes moyennes en termes de revenu et de consommation 9
- Préoccupations à caractère sociétal des classes moyennes . 10
- Dépenses de consommation des classes moyennes 10
- Evolution des principales caractéristiques démographiques et socio-économiques des classes moyennes 12
- Simulations de l'impact de politiques économiques sur la pauvreté et les inégalités 15
- Le cas d'une politique fiscale 16
- Le cas d'une politique d'investissement 17
- Annexes 20

Photo couverture : Création Benjilany

Les Cahiers du Plan publient les articles dans la langue où leurs auteurs les ont rédigés. Le contenu de ces articles n'engage que leurs auteurs.

Les classes moyennes marocaines

Caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement

L'étude dont nous présentons les résultats porte sur la définition des classes moyennes marocaines, l'analyse de leurs caractéristiques socio-économiques, de la nature de leur évolution et de ses facteurs. Son élaboration fait suite au Discours Royal du 30 juillet 2008 dans lequel Sa Majesté le Roi a donné, à l'occasion de la Fête du Trône, Ses Hautes Instructions au Gouvernement « de veiller à ce que toutes les politiques publiques soient stratégiquement vouées à l'élargissement de la classe moyenne, pour qu'elle soit le socle de l'édifice social, la base de la stabilité, et un puissant catalyseur de la production et de la créativité ».

C'est de ces Hautes Directives que procèdent les efforts fournis par le Haut -Commissariat au Plan (HCP) pour conduire, dans les meilleurs délais, la réalisation, l'exploitation et l'analyse des données de l'enquête sur les « revenus et les niveaux de vie 2007 », avec l'espoir de contribuer, dans les limites de ses attributions, à la concrétisation de l'action nationale pour leur mise en œuvre.

Quelques rappels de concepts à propos de la classe moyenne

L'approche des structures sociales a été depuis le 19^e siècle, et pendant longtemps, dominée par la conception des classes sociales développée par l'analyse marxiste. Dans cette approche, les classes qui composent une société se définissent par leur position dans le système de production ainsi que par l'homogénéité de leur culture et la conscience de leurs intérêts.

La société capitaliste est analysée dans le cadre d'une vision binaire où s'opposent une bourgeoisie détentrice des moyens de production qui accapare la grande partie de la plus value créée dans l'activité économique et une classe ouvrière principale créatrice de cette plus value grâce à sa force de travail rémunérée dans des limites de sa reproduction sociale. Dans une telle vision, la paysannerie constitue une société à part où les propriétaires terriens sont appelés, en partie, à intégrer la classe bourgeoise et, en partie, voués, avec les paysans sans terre, au statut d'une réserve de force de travail à la disposition des besoins du système de production capitaliste.

D'une façon générale, les progrès du système de production et de la société capitalistes se réaliseraient dans un processus de lutte de classe qui oppose la bourgeoisie et la classe ouvrière et qui constituerait le moteur de la dynamique historique devant conduire à la disparition des classes. En attendant, la classe moyenne, dans le cadre de cette polarisation, n'obéissant à aucun des critères qui définissent une classe sociale, constitue un groupe social hétérogène, intermédiaire sans consistance conceptuelle. Elle est condamnée à adopter, de ce fait, un comportement opportuniste d'appoint à l'un ou l'autre selon les intérêts divergents de ses composantes et de la conjoncture des conflits sociaux et politiques.

Prenant à contre pied la conception marxiste, les travaux du sociologue allemand Max Weber ont apporté d'autres critères de définition des catégories sociales. Le style de vie et les modes de consommation, le prestige ou l'« honneur social » fondent, dans cette démarche, la hiérarchisation des formations sociales. Dès lors, la notion de statut s'ajoute, dans cette approche, à la structure sociale de classes. On peut dire schématiquement que la grille d'analyse marxiste a été quasiment dépassée dans les travaux sur les

stratifications sociales parmi des auteurs anglo-saxons et l'est pratiquement parmi les économistes et sociologues contemporains.

Ces travaux tirent leur fondement et leur substance de l'émergence de nouvelles activités économiques avec la complexification croissante des structures socioprofessionnelles des sociétés post-industrielles et la montée de l'économie de la connaissance où le poids de nouvelles catégories sociales devient prépondérant dans les sphères économique, sociale, culturelle et politique.

C'est dans ce contexte que le concept de « classes moyennes » (au pluriel) a été valorisé et a donné lieu à des analyses plus élaborées permettant une meilleure connaissance des caractéristiques et des stratégies de ces classes dans leur diversité socioprofessionnelle, culturelle et politique. L'étude de leur pratique en rapport avec le marché de l'emploi, les modèles de consommation et les programmes électoraux, en particulier, a répondu aux besoins de divers centres d'intérêts et en particulier des opérateurs dans les domaines du marketing commercial et politique. Ceci a modifié l'image des classes moyennes qui sont, de plus en plus, perçues comme un facteur déterminant de la croissance économique, de la stabilité sociale et du progrès culturel.

C'est ainsi que, désormais, les classes moyennes sont identifiées, beaucoup plus, sous l'angle des inégalités sociales et sont analysées selon une approche économique privilégiant les critères de répartition des revenus et des niveaux de vie. C'est à travers cette approche que s'opèrent la délimitation statistique des classes moyennes, l'analyse de leur poids et de leurs caractéristiques socio-économiques ainsi que la nature et les facteurs de leur évolution.

Délimitation statistique des classes moyennes selon les pratiques internationales

Il convient, d'abord de dire, qu'en dehors de la Tunisie et de la Chine, il n'y a pratiquement pas de définition officielle des classes moyennes. La pratique internationale recourt, en général, pour la délimitation de ces classes, à deux méthodes :

- l'une dite d'auto-évaluation où l'on considère comme appartenant à une classe moyenne les ménages qui se déclarent eux-mêmes dans une position intermédiaire entre les pauvres et relativement pauvres, d'un côté, et les riches et relativement riches, de l'autre. C'est le critère dit subjectif;
- l'autre méthode définit les classes moyennes selon un critère économique dit objectif se référant au revenu ou au niveau de vie des ménages.

Dans le cadre de cette dernière méthode, la classe moyenne se situe dans une fourchette dont les bornes sont fixées par référence à la médiane des revenus ou des niveaux de vie et ce, en raison de l'inadéquation de la moyenne qui est toujours biaisée dans un système de distribution inégalitaire ou comportant des valeurs extrêmes. Dans ce cas, les bornes, inférieure et supérieure, des classes moyennes sont calculées en multiple de la médiane.

Pour l'OCDE, ces multiples sont fixés à 75 % et 150 %, pour Statistic Canada, 60 % et 150 % et pour l'Université du Québec 75 % et 150 %.

Pour l'Insee les classes moyennes en France se situent entre les 10 % (ou les 40 %) les plus modestes et les 10 % (ou les 20 %) les plus aisées selon que l'approche adoptée est « extensive » ou « restrictive ».

Pour la Banque mondiale, la classe moyenne se situe, pour les pays en développement, entre la médiane de leurs seuils de pauvreté et le seuil de pauvreté aux USA, soit respectivement, en dollars PPA par jour et par personne, 2\$ et 13\$, ce qui correspond au Maroc à 9,76 Dh et 63,44 Dh ou encore de l'ordre de 1 464 Dh et 9 516 Dh par mois pour un ménage de taille moyenne (5 membres).

D'autres pratiques se basent sur des critères de salaire par mois. C'est le cas de la Chine pour qui la classe moyenne est constituée de toutes les personnes qui gagnent plus de 2 000 yuans (soit l'équivalent de 2 960 Dh) dans le milieu urbain et 1 500 yuans (2 220 Dh) dans le reste du pays. Il n'y aurait donc pas de classe aisée en Chine !

Pour la Tunisie, les bornes de la classe moyenne se situent à 1,10 et 7,5 fois le Smig, ce qui correspond au Maroc à une fourchette allant de 2 210 Dh à 15 068 Dh.

Le poids démographique des classes moyennes au Maroc, serait de 41,8 % selon l'approche OCDE ou l'Université Québec, 54,1% selon Statistic Canada.

Ce poids serait selon la banque mondiale de 84,4 %, la Chine 69,1 % et la Tunisie 78,8 %.

Il y a, donc, lieu de souligner ici, l'évidence que la délimitation des classes sociales, comme, du reste, d'autres classes, ne se fixe pas, a priori, sur la base d'un modèle de revenu ou encore de niveau de vie abstraction faite du niveau réel de la richesse et de sa distribution dans la collectivité nationale considérée. Un modèle de référence étranger ou souhaité est, d'emblée, inapproprié.

Définition statistique des classes moyennes au Maroc

La définition des classes moyennes au Maroc se réfère aussi bien à l'approche par auto-identification sociale des chefs de ménage qu'à l'approche basée sur les critères objectifs de revenu et de niveau de vie.

La première renseigne sur le vécu, par la population, de son statut social. Elle présente en revanche l'inconvénient de son inadéquation avec la stratification objective de la société globale.

La deuxième approche se fonde sur le partage statistique de la richesse nationale entre les différentes catégories sociales. Elle permet de donner une base objective à un consensus sur la place des classes moyennes dans la distribution sociale des revenus, l'identification de leur segmentation et l'analyse aussi bien de leurs caractéristiques socio-économiques que de leur évolution.

Elle permet, en outre, grâce à une corrélation entre les différents facteurs de cette évolution, d'apporter un éclairage utile pour une stratégie opérationnelle en faveur de l'élargissement des classes moyennes et de la consolidation de leur position économique et sociale dans une vision de mobilité sociale ascendante.

Il convient, à cet égard, de relever que les seules informations disponibles à la fois sur les revenus et les niveaux de vie des ménages sont celles que procure « l'enquête sur les revenus et les niveaux de vie des

ménages » réalisée par le HCP en 2007. De ce fait, le profil des classes moyennes en termes de dimension démographique, de caractéristiques socio-économiques et de conditions de vie, est celui que présentent ces classes en 2007. L'évolution de ce profil, en revanche, se réfère aux seules données sur les niveaux de vie qui sont disponibles sur une longue période grâce aux différentes enquêtes sur « les niveaux de vie et la consommation des ménages » réalisées par le HCP entre 1985 et 2007.

Il y a lieu de relever également que l'approche statistique des classes moyennes sur la base du critère aussi bien objectif que subjectif donne des dimensions démographiques convergentes.

Profil des classes moyennes selon l'auto-déclaration des ménages : le critère subjectif

Elles représentent 55,8 % de la population, contre 39,4 % pour les catégories sociales modestes (pauvres et relativement pauvres) et 3,2 % pour les catégories riches ou relativement riches.

Elles regroupent :

- 17,2 millions d'habitants, 10,1 millions d'urbains et 7,1 millions de ruraux.
- plus de 58% de la population urbaine et près de 53% de la population rurale.

Par rapport à l'ensemble des ménages, elles contribuent pour :

- 66,0 % des revenus ;
- 65,5 % des dépenses de consommation ;
- 72,0 % de l'épargne.

Les limites de l'approche de l'auto-évaluation

Les résultats issus de cette approche sont manifestement biaisés par :

- **le facteur culturel** : la valeur du juste milieu si caractéristique de la culture dominante incline aussi bien des riches que des pauvres à s'identifier à la

moyenne. C'est ainsi que parmi les 20 % les plus riches 75 % se considèrent moyens et parmi les 20 % les plus pauvres cette proportion est de 37 %.

– *l'environnement social immédiat* où la tendance naturelle est d'apprécier sa position en fonction du niveau des disparités locales. C'est ainsi que dans les zones urbaines d'habitat, plus la moyennisation* est grande, plus le pourcentage des ménages qui s'identifient aux classes moyennes baisse parmi les ménages aisés et augmente parmi les ménages modestes.

Relevons, à cet égard et à titre illustratif, que les zones d'habitat de luxe, qui enregistrent les plus grands niveaux d'inégalité (indice de Gini de 0,575), le poids des classes moyennes auto-déclarées est le plus réduit (39 %) alors qu'il est le plus élevé (69 %) dans les anciennes médinas où les inégalités sont les plus réduites (indice de 0,353).

Au total, deux lacunes fondamentales limitent la pertinence et la portée d'une analyse basée sur le critère subjectif :

- elle biaise d'une manière significative l'image réelle de la distribution des revenus et de ses impacts sur les classes sociales aussi bien à l'échelle nationale que locale ;
- elle exclut toute évaluation des tendances passées, en l'absence de données issues d'une approche similaires antérieures.

En définitive, cette approche s'avère, ainsi, impertinente pour une analyse statistique des classes moyennes d'une portée opérationnelle à l'usage d'une politique publique.

Approche économique des classes moyennes au Maroc

Cette approche situe les classes moyennes dans la fourchette centrale de la distribution sociale des revenus ou des dépenses de consommation.

En raison de l'inégalité de la distribution des revenus et des dépenses de consommation, le recours à la moyenne n'est pas approprié parce que les limites des classes moyennes s'en trouvent biaisées sous l'influence des valeurs extrêmes.

Aussi le recours à la valeur médiane, qui répartit les ménages en deux groupes de même effectif, est-il le plus usité parce qu'il permet de corriger cette influence des valeurs extrêmes. C'est la méthode adoptée, dans toutes les approches statistiques pour fixer les bornes des fourchettes où se situent les classes sociales.

S'agissant du Maroc, la fourchette retenue pour la délimitation des classes moyennes se situe entre :

- une borne inférieure fixée à 0,75 fois la médiane des revenus ou des dépenses ; cette option restrictive exclut les ménages pauvres, vulnérables et une partie des ménages se situant au-delà du seuil de vulnérabilité ;
- une borne supérieure fixée à 2,5 fois la médiane, ce qui correspond à une option délibérément extensive.

L'option extensive se justifie, d'abord, par la faiblesse des niveaux de revenu dans notre pays, incomparables avec les pays qui envisagent l'option restrictive. C'est le cas, en particulier de quelques pays développés. Il suffit, à cet égard, de rappeler que le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, en 2006, selon les données de la Banque mondiale, est 8 fois supérieur en France et 9,5 fois au Canada, 11 fois supérieur à celui du Maroc aux USA.

Elle se justifie également lorsque la distribution des revenus et des dépenses de consommation des ménages est particulièrement inégalitaire. Dans notre pays 10 % des plus aisés de la population totalisent 38 % des revenus et 33 % des dépenses de consommation, alors que 27 % vit au-dessous du seuil de vulnérabilité et ne participe que de 11 % dans les revenus et 10 % dans les dépenses de consommation. Le revenu moyen par tête des premiers est 10 fois supérieur à celui des seconds.

Dans cette situation, une définition restrictive donnerait une classe aisée de 37,7 % de la population alors qu'une définition extensive réduirait, au profit des classes moyennes, la catégorie des ménages aisés à une dimension plus conforme à la réalité de la distribution sociale des revenus au Maroc.

(*) qu'ils appartiennent aux classes aisées aux classes pauvres, les gens interrogés ont tendance à se situer dans la moyenne.

Il est donc évident qu'une option extensive dans la définition des classes moyennes est la plus adaptée à une politique spécifique de leur renforcement dans une stratégie de mobilité sociale ascendante.

Profil des classes moyennes au Maroc selon le critère du revenu

Dans l'exposé d'aujourd'hui, ce profil se limitera aux classes moyennes définies selon le critère du revenu. Le critère des niveaux de vie, en raison de la disparité relative entre revenus et dépenses de consommation, donne une dimension démographique légèrement plus grande sans, toutefois, en modifier les structures. Aussi, comme mentionné auparavant, le recours à ce critère sera-t-il plus approprié dans la partie consacrée à l'évolution, depuis 1985, des conditions de vie des classes moyennes.

Poids démographique des classes moyennes

Les classes moyennes regroupent 53 % de la population, contre 34 % pour la classe modeste et 13 % pour la classe aisée.

Elles comptent 16,3 millions de personnes dont 62,9 % en milieu urbain.

Parmi la population urbaine 59 % appartient aux classes moyennes contre 45 % des populations rurales.

Globalement, c'est dans les régions les plus urbanisées que la proportion des classes moyennes est la plus importante (annexe 3) ; le taux de corrélation est de 67 %.

Les sources socioprofessionnelles de constitution des classes moyennes

Font partie des classes moyennes :

- 63 % des « employés, artisans et ouvriers qualifiés des métiers de l'artisanat » (contre 10,9 % dans la classe aisée et 26,1 % dans la classe modeste) ;
- 58,6 % des « rentiers, retraités et inactifs » (contre 14,7 % et 26,7 % dans les deux autres classes, respectivement) ;

- 56,3 % des « cadres moyens, commerçants et intermédiaires financiers » (contre 31,1 % et 12,6 %, respectivement) ;
- 48,6 % des « ouvriers agricoles et non agricoles » (contre 3,0 % et 48,4 %, respectivement) ;
- 40,2 % des « exploitants agricoles » (contre 6,6 % et 53,2 %, respectivement) ;
- 19,5 % des « cadres supérieurs et professions libérales » (contre 76,5 % et 4,0 %, respectivement).

Globalement, ce sont les catégories socio-professionnelles du niveau de formation et de qualification intermédiaire qui alimentent le plus la dimension des classes moyennes. La disparité aussi bien de leurs niveaux de revenu que de leurs conditions de vie contribue à l'hétérogénéité socioprofessionnelle de la classe moyenne.

Hétérogénéité des classes moyennes

Les classes moyennes se caractérisent par leur hétérogénéité

- En termes de revenu moyen par ménage et par mois :
 - 28 % constitue la catégorie supérieure avec un revenu dépassant la moyenne nationale (5 308 Dh) ;
 - 42 % constitue la catégorie intermédiaire avec un revenu situé entre la médiane et la moyenne nationales ;
 - 30 % constitue la catégorie inférieure avec un revenu inférieur à la médiane nationale (3 500 Dh).
- En termes de structure socioprofessionnelle, elles se composent de :
 - 29,4 % d'employés, de conducteurs d'installation, d'artisans et d'ouvriers qualifiés des métiers de l'artisanat dont 42 % dans la catégorie intermédiaire et 28 % dans la catégorie supérieure ;
 - 26 % de rentiers, retraités et inactifs dont 27 % dans la catégorie inférieure et 32 % dans la catégorie supérieure ;
 - 16,2 % d'exploitants agricoles dont 35 % sont dans la catégorie inférieure et 21 % dans la catégorie supérieure ;

- 16,1 % d’ouvriers dont 38 % dans la catégorie inférieure et 18 % dans la catégorie supérieure ;
- 11,5 % de cadres moyens, commerçants et intermédiaires financiers dont 23% appartient à la catégorie inférieure, le reste étant également partagé entre les deux autres catégories ;
- 0,8 % de cadres supérieurs et professions libérales dont les trois quarts appartiennent à la catégorie supérieure des classes moyennes.

Profil socio-économique des classes moyennes

Les classes moyennes se répartissent selon le type d’activité en :

- 48 % d’actifs occupés ;
- 8,2 % de chômeurs ;
- 43,7 % d’inactifs :
 - 26 % de femmes au foyer ;
 - 8,9 % d’étudiants ;
 - 2,3 % de retraités et rentiers ;
 - 6,2 % de personnes âgées et infirmes ;
 - 0,3 % autres.

Elles représentent :

- 52 % de la population active occupée et 58 % de l’emploi salarié qualifié ;
- 44 % de l’emploi dans le secteur primaire, 61 % dans le secondaire et 59 % dans le secteur tertiaire.

Elles connaissent un taux de chômage de :

- 14,6 %, contre 10,9 % pour les ménages modestes et 10,4 % pour les ménages aisés ;
- 22 % en milieu urbain (contre 24 % et 12,6 % resp.);
- 5 % en milieu rural (contre 5,8 % et 2,8 % resp.).

Les diplômés parmi elles connaissent un taux de chômage de : 31,7 % contre 49,8 % dans les ménages modestes et 11,4 % dans les ménages aisés.

Poids économique des classes moyennes en termes de revenu et de consommation

Elles représentent :

- 44 % dans les revenus des ménages ;
- 49 % dans les dépenses de consommation de ces derniers.

Elles disposent par ménage et par mois :

- d’un revenu moyen de 4 402 Dh en milieu urbain ;
- d’un revenu de 4 219 Dh en milieu rural.

Les sources de leur revenu sont constituées par (annexe 4):

- le salariat pour 44,5 % (urbain : 52,7 %, rural : 27,7 %);
- les entreprises individuelles agricoles et non agricoles pour 30,3 % (urbain : 19,3 %, rural : 53,2 %);
- les transferts pour 13,3% (urbain : 13,8 %, rural : 12,2 %);
- les rentes pour 9,4 % (urbain : 11,4 %, rural 5,2 %).

Leurs dépenses de consommation (annexe 5) sont consacrées pour :

- près des deux tiers à l’alimentation et l’habitat, contre trois quarts pour la classe modeste et moins de la moitié pour les classes aisées ;
- 9 % aux dépenses de “transport et communication” contre 19 % pour la classe aisée et 5 % pour la classe modeste.

Globalement, les classes moyennes ont un revenu qui couvre la totalité de leurs dépenses de consommation. Cependant (annexe 6) :

- dans la catégorie supérieure, le revenu est supérieur aux dépenses de 8 %,
- dans la catégorie intermédiaire, il est sensiblement égal aux dépenses;
- dans la catégorie inférieure, il est inférieur de 12 % aux dépenses.

L'endettement des classes moyennes : niveaux, objets et sources

La proportion des ménages endettés parmi les classes moyennes atteint 31 % contre 37,5 % des ménages aisés et 27,3 % des ménages modestes. Elle est de :

- 26,8 % dans la catégorie inférieure ;
- 30 % dans la catégorie intermédiaire ;
- 34,8 % dans la catégorie supérieure.

L'endettement des classes moyennes (annexes 7 et 8) se décompose en :

- crédits à la consommation courante dans 59 % des cas contre :
 - 71,2 % des cas dans les catégories inférieures ;
 - 55,8 % dans la catégorie intermédiaire ;
 - 54,6 % dans la catégorie supérieure.
- crédits immobiliers dans 25,1% des cas contre :
 - 16 % des cas dans la catégorie inférieure ;
 - 26,7 % dans la catégorie intermédiaire ;
 - 29,3 % dans la catégorie supérieure.
- crédits d'équipement ménager et d'acquisition de moyens de transport dans 15,9 % des cas contre :
 - 12,8 % des cas dans la catégorie inférieure ;
 - 17,5 % dans la catégorie intermédiaire ;
 - 16,1 % dans la catégorie supérieure.

Globalement, le recours aux crédits à la consommation est surtout le fait des catégories inférieures, alors que les crédits d'équipement et immobilier bénéficient plutôt aux catégories intermédiaires et supérieures.

Les classes moyennes recourent aux sources institutionnelles des crédits ;

- en fonction de leurs catégories :
 - catégorie supérieure: 54% des cas ;
 - catégorie intermédiaire : 47,6% ;
 - catégorie inférieure : 38,4%.
- en fonction des objets de crédits, elles recourent aux sources de prêt :

- institutionnelles pour :
 - la consommation courante : 46,3 % ;
 - les prêts immobiliers: 38,5 % ;
 - l'équipement ménager et les moyens de transport:15,2 %.
- non institutionnelles pour :
 - la consommation courante : 70,7 % ;
 - les prêts immobiliers: 12,8 % ;
 - l'équipement ménager et les moyens de transport : 16,5 %.

Préoccupations à caractère sociétal des classes moyennes

- Pour 65 % des ménages appartenant aux classes moyennes et le même pourcentage des classes modestes, leur niveau de vie s'est amélioré ou stagné entre 1997 et 2007, contre 77 % des classes aisées ;
- pour 58 % des classes moyennes, les aléas liés au coût de la vie, au niveau des revenus et à la sécheresse constituent des préoccupations majeures ;
- pour 37 %, ces préoccupations portent surtout sur la morbidité, l'abandon scolaire et le chômage des jeunes ;
- pour 35 %, elles portent sur la délinquance et la consommation de la drogue ;
- pour 44 %, elles portent sur l'insécurité.

Dépenses de consommation des classes moyennes

Poids des classes moyennes dans la consommation

Après avoir régressé de 4,4 % entre 1985 et 2001, le poids démographique des classes moyennes s'est accru de 3,8 % entre 2001 et 2007.

Durant cette dernière période, le poids des classes moyennes dans la consommation totale des biens et services a progressé de 1,9 %, contre une régression de 5,5 % durant la première période.

Evolution des dépenses de consommation

Entre 2001 et 2007, on a assisté à une augmentation des dépenses de consommation des classes moyennes.

C'est ainsi que, durant cette période, le taux d'accroissement annuel moyen des dépenses de consommation, aux prix constants, a été de 2,9 % pour les classes moyennes contre 3,2 % au niveau national. Ce sont les classes modestes et plus encore les classes aisées qui ont le plus bénéficié de cette amélioration globale du niveau de vie avec un taux d'accroissement de 3,2 % et 4,3 % respectivement.

Ce taux d'accroissement a été, presque, trois fois plus élevé durant la période 2001-2007 qu'entre 1985 et 2001. Selon les classes sociales, il est passé de 1,1 % à 3,2% pour les classes modestes, de 1,1 % à 2,9 % pour les classes moyennes et de 0,9 % à 4,3 % pour les classes aisées.

En somme, si l'amélioration des dépenses de consommation a concerné l'ensemble des classes sociales, elle a plus bénéficié aux classes aisées et modestes qu'aux classes moyennes.

Structure des dépenses de consommation

Entre 1985 et 2007, les classes moyennes ont amélioré leur consommation en termes de qualité.

En effet, la structure des dépenses de ces classes a été marquée par une augmentation du poids des dépenses relatives :

- au transport et communication de 4,1 % à 8,2% ;
- à l'hygiène et à la santé de 4,5 % à 7,6 % ;
- à l'enseignement, loisirs et culture de 2,5 % à 3,6 % ;
- au logement de 19,3 % à 21 %.

Une évolution qui s'est opérée au détriment, notamment de l'alimentation dont le poids a baissé de 52,5 % à 45,2 % et de l'habillement, de 7,2 % à 3,3 %. Cette tendance est toutefois à nuancer dans la mesure où, par référence aux classes aisées, les postes de consommation de base représentent encore une part importante du budget des classes moyennes. Les dépenses alimentaires notamment ne représentent plus que 28,6 % dans la consommation des classes aisées,

contre 45,2 % pour les classes moyennes (52,5 % pour les classes modestes).

L'augmentation des dépenses des classes moyennes s'est ainsi accompagnée d'une amélioration de la qualité de leur consommation, orientée de plus en plus vers des besoins autres que l'alimentation ou l'habillement. Cette évolution est confirmée par la perception des classes moyennes elles-mêmes quant à l'amélioration de leur niveau de vie. En effet, si entre 1991 et 2001, seule la moitié des ménages a considéré que celui-ci s'est amélioré ou stagné, cette proportion a dépassé les deux tiers entre 1997 et 2007.

Cette tendance à l'amélioration de leur qualité de vie s'explique non seulement par l'amélioration de leurs revenus mais aussi par leur recours de plus en plus affirmé à l'endettement.

Si la proportion des ménages endettés, en 2007, parmi les classes moyennes atteint 31 % contre 37,5 % des ménages aisés et 27,3 % des ménages modestes, entre 1999 et 2007, avec une augmentation du taux d'endettement de 33,5 %, les classes moyennes arrivent en tête du peloton des classes sociales considérées. Celui-ci n'a progressé que de 25 % pour les classes modestes et de 23,5 % pour les classes aisées.

Rappelons que l'endettement des classes moyennes est destiné aux crédits :

- à la consommation courante dans 59 % des cas ;
- à l'immobilier dans 25,1 % des cas ;
- à l'équipement ménager et à l'acquisition de moyens de transport dans 15,9 % des cas.

Il ressort de cet aperçu que, depuis 2001, les classes moyennes au Maroc ont vu leur niveau de vie s'améliorer, après une longue période de détérioration. Cette amélioration s'est avérée, toutefois, moins importante que celles enregistrées par les deux autres classes sociales. En effet, si les classes modestes et vulnérables ont bénéficié des politiques de lutte contre la pauvreté, aucune politique explicite pro-classes moyennes n'a été menée jusqu'à présent. Les classes aisées, quant à elles, auraient, notamment, profité des fruits de la croissance économique relativement forte enregistrée durant cette période.

Evolution des principales caractéristiques démographiques et socio-économiques des classes moyennes

Élargissement des classes moyennes

Entre 2001 et 2007, rappelons-le, le poids démographique des classes moyennes a augmenté de 3,8 %, après avoir connu un recul de 4,5 % entre 1985 et 2001.

De leur côté, les classes modestes ont vu leur poids démographique reculer de 4 % entre 2001 et 2007 après une augmentation de 4,5 % durant la période précédente.

En revanche, le poids démographique des classes aisées a augmenté entre 1985 et 2001 de 12,8 %, et diminué de 7,3 % entre 2001 et 2007.

C'est ainsi qu'entre 2001 et 2007, l'effectif des classes moyennes a augmenté de 1,6 million (en solde net) dont 62 % issus des classes modestes et 38,1 % des classes aisées. C'est dire que l'élargissement des classes moyennes est attribuable, en grande partie, à la mobilité sociale ascendante des classes modestes au cours des années 2000.

Globalement, l'élargissement des classes moyennes au cours des années 2000 leur a permis de retrouver, en 2007, le poids démographique qu'elles avaient en 1985. Ce constat est statistiquement vérifié quelle que soit la borne supérieure de la fourchette des revenus retenue pour les classes moyennes.

Un comportement fécond qui s'apparente de plus en plus à celui des classes aisées

De par un comportement démographique qui s'apparente à celui des classes aisées, les classes moyennes semblent adopter une stratégie visant une meilleure qualité de la vie.

C'est ainsi qu'avec une faible fécondité de 2 enfants par femme en 2007 (contre 2,5 en 1999), les classes moyennes adoptent un comportement franchement malthusien. Ils s'identifient, en cela, et de plus en plus, aux ménages aisés (1,5 enfant) et se démarquent de celui des ménages modestes (3 enfants). Cette identification qui relève d'une certaine aspiration à un mieux être les

place aujourd'hui au seuil de non renouvellement des générations.

Par ailleurs, à l'instar des membres adultes des ménages aisés, les adultes des ménages moyens ont plus de facilité à quitter leur foyer pour une vie autonome. En revanche, les adultes des ménages modestes ont, rarement, la possibilité de le faire.

C'est ainsi que la baisse de la fécondité explique pour 58 % le recul de la taille moyenne, de 5,7 personnes en 1999 à 4,9 en 2007 des ménages relevant des classes moyennes, contre 42 % pour la décohabitation. Concernant les classes aisées, dont la taille a connu une baisse de 4,1 à 3,6, la fécondité y a contribué pour 34 % et la décohabitation pour 66 %. Pour ce qui est des ménages modestes cette dernière n'a qu'un effet marginal (6 %) c'est fondamentalement la baisse de la fécondité (94 %) qui explique le recul de leur taille de 7,4 à 6,4 personnes.

Globalement, les classes aisées se recrutent plus parmi les ménages de taille réduite et les classes modestes parmi ceux de grande taille. Les classes moyennes, elles, se recrutent parmi tous les ménages quelle que soit leur taille avec toutefois une tendance sensible à la baisse de leur poids démographique aux tailles élevées (plus de 3 personnes) se rapprochant en cela des classes aisées.

La limitation des naissances des classes moyennes semble s'inscrire dans une stratégie visant à se rapprocher du mode de vie des classes aisées, notamment par l'investissement dans le savoir et l'information.

Ouverture des classes moyennes sur le savoir et l'information

En termes d'accès au savoir

L'accès des classes moyennes au savoir, mesuré par le taux brut de scolarisation des 6-22 ans, s'est sensiblement amélioré entre 2001 et 2007. Ce taux qui est passé de 58,6 % à 67,5 % pour ces classes, reste relativement faible pour les classes modestes, malgré une hausse de 43 % à 54 % durant la même période.

Cette évolution de la scolarisation s'est accompagnée par une certaine tendance au recours à l'enseignement

privé. En effet, la part des scolarisés dans ce secteur a augmenté de 12,9 % à 14,3 %, pour les classes moyennes et de 27,8 % à 38,2 % pour les classes aisées. Elle a, en revanche, diminué de 9,4 % à 6,6 % parmi les classes modestes.

Par ailleurs, les chefs de ménage relevant des classes moyennes ont un niveau d'instruction de plus en plus élevé. Entre 1985 et 2007, la part de ceux qui ne disposent d'aucun niveau d'instruction a enregistré une baisse de 29%, passant de 82,5 % à 58,4 % ; la part de ceux ayant un niveau d'enseignement fondamental a augmenté de 113 %, passant de 14,8 % à 31,6 % ; ceux ayant un niveau secondaire ont vu leur part augmenter de 2,0 à 7,2 % contre 0,6 à 2 % pour le niveau supérieur.

A noter également que, durant la même période, le taux d'accroissement annuel des classes moyennes a pratiquement stagné parmi les ménages dirigés par une personne dont le niveau scolaire ne dépasse pas le primaire. Il a, en revanche, augmenté de 1,7 % parmi les ménages dirigés par une personne ayant le niveau « lycée » et de 1,9 % pour le niveau supérieur.

L'élargissement des classes moyennes, entre 1985 et 2007, a été plus sensible parmi les ménages dirigés par une personne de niveau d'études secondaires ou supérieures.

En termes d'ouverture sur le monde

Connaissance des langues 42 % de la classe moyenne savent lire et écrire le Français sur une moyenne nationale de 40 %, contre 26,7 % dans les ménages modestes et 62 % dans les ménages aisés. La connaissance du français chez les classes moyennes varie de 35 % dans sa catégorie inférieure à 49 % dans sa catégorie supérieure.

A noter également que 12 % des classes moyennes connaît une autre langue étrangère autre que le français, contre 4,5 % dans les ménages modestes et 33 % dans les ménages aisés.

Entre 1999 et 2007, la proportion des classes moyennes qui lit et écrit une langue a augmenté pour l'arabe, de 55,4 % à 62,6 %, le français, de 34,4 % à 42,1 % et l'anglais, de 8,0 % à 10,2 %.

Accès à l'information

Si le taux d'équipement des classes moyennes en micro-ordinateurs (5,2 %) reste globalement faible, plus de 8 sur 10 disposent d'un téléphone et d'une télévision et plus de la moitié d'une parabole.

Accès à la santé et à l'emploi

Cette stratégie des classes moyennes se heurte, toutefois, à des carences en matière de santé et d'emploi des diplômés.

C'est ainsi que le taux de couverture médico-sanitaire des classes moyennes, malgré une augmentation de 18 % entre 2001 et 2007, demeure relativement faible ne dépassant pas 17 % contre 49 % parmi les classes aisées et 3 % parmi les modestes.

On notera toutefois que 49 % des classes moyennes effectue leurs consultations médicales auprès du secteur privé, contre 45 % auprès du secteur public (dispensaires, centres de santé et hôpitaux publics). Le reste des consultations s'opère, notons-le, auprès d'une pharmacie (5 %) ou d'une officine traditionnelle (1 %). Cette structure n'a pas connu de changement notable entre 2001 et 2007.

En matière d'emploi, malgré une baisse du chômage de 14,8 % en 2001 à 14,1 % en 2007, qui a bénéficié à l'ensemble des actifs dont notamment les diplômés de niveau moyen et les diplômés de niveau supérieur, le niveau de chômage de ces derniers demeure élevé avec respectivement 23,5 % et 31,9 % (contre 26 % et 42 % pour les classes modestes).

Elles sont en cela beaucoup moins favorisées que les classes aisées dont les membres ayant un diplôme moyens ont relativement moins de difficultés à s'insérer dans le marché du travail. Leur taux de chômage respectif s'établit à 17 % et 8,6 %.

Il y a lieu de noter toutefois que à maints égards, l'évolution du comportement des classes moyennes en matière d'emploi laisse apparaître certains points communs avec les classes aisées. Il s'agit, notamment de leur propension à s'orienter vers l'emploi dans le secteur tertiaire et à compter de plus en plus de salariés.

C'est ainsi que, entre 2001 et 2007, le poids démographique des classes moyennes urbaines dans ce secteur s'est apprécié de 3,6% par an, au détriment du secteur primaire qui a vu ce poids régresser de 1,4 %. L'emploi de ces classes dans le secteur secondaire a pratiquement stagné durant cette période.

Ce comportement des classes moyennes s'apparente à celui des classes aisées, qui abandonnent les secteurs primaire et secondaire vers le tertiaire. Les classes modestes, quant à elles, continuent d'alimenter le secteur secondaire où leur poids démographique a augmenté de 2,5 % par an durant la même période.

De même, l'emploi salarié parmi les classes moyennes a progressé de 40,5 % en 2001 à 51,5 % en 2007. Durant ce temps, l'emploi indépendant a baissé de 31 % à 22 %.

Globalement, l'emploi rémunéré des classes moyennes a augmenté, entre 2001 et 2007, de 92 % à 95,5 % en milieu urbain et de 51,6 % à 55,5 % en milieu rural.

Urbanisation

Entre 1985 et 2007, l'élargissement des classes moyennes a été exclusivement le fait du milieu urbain. Le taux d'accroissement annuel des classes moyennes a été de 1,6 % à l'échelle nationale, 3,0 % en milieu urbain, contre une baisse de 0,1 % en milieu rural.

Nous avons déjà souligné précédemment la corrélation significative entre la dynamique urbaine et l'élargissement des classes moyennes. Globalement, c'est dans les régions les plus urbanisées que la proportion des classes moyennes est la plus importante. Dans cette dynamique urbaine, les classes moyennes adoptent une stratégie d'amélioration de leurs conditions de vie en général et de leur conditions d'habitat en particulier.

Habitat et accès à la propriété

C'est ainsi qu'entre 2001 et 2007, l'habitat des classes moyennes urbaines s'est amélioré sensiblement, la part des résidents dans les villas/appartements a augmenté de 40 % (contre 64 % pour la classe aisée). Celle des résidents dans les maisons modernes a augmenté de 6 % (contre une baisse de 23 % pour la classe aisée et une augmentation de 46 % pour la classe modeste).

En revanche, cette part a baissé de 40 % pour les maisons marocaines (contre 42 % pour la classe aisée et 53 % pour les classes modestes) et de 29 % pour les logements sommaires (15 % pour la classe modeste) durant la même période.

C'est ainsi qu'en 2007 :

- 68 % des ménages moyens urbains résident dans des maisons modernes, et en sont propriétaires à concurrence de 63 % ;
- 15 % dans des appartements (propriétaires: 68 %) ;
- 1,3 % dans des villas (propriétaires : 59 %) ;
- 8% dans des maisons traditionnelles (propriétaires: 58,2 %) ;
- 6% dans un habitat sommaire (propriétaires : 75 %).

A noter toutefois que près des deux tiers des ménages moyens en milieu urbain sont propriétaires de leur logement. Ce pourcentage a augmenté entre 2001 et 2007, passant de 62,5 % à 63,4 %.

Ce sont surtout les ménages aisés et modestes qui ont bénéficié de l'évolution globale de l'accès à la propriété. En effet, ce pourcentage est passé, pour les premiers, de 58,8 % à 65 % et pour les seconds de 61,4 % à 67,1 %.

Accès aux services sociaux de base

L'évolution, entre 2001 et 2007, de l'accès aux services sociaux de base s'est opérée au profit des classes moyennes et, davantage encore, des classes modestes. C'est ainsi que l'accès à l'eau potable a augmenté de 68 % à 72 % pour les classes moyennes, de 37 % à 45 % pour les classes modestes et 89 % à 90 % pour les classes aisées.

Quant au taux d'accès à l'électricité, il a augmenté de 76 % à 89 % pour les classes moyennes, de 43 % à 69 % pour les classes modestes et de 95 % à 98 % pour les classes aisées.

Accès aux biens durables

En l'absence de données antérieures sur certains équipements, dont notamment la disposition d'une voiture personnelle, on se limitera, dans cet examen de l'évolution à quelques biens.

C'est ainsi que la part des ménages appartenant aux classes moyennes disposant d'une télévision a pratiquement doublé entre 1999 et 2007, passant de 41,8 % à 81,2 %. Celle relative aux classes modestes, a été multipliée par 6 environ pour atteindre 52,5 % en 2007, soit un niveau encore manifestement faible en comparaison avec les classes moyennes.

La part des ménages disposant d'une parabole a augmenté de 16 % à 51 % pour les classes moyennes, de 2 % à 21 % pour les classes modestes et de 53 % à 84 % pour les classes aisées.

L'équipement des ménages en micro-ordinateur reste globalement faible au Maroc, il est d'à peine 0,6% parmi les classes modestes, 5 % parmi les classes moyennes (contre 0,1 % en 1999) et 32 % parmi les classes aisées (contre 4% en 1999).

L'équipement en réfrigérateurs a, de son côté, progressé de 41 % à 70% pour les classes moyennes, de 10 % à 35 % pour les modestes et de 80 % à 91 % pour les classes aisées.

Ces évolutions montrent que les classes moyennes ont tendance à mieux s'équiper en biens durables. Elles s'approchent, à cet égard, davantage des classes aisées que des classes modestes.

Simulations de l'impact de politiques économiques sur la pauvreté et les inégalités

L'analyse de l'évolution des conditions de vie et des comportements des classes moyennes, à la lumière de l'observation statistique, a permis de relever le rôle joué par la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité dans leur élargissement. Elle a permis également de relever l'insuffisance de la croissance économique à réduire à elle seule les inégalités et partant à renforcer le poids démographique et socio-économique des classes moyennes.

Il apparaît évident qu'une politique publique spécifique en faveur des classes moyennes s'avère nécessaire. Aussi, avons-nous élaboré un outil d'évaluation de l'impact de toute politique publique sur la pauvreté et les inégalités, et par conséquent sur les catégories

sociales, pour le mettre à la disposition de toute politique s'assignant cet objectif. Nous avons ainsi l'espoir, sinon, l'ambition de contribuer à la mise en œuvre des Hautes Directives données par Sa Majesté le Roi dans ce sens au Gouvernement.

Il s'agit d'un modèle d'équilibre général calculable en microsimulation (MEGC) dans lequel le lien micro-macro est établi à travers la réconciliation des informations microéconomiques issues des enquêtes auprès des ménages et des données macroéconomiques fournies par les tableaux de synthèse de la comptabilité nationale. Il a pour cadre comptable la matrice de comptabilité sociale synthétisant l'activité économique nationale en 2007 et l'enquête nationale sur les niveaux de vie et la consommation des ménages de 2007.

Ce modèle, dont l'élaboration a nécessité deux années de travail, permet de quantifier les effets des politiques économiques, qu'elles soient fiscales, budgétaires, commerciales, ou de transferts et d'investissement, etc. Les effets peuvent ainsi être appréhendés au niveau macro sur la croissance économique, l'inflation, les équilibres macroéconomiques, la compétitivité interne et externe de l'économie nationale ainsi que sur le revenu et l'épargne des agents économiques. Au niveau micro, un ensemble d'indicateurs de niveaux de vie sont appréhendés, notamment l'évolution des dépenses de consommation des ménages et sa structure selon les classes sociales, la pauvreté et les inégalités.

Le MEGC, ainsi construit, a été utilisé pour simuler les effets de quelques politiques économiques sur l'économie nationale et sur les niveaux de vie de l'ensemble des ménages et notamment les classes des ménages modestes, moyens et aisés.

Pour illustrer l'utilité de cet outil, nous avons pris deux exemples de politiques économiques : l'un portant sur l'analyse de deux cas arbitrairement choisis de politique fiscale, l'autre portant sur trois simulations de politique d'investissement.

Ces simulations doivent être prises comme une illustration de l'utilité du modèle présenté pour évaluer les changements concrets d'une politique publique aussi bien dans les domaines retenus que dans tout autre domaine.

Le cas d'une politique fiscale

Le système fiscal marocain a fait l'objet, depuis les années 80, de plusieurs réformes pour le rendre plus homogène et cohérent, tout en assurant une certaine équité entre les différents contribuables. Dans ce cadre, les taux d'imposition directs et indirects du système ont été regroupés en quatre grands impôts : l'impôt sur le revenu (IR), l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits d'enregistrement et de timbres.

Des révisions à la baisse et d'élargissement ont été appliquées à plusieurs reprises à l'IR et à l'IS. Le plafond du taux de l'impôt sur le revenu est passé de 52 % en 1990 à 40 % en 2009. Celui de l'IS se situe aujourd'hui à 30 % au lieu de 52 % en 1990. La TVA, quant à elle, continue d'être appliquée en quatre taux : 7, 10, 14 et 20.

Si l'impôt direct est conçu pour assurer l'équité sociale en s'appliquant progressivement aux revenus, la TVA sur les produits demeure quant à elle indifférente par rapport aux niveaux des revenus.

Les mesures simulées dans ce cadre visent à étudier l'impact de la fiscalité directe et de la fiscalité indirecte sur le plan macroéconomique et sur le plan microéconomique. Nous avons choisi deux cas :

- une baisse de l'impôt sur le revenu de 20 % ;
- une baisse de la TVA sur les produits agroalimentaires de 50 % ;

Hypothèse d'une baisse de l'impôt sur le revenu

La révision à la baisse de l'IR de 20 % se traduirait par une amélioration du revenu disponible des ménages de 1,2 %. Cette amélioration serait de 1,6 % pour la classe des ménages aisés, de 1,2 % pour celle des ménages moyens et de 0,4 % pour celle des ménages modestes. Le volume de la consommation globale augmenterait de près de 0,8 %. Cette augmentation serait de 1,2 % pour les ménages aisés et de 0,8 % pour les ménages moyens et diminuerait par contre d'environ 0,1 % pour les ménages modestes. En fait, l'amélioration de la demande domestique agrégée de 0,4 % se traduirait par une hausse des prix intérieurs à la consommation

de près de 0,5 %. Cette tendance haussière neutraliserait le faible effet revenu des ménages modestes.

De manière générale, l'activité économique connaîtrait une certaine relance. La production nationale s'accroîtrait de 0,3 %, dégageant une amélioration du PIB de 0,4 %. Les recettes publiques générées par l'amélioration de l'activité économique ne permettraient pas de compenser la moins-value induite par la révision à la baisse de l'IR et en conséquence, l'épargne publique serait en baisse d'environ un demi-point en pourcentage du PIB.

Cette hypothèse de la baisse de l'IR se traduirait par une mobilité ascendante des effectifs entre les trois classes sociales, avec un élargissement de la taille de la classe moyenne. En effet, le nombre de personnes appartenant aux ménages modestes baisserait de 126 mille personnes, celui des ménages moyens augmenterait de 82 mille personnes et celui des ménages aisés de 44 mille personnes. Globalement, la part de la classe modeste dans la population totale aurait baissé de 34 % à 33,6 %. En revanche, la part de la classe moyenne augmenterait de 53 % à 53,3 % et celle de la classe aisée de 13 % à 13,1 %.

Malgré cette ascension sociale, les inégalités n'auraient pas connu de baisse, l'indice de GINI passerait de 0,406 à 0,407. De ce fait, la pauvreté au niveau national, au sein de la classe modeste, connaîtrait une légère accentuation d'environ 0,1 point de pourcentage. Le nombre de pauvres s'accroîtrait ainsi de 28 mille personnes.

Hypothèse d'une baisse de la TVA sur la consommation des produits de l'agroalimentaire

L'hypothèse de la baisse de la TVA de 50 % sur les produits de l'agro-alimentaire est retenue en raison de l'importance de ces produits dans le panier de consommation des ménages, particulièrement modestes et moyens. Cette hypothèse se traduirait par une baisse des prix à la consommation de 0,24 %. La consommation des ménages s'améliorerait ainsi de 0,3 %, et par conséquent, la demande agrégée sur le marché domestique de 0,15 %.

Dans ce contexte, la production nationale s'améliorerait de 0,14 %, dégageant une hausse de la valeur ajoutée globale de 0,1 %. Cependant, l'épargne publique serait marquée par une dégradation de 0,1 en pourcentage du PIB, en relation avec le manque à gagner de l'Etat sous l'effet de la baisse de la TVA.

Le revenu des ménages connaîtrait une légère amélioration de 0,08 %. Par classe, le revenu des ménages modestes s'accroîtrait de 0,1 %, celui des ménages moyens et aisés de 0,08 %. La consommation en volume des ménages s'améliorerait en conséquence d'environ 0,4 % pour les ménages modestes, de 0,3 % pour les ménages moyens et de 0,2 % pour les ménages aisés.

Cette révision à la baisse de la TVA aurait plus d'effet sur la classe des ménages moyens dont presque 9,6 mille personnes passeraient à la classe des ménages aisés et recevrait plus de 5 mille personnes de la classe des ménages modestes. Cette mobilité sociale serait confortée par une réduction de la pauvreté au niveau national de 20 mille personnes. Toutefois, les inégalités resteraient figées.

Le cas d'une politique d'investissement

L'investissement au Maroc a connu une croissance moyenne de 7,6 % durant la période 1999-2008. En pourcentage du PIB, la FBCF est passée de 25,5 % en 1999 à 33,6 % en 2008. A noter qu'à partir de 2003, le taux d'investissement a connu une hausse continue de plus d'un point par an. Cette tendance pourrait se prolonger durant les années à venir sous l'effet des stratégies de développement sectoriel mises en œuvre.

Dans cet ordre d'idées nous avons retenu trois simulations traitant respectivement de la hausse de l'investissement global, d'une part, et de l'augmentation du stock du capital respectivement dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme, d'autre part.

Hypothèse d'un accroissement de l'investissement global

L'augmentation de l'investissement global de 10 % par rapport à son niveau observé en 2007 (année de référence) au niveau de l'économie nationale, soit

l'équivalent d'environ 20 milliards de Dh, se traduirait par un accroissement de la demande agrégée sur le marché domestique de 2 %. La production nationale s'améliorerait ainsi de 0,6 %, dégageant une hausse de la croissance économique de l'ordre de 1,4 %.

Toutefois, la hausse de la demande agrégée exercerait une pression à la hausse sur les prix intérieurs de l'ordre de 3%, affectant ainsi la compétitivité des produits marocains aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur. La demande supplémentaire serait satisfaite davantage par les importations qui s'accroîtraient de près de 4,7%, alors que les exportations subiraient une réduction de 2%. En conséquence, le solde extérieur se détériorait de 2,4 points en pourcentage du PIB. En revanche, l'épargne publique serait marquée par une amélioration de 2 points du pourcentage du PIB.

Le revenu disponible des ménages augmenterait de 4 %. Toutefois, la hausse des prix intérieurs réduirait l'effet de cette amélioration sur la consommation. Celle-ci ne s'accroîtrait que de 1,1 % en volume, et serait de l'ordre de 1,4 % chez les ménages modestes contre 1 % chez les ménages aussi bien moyens qu'aisés.

La tendance à la hausse de l'investissement global aurait engendré une mobilité sociale du bas vers le haut. Le nombre de personnes quittant la classe des ménages modestes serait de 750 mille personnes et celui des personnes migrant de la classe des ménages moyens vers celle des ménages aisés s'élèverait à 160 mille personnes, soit globalement un élargissement de la classe des ménages moyens d'environ 590 mille personnes. Ainsi, la part des ménages moyens dans la population totale passerait de 53 % à 55 % et celle des ménages aisés de 13 % à 13,5 %. Alors que la part des ménages modestes aurait fléchi de 34 % à 31,5 %.

Les inégalités seraient légèrement en hausse puisque l'indice de GINI passerait de 0,406 à 0,409. Néanmoins, l'importance de la croissance économique l'emporterait sur la persistance des inégalités et par conséquent la pauvreté serait en baisse. Le taux de pauvreté national baisserait de plus d'un demi-point de pourcentage, soit près de 214 mille personnes qui échapperaient à la pauvreté.

Globalement, il ressort que l'augmentation de l'investissement relancerait la croissance économique par l'effet demande. Cependant, cette hausse de la demande serait satisfaite davantage par les importations, ce qui détériorerait notre balance commerciale. Le système productif national pourrait toutefois renverser cette tendance en rentabilisant les investissements réalisés par le renforcement de ses capacités productives.

Hypothèse d'une augmentation du stock du capital

Deux simulations sont conduites en matière d'augmentation des capacités de production, et ce pour deux secteurs qui font l'objet de politiques volontaristes des pouvoirs publics. Il s'agit du secteur agricole et du secteur du tourisme.

La première simulation suppose l'augmentation du stock de capital du secteur agricole de 20 %, soit l'équivalent de 12 milliards de Dh. A cet effet, la production du secteur s'accroîtrait de 18,7 % induisant une baisse du prix intérieur du produit agricole de l'ordre de 19 %. En conséquence, le niveau général des prix serait en baisse de 1,4 % renforçant ainsi la compétitivité du produit marocain tant sur le marché intérieur qu'extérieur. Les exportations seraient en hausse de 3,2 % et la part du marché domestique satisfaite par la production nationale serait en accroissement puisque les importations n'augmenteraient que de 1,6 %, soit à un rythme inférieur à celui de la demande agrégée qui s'accroîtrait de 2,2 %. Le solde commercial serait ainsi en amélioration de 0,1 point en pourcentage du PIB.

Par ailleurs, la baisse du prix du produit agricole induirait une baisse du coût de production du secteur agroalimentaire et partant le prix de vente de son produit. La demande agrégée pour l'agroalimentaire serait en hausse de 4,2 % relançant ainsi la production de ce secteur de 4,6 %.

De manière générale, cette mesure se traduirait par une augmentation de la production nationale de 2,6 % et partant du PIB de 2,5 %. Le revenu disponible des ménages serait en hausse de 0,8 %. Ceci, conjugué à la baisse simultanée des prix alimentaires et agroalimentaires, renforcerait le pouvoir d'achat des

ménages, et leur consommation se trouverait améliorée d'environ 5 %. La demande agrégée sur le marché domestique serait en hausse de 2,2 %. Mais puisqu'elle serait accompagnée par un accroissement de l'offre globale, elle n'aurait pas d'effet sur les prix intérieurs. Ceux-ci enregistreraient une baisse de 1,4 %.

Sur le registre des niveaux de vie selon les catégories de classes des ménages, l'amélioration de la consommation serait de 4,8 % pour les ménages modestes, de 5,4 % pour les ménages moyens et de 3,6 % pour les ménages aisés. Autrement dit, la hausse serait plus marquée chez les deux premières classes dont les produits alimentaires sont prépondérants dans leurs paniers de consommation.

La classe des ménages modestes connaîtrait une baisse de son effectif de l'ordre de 200 mille personnes qui auraient renforcé la classe des ménages moyens. De même, 90 mille personnes de cette dernière passeraient dans la classe des ménages aisés, ce qui met en exergue un élargissement de la classe des ménages moyens de 110 mille personnes. Globalement, la part de la classe des ménages modestes dans la population totale aurait baissé de 34 % à 33,4 %. En revanche, la part de la classe des ménages moyens augmenterait de 53 % à 53,4 % et celle des ménages aisés de 13 % à 13,2 %.

En matière de pauvreté, celle-ci serait marquée par une réduction de son effectif de l'ordre de 67 mille personnes, particulièrement dans le milieu rural où la baisse serait de près de 70 mille personnes. La pauvreté en milieu urbain serait accentuée d'environ 3 mille personnes.

L'augmentation des capacités productives du secteur agricole aurait généré une amélioration des revenus des détenteurs du capital qui se trouvent dans les classes moyenne et aisée. Leurs revenus seraient en hausse de 1,1 % et de 0,7 % respectivement. En revanche, il serait en baisse pour la classe modeste d'environ 0,5 %.

De ce fait, les inégalités seraient en hausse puisque l'Indice de GINI passerait de 0,406 à 0,409, éliminant ainsi l'effet positif de la croissance sur la réduction de la pauvreté particulièrement dans le milieu urbain.

La deuxième simulation traite de l'hypothèse d'une augmentation du stock de capital du secteur touristique de 5 milliards de Dh. Cette hypothèse se traduirait par

une amélioration de la production du secteur de 21 % et de la baisse de son prix intérieur de 35 %, ce qui relancerait la demande en faveur du secteur d'environ 14 %.

La demande domestique globale s'accroîtrait ainsi de 0,2 % et la croissance économique de 0,2 % également. Dans ce contexte, le revenu des ménages enregistrerait une hausse de 0,4 %. Cette amélioration serait de l'ordre de 1,1 % pour les ménages modestes, de 0,3 % pour les ménages moyens et de 0,4 % pour les ménages aisés. L'augmentation des capacités de production dans l'activité touristique aurait un effet multiplicateur sur la rémunération du facteur travail, détenu davantage par les classes des ménages modestes et moyens.

L'augmentation des revenus des ménages, conjuguée à la baisse des prix intérieurs de 0,3 %, induirait une amélioration de leur consommation de 0,7 %. Cette augmentation serait de 1% pour les ménages modestes, de 0,5 % pour les ménages moyens et de 0,8 % pour les ménages aisés. Ainsi, 76 mille personnes quitteraient la classe des ménages modestes vers la classe des ménages moyens. La mobilité entre la classe moyenne et la classe aisée ne serait pas significative. Dans ce contexte, le nombre de pauvres régresserait de près de 11 mille personnes. Cette baisse serait réalisée en milieu rural puisque la pauvreté urbaine s'accroîtrait de près de 3 mille personnes.

Enseignements

Tableau synthétique

Croissance, inégalités et pauvreté

Rubriques	Situation de référence	Sim 1 IR	Sim 2 TVA	Sim 3 Investissement	Sim 4 Capital agriculture	Sim 5 Capital tourisme
Croissance économique	–	0,37	0,1	1,4	2,6	0,2
Inégalités (GINI)	0,406	0,407	0,406	0,409	0,409	0,406
Pauvreté	9	9,1	9	8,3	8,8	9

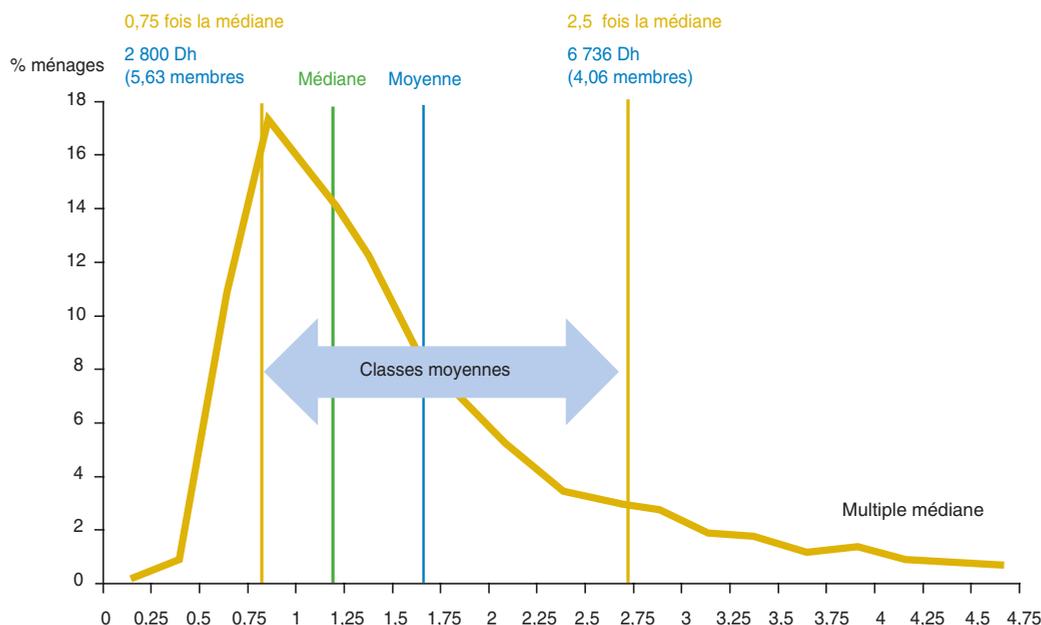
1. Les différentes simulations illustrées font apparaître des améliorations de la croissance économique et d'une mobilité sociale ascendante, particulièrement dans le cas de l'augmentation de l'investissement global et l'amélioration des capacités productives.
2. Les niveaux de vie des classes de ménages dans toutes les simulations seraient améliorés sauf dans le cas de l'hypothèse d'une baisse de l'IR où la classe des modestes connaîtrait une légère détérioration de sa consommation en volume.
3. Dans le cas de l'augmentation de l'investissement global de 10 %, la demande agrégée sur le marché domestique s'accroîtrait de 2 % induisant une hausse des prix intérieurs de l'ordre de 3 %, affectant ainsi la compétitivité des produits marocains.
4. La compétitivité des produits marocains serait renforcée dans le cas d'une extension des capacités productives, puisque l'offre globale serait en augmentation de 2,6 % et les prix intérieurs seraient en baisse de 1,4 % (cas du secteur agricole).
5. L'augmentation de l'investissement global se traduirait par un élargissement de la classe des ménages moyens qui passerait de 53% à 55% de la population totale et par une réduction de la pauvreté de plus d'un demi-point de pourcentage.
6. L'extension des capacités productives de l'agriculture induirait un élargissement de la classe des ménages moyens qui passerait de 53 % à 53,4 % de la population totale et d'une baisse de la pauvreté de 0,2 point de pourcentage.

7. Dans toutes les simulations, les inégalités seraient restées rigides à la baisse et se seraient parfois même accentuées.
8. Il ressort qu'au cas où les inégalités ne changeraient pas et que la croissance économique ne serait pas significative, la pauvreté se maintiendrait au même niveau. C'est le cas des simulations de la politique fiscale et de l'extension des capacités productives du secteur touristique.
9. Si les inégalités s'accroissaient même légèrement, la croissance économique devrait être très forte pour infléchir la pauvreté significativement. C'est le cas des simulations de l'augmentation de l'investissement global et de l'extension des capacités productives du secteur agricole. ■

Annexes

Annexe 1

Délimitations des classes moyennes au Maroc selon le critère du revenu par ménage et mois

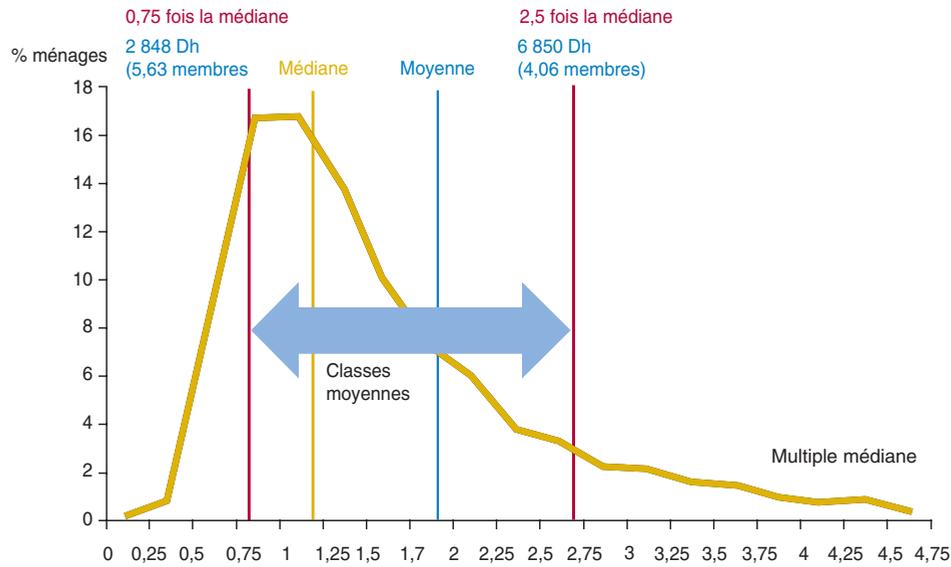


Note : Méthode de calcul des bornes :

- Supérieure : $2,5 \times \text{taille} \times \text{revenu médian par personne et par mois}$ (663,1 Dh) ;
- Inférieure : $0,75 \times \text{taille} \times \text{revenu médian par personne et par mois}$ (663,1 Dh).

Annexe 2

Délimitations des classes moyennes au Maroc selon le critère du niveau de vie (dépense par ménage et par mois)



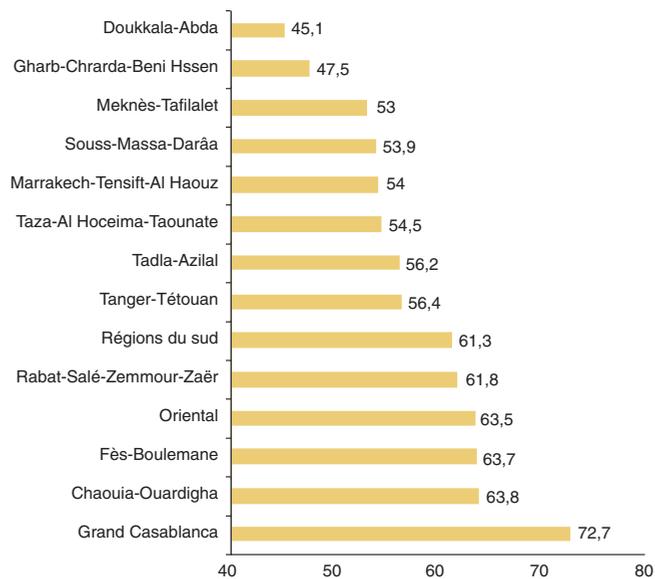
Note : Méthode de calcul des bornes :

- Supérieure : $2,5 \times \text{taille} \times \text{dépense médiane par personne et par mois}$ (674,6 Dh);
- Inférieure : $x \text{ taille} \times \text{dépense médiane par personne et par mois}$ (674,6 Dh).

Annexe 3

Poids démographique régional des classes moyennes

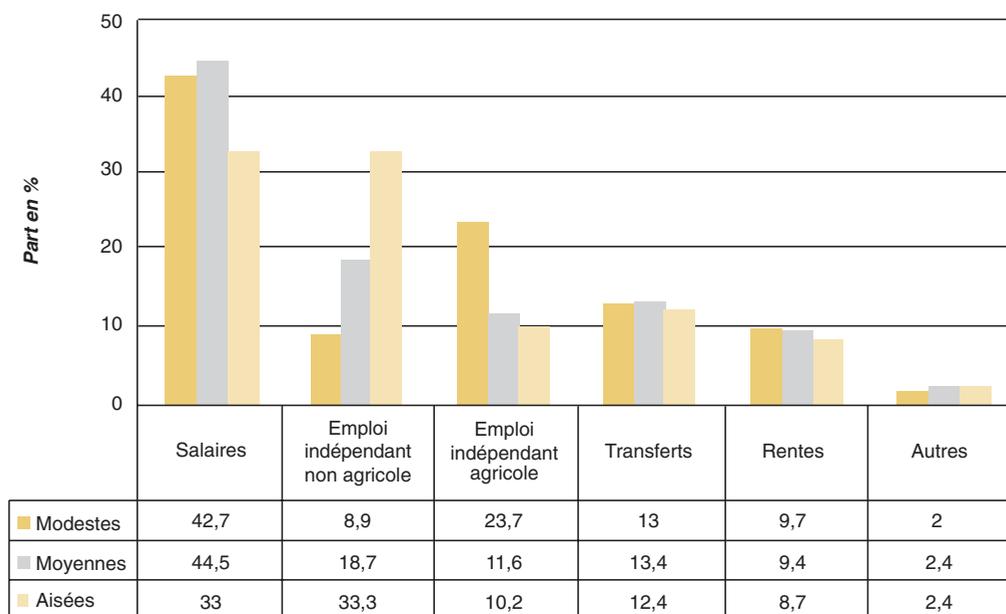
Classement des régions selon le poids démographique des classes moyennes (%)



Annexe 4

Sources de revenus comparées des strates sociales

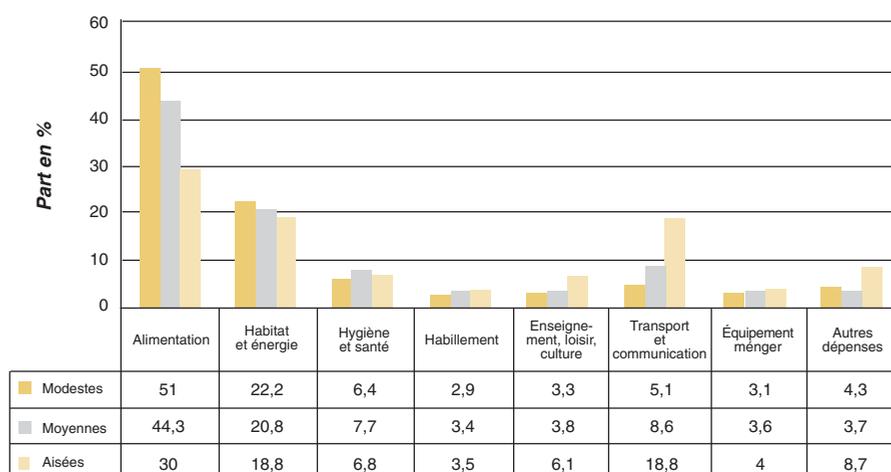
Répartition des revenus selon la source



Annexe 5

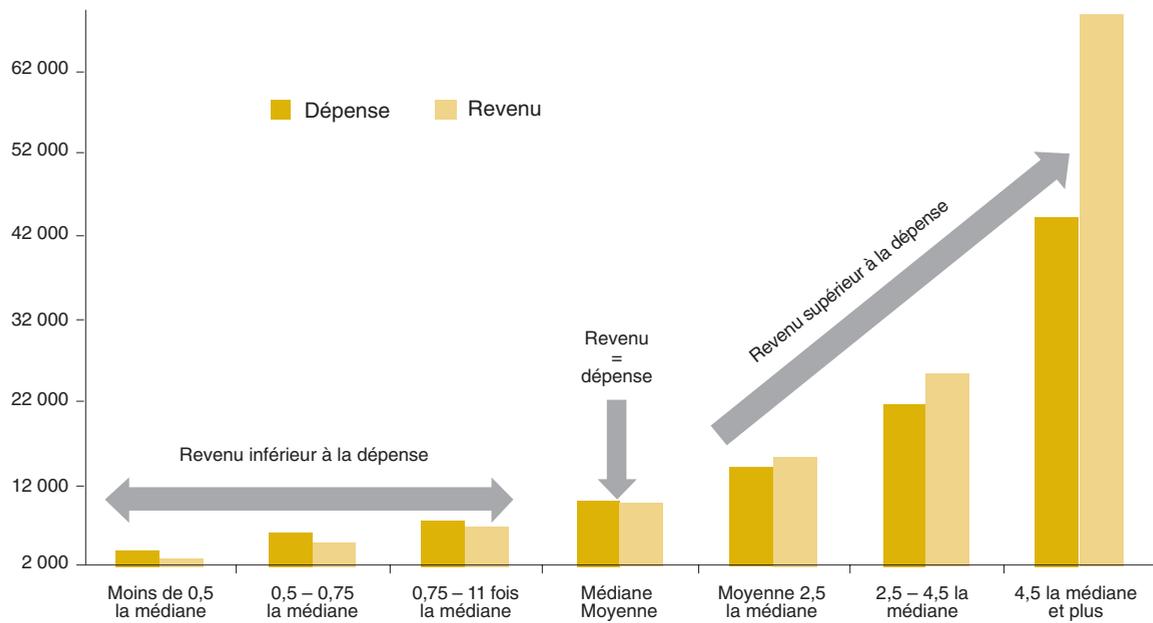
Structure comparée des dépenses de consommation selon les strates sociales

Répartition des dépenses selon les postes de consommation



Annexe 6

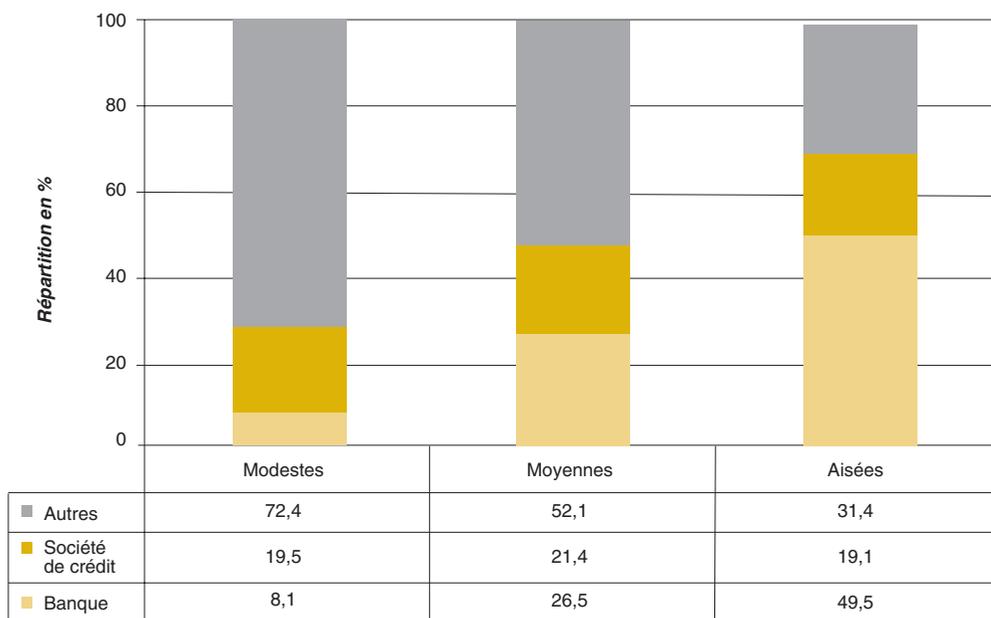
Niveaux comparés des dépenses et des revenus selon les multiples de la médiane des revenus



Annexe 7

Structure comparée de l'endettement des strates sociales selon les sources de prêt

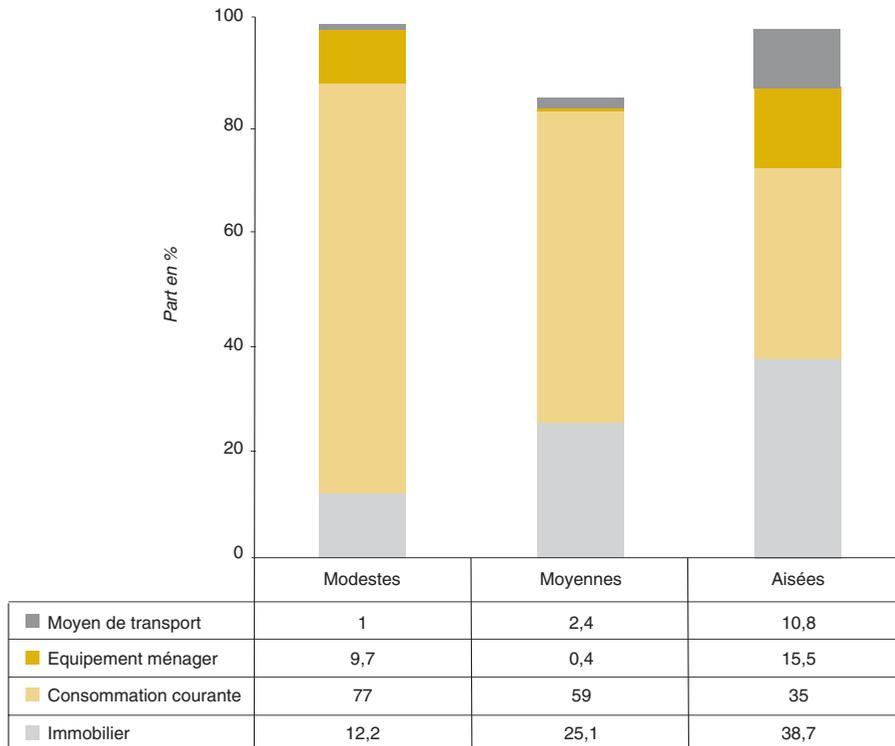
Répartition des crédits selon la source et la classe sociale, 2007



Annexe 8

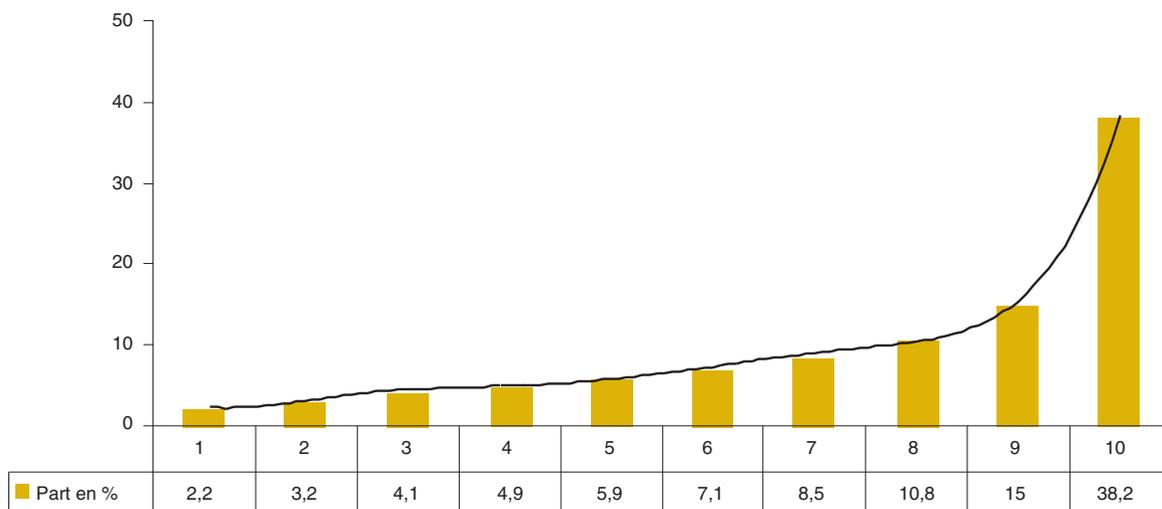
Structure comparée de l'endettement des strates sociales selon l'objets des crédits

Répartition des crédits selon l'usage et la classe sociale, 2007



Annexe 9

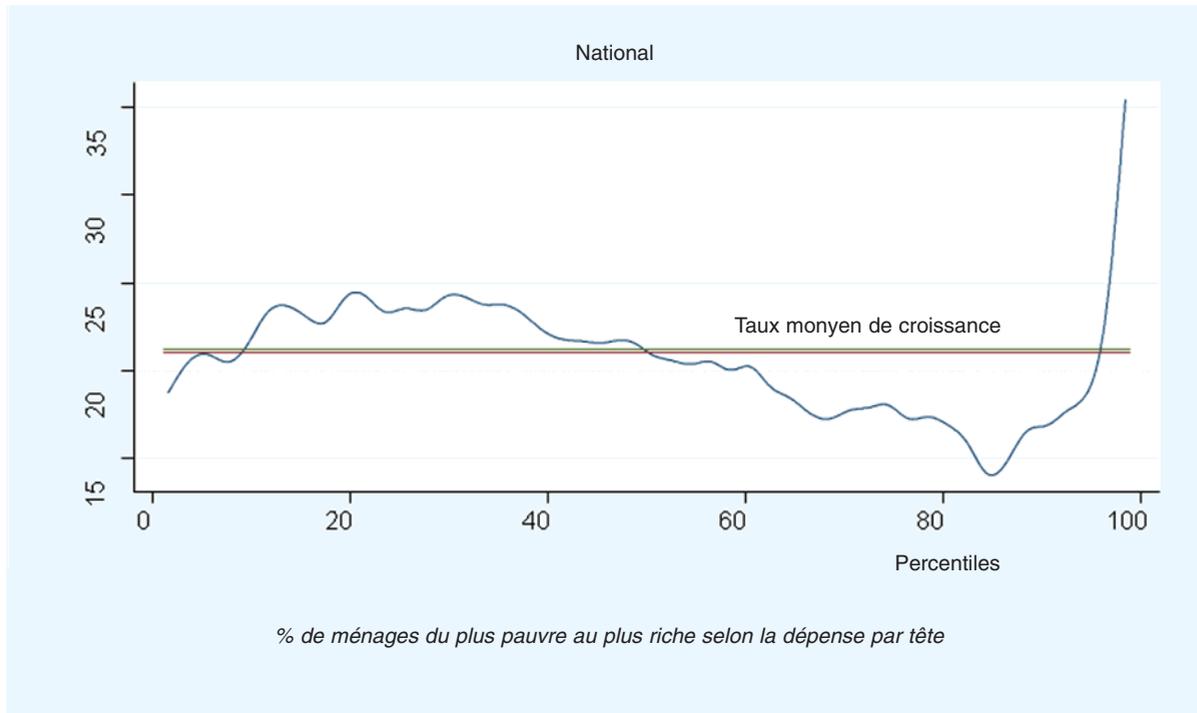
Part des déciles de population dans le total des revenus



Déciles de population, du plus pauvre (décile 1) au plus riche (décile 10)

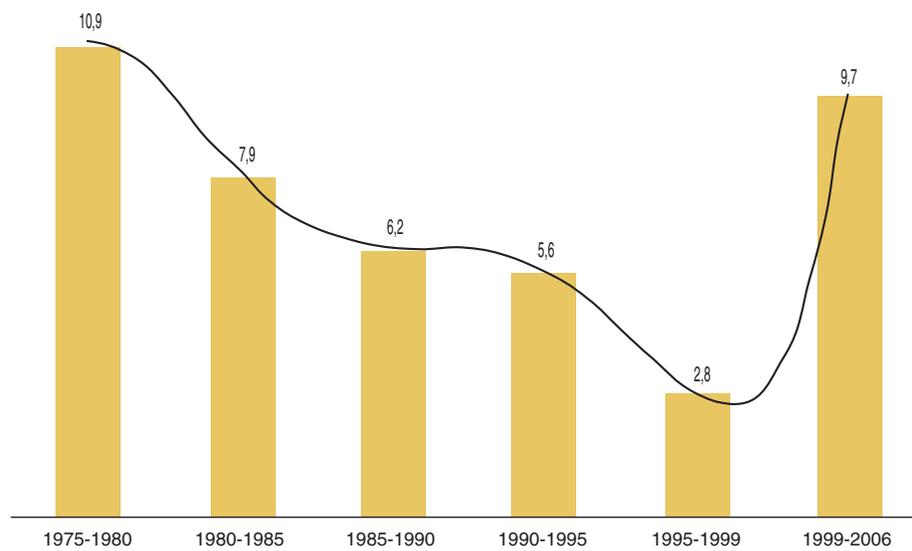
Annexe 10

Courbe d'incidence de la croissance entre 2001 et 2007



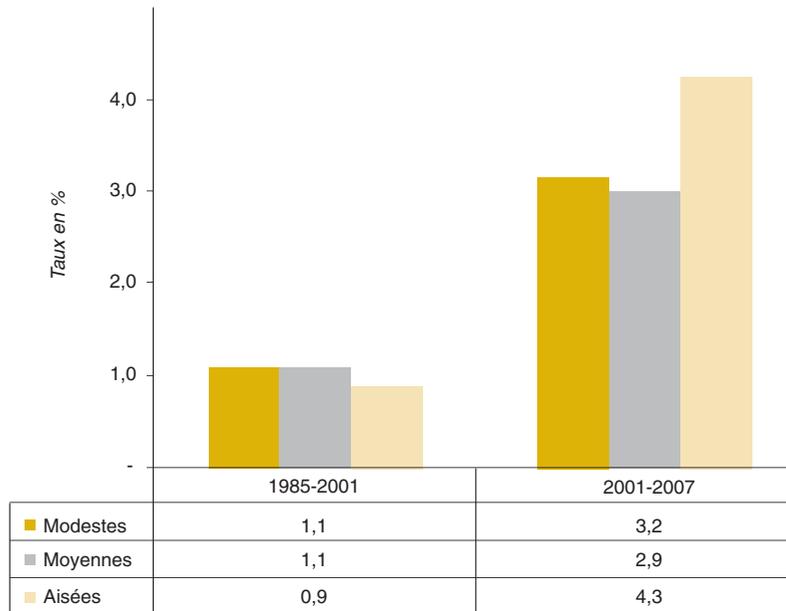
Annexe 11

Taux d'accroissement de l'IDH en %



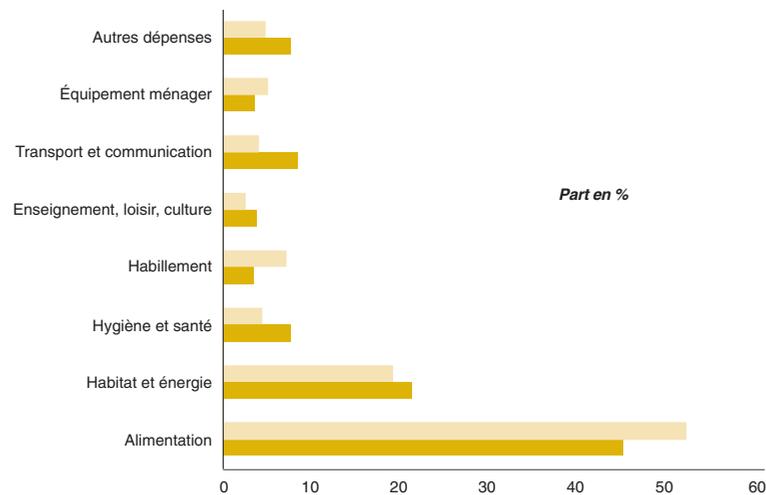
Annexe 12

Taux de croissance des dépenses de consommation par habitant selon les classes sociales



Annexe 13

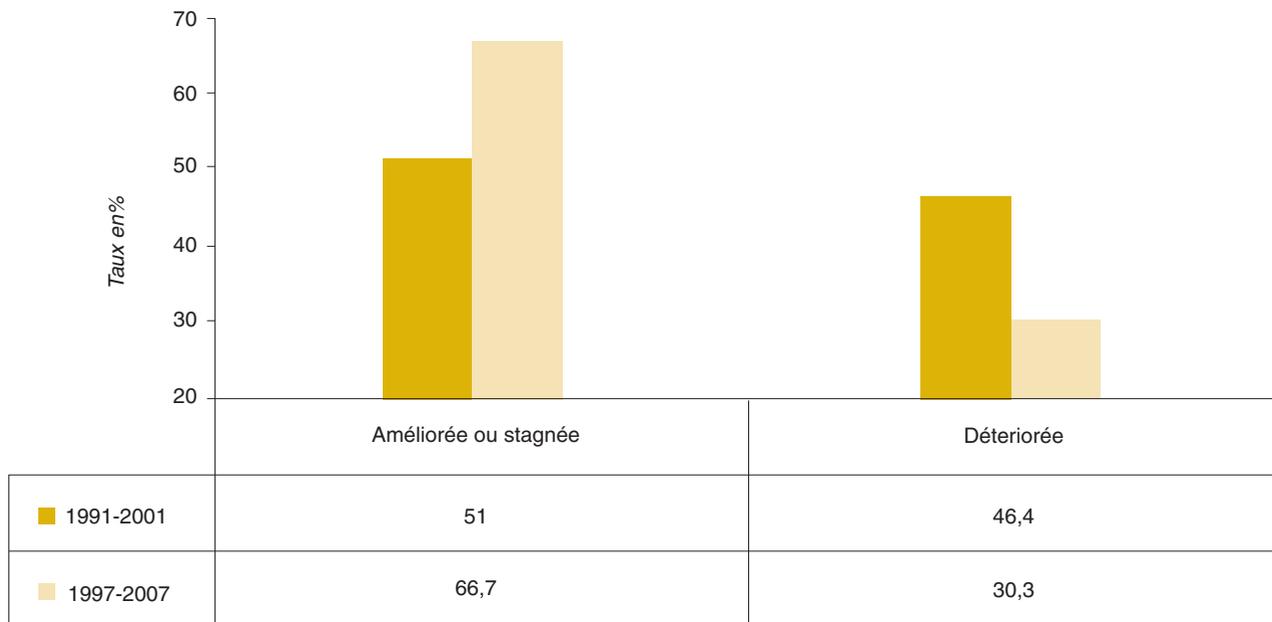
Evolution de la structure des dépenses



	Alimentation	Habitat et énergie	Hygiène et santé	Habillement	Enseignement, loisir, culture	Transport et communication	Équipement ménager	Autres dépenses
■ 1985	52,5	19,3	4,5	7,2	2,5	4,1	5,1	4,8
■ 2007	45,2	21	7,6	3,3	3,6	8,2	3,5	7,5

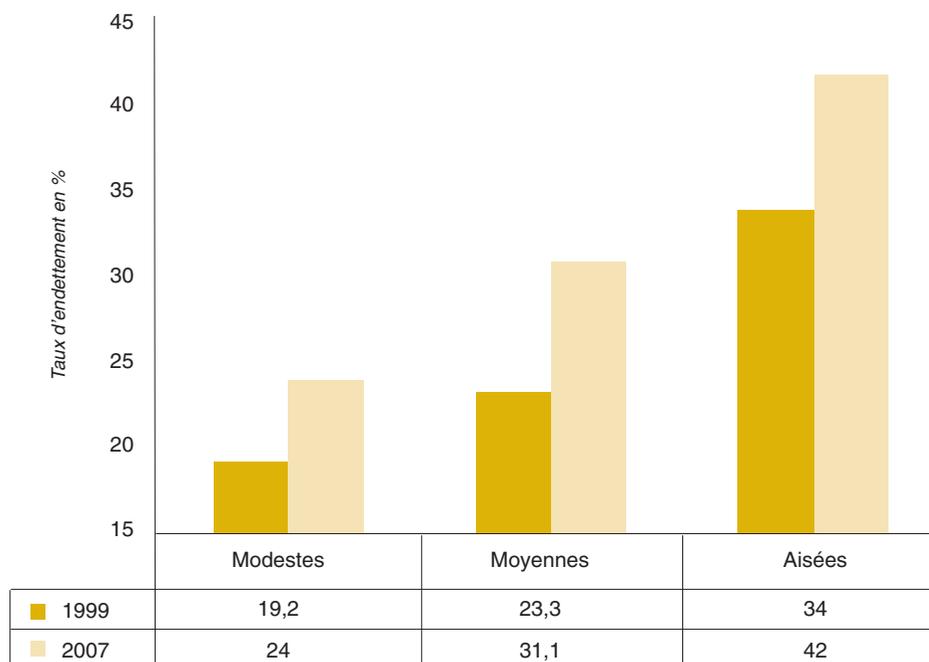
Annexe 14

Perception de l'évolution des niveaux de vie par les classes moyennes durant les périodes 1991-2001 et 1997-2007



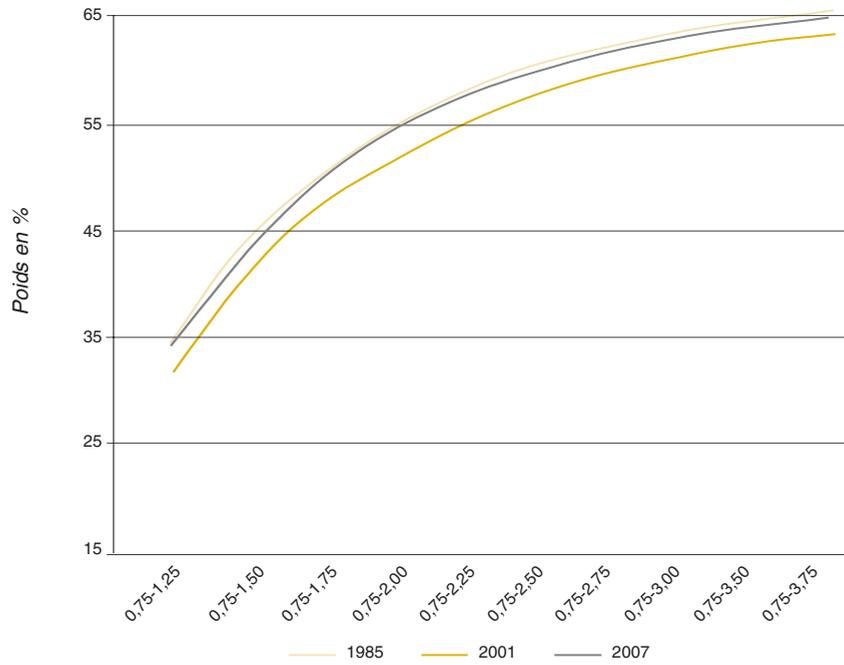
Annexe 15

Taux d'endettement des classes sociales en 1999 et 2007



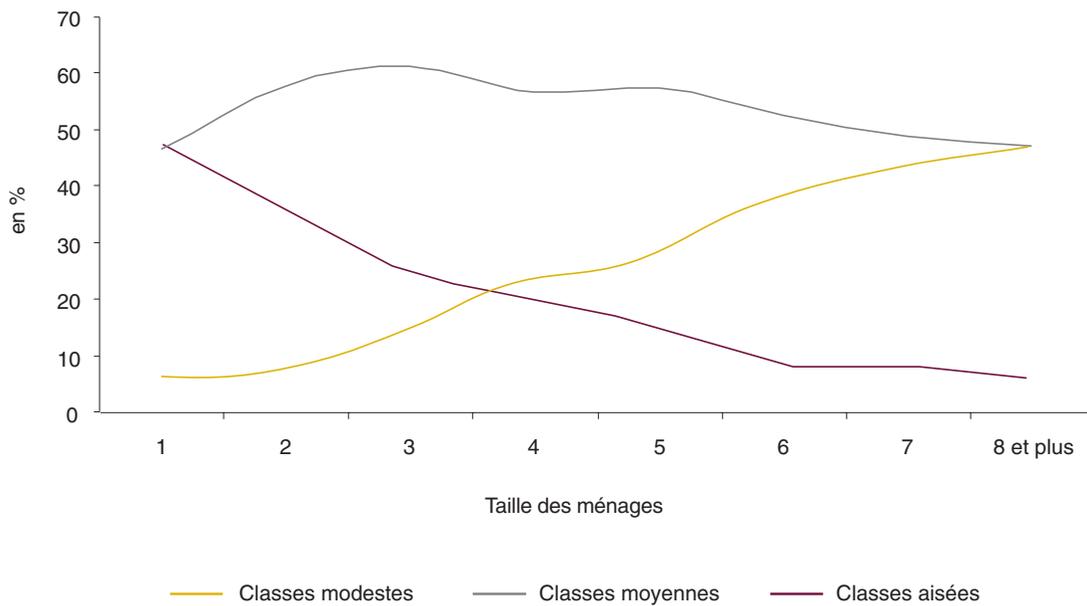
Annexe 16

Poids démographiques des classes moyennes selon les diverses fourchettes des dépenses



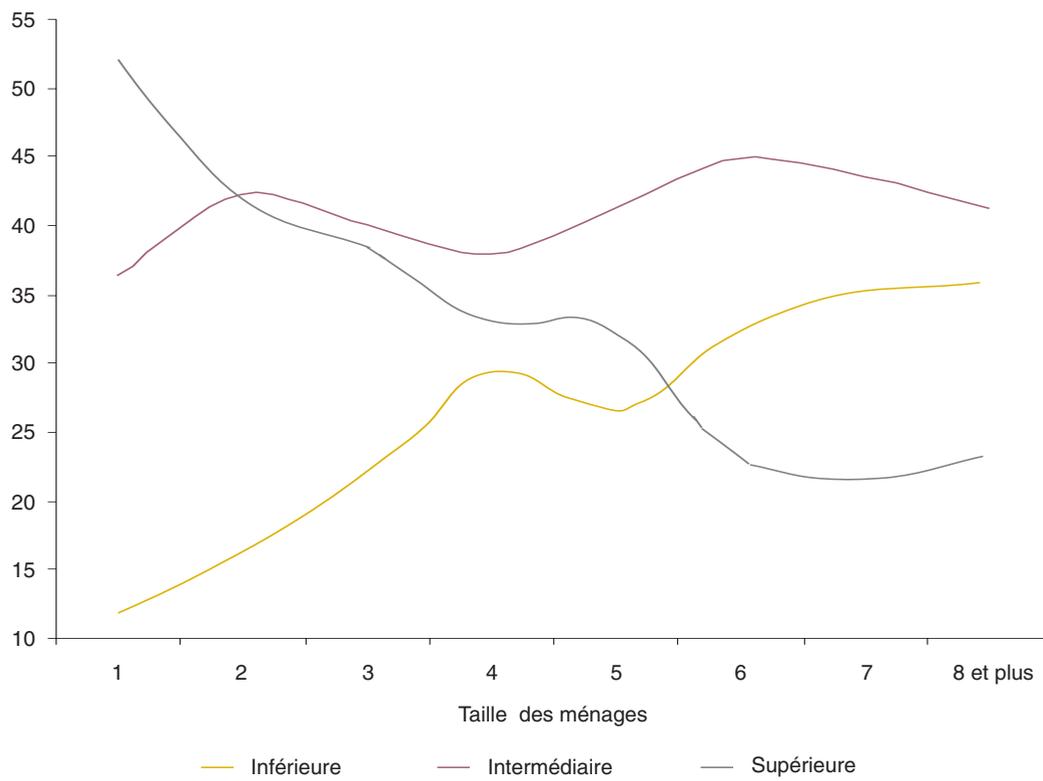
Annexe 17

Structure des classes sociales selon la taille des ménages



Annexe 18

Structure des classes moyennes selon la catégorie et la taille des ménages



XXVI^e Congrès International de la Population Marrakech, Maroc 2009

Date : du 27 septembre au 2 octobre 2009.

Lieu : Palais des Congrès de Marrakech, la première fois qu'un congrès international de la population se tient sur le continent africain et dans un pays arabe.

Organisateurs

le Comité National d'organisation (CNO), présidé par M. le Haut Commissaire au Plan, prépare le programme scientifique du Maroc et se charge des aspects logistiques de l'organisation du Congrès.

- l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (UIESP), prend en charge le programme scientifique ;

Structure du Congrès : le Congrès est organisé selon un programme scientifique général comportant des séances plénières, des séances régulières et des séances de posters ainsi que des ateliers de formation, des réunions parallèles et des expositions.

Programme scientifique général

Les séances plénières : Quatre séances de débats en plus de celles d'ouverture et de clôture.

Les séances régulières

- Elles ont fait l'objet d'un appel à communication lancé en avril 2008 et clôturé le 15 septembre 2008.
- 1900 communications ont été retenues dont 900 orales, réparties en 220 séances. Elles se dérouleront en parallèle à raison de 11 à la fois, et 1 000 communications murales (posters).
- Les thèmes majeurs du programme scientifique général sont :

- Phénomènes démographiques naturels.
- Migrations ; urbanisation et environnement.
- Unions, familles et ménages.
- Santé de la reproduction.
- Éducation et emploi.
- Pauvreté.
- Ethnicité, religion et culture.
- Démographie historique; projections.
- Politiques de population.
- Théories démographiques.

Le programme scientifique du Maroc

Il fait partie du programme scientifique général et s'articule autour du thème : « *Monde Arabe : carrefour intercontinental entre transitions démographiques et mouvements de population* ».

– Il comporte 10 séances :

- Transitions démographiques et perspectives de la population du monde arabe.
- Dividendes de la transition démographique : cas général et exceptions.
- Migrations internes et urbanisation dans le monde arabe.
- La migration dans les pays du moyen orient.
- La migration dans le monde arabe : des profils spécifiques.
- Démographie et conflits dans le monde arabe.
- Faits démographiques et sociaux dans le monde arabe.

- Politiques et approches pour la justice sociale et la réduction de la pauvreté dans le monde arabe.
- Europe et Maghreb : des liens démographiques.
- Santé maternelle dans le monde arabe. (Cette séance est co-organisée avec le Fonds des Nations-Unies pour la Population).

Ateliers de formation

Ateliers de formation en matière de population destinés aux congressistes concernés.

Réunions parallèles

Une quarantaine de réunions seront tenues en marge des séances régulières et organisées par des institutions sur les questions de population.

Expositions

Une quarantaine de stands permettant aux éditeurs, organismes de recherche ou associations travaillant

dans le domaine de la population de présenter leurs publications, leurs produits et leurs services aux congressistes.

Résultats attendus

- Rassembler l'ensemble des études récentes portant sur les problèmes de population au niveau mondial.
- Passer en revue l'état des connaissances à un moment donné et indiquer la voie vers de nouvelles recherches.
- Permettre aux scientifiques de présenter leur vision aux membres de l'administration et aux décideurs politiques.
- Sensibiliser la population par la vulgarisation des problématiques de population au Maroc et dans le monde. ■



Abonnement annuel

I. Abonnement ordinaire

- Prix : 20 Dh x 6 = 120 Dh
- Frais d'envoi : 15 Dh x 6 = 90 Dh

II. Abonnement de soutien

- 400 Dh et plus par an

*Pour vos abonnements :
Contactez le CND (Centre National de Documentation)*

Les Cahiers d u P l a n

*Rôle de la gouvernance dans
l'amélioration des performances économiques*

**Quelques
enseignements
pour le Maroc**



Les dépenses des ménages au Maroc

**Une analyse
multidimensionnelle**



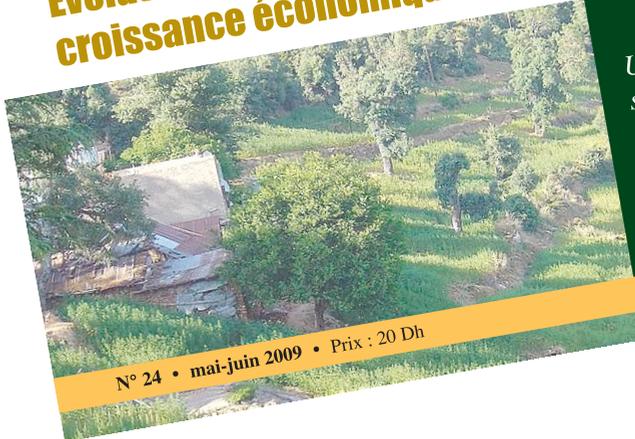
L'investissement direct étranger au Maroc

**Evolution et effets sur la
croissance économique**



*Une «foresterie»
sociale et durable*

**L'avenir de la
forêt marocaine**



N° 24 • mai-juin 2009 • Prix : 20 Dh

C^{Les}ahiers
d u P l a n

*Les anciens numéros des Cahiers du Plan sont disponibles au :
Centre National de Documentation (CND)*

Tél. : 05 37 77 10 32 | 05 37 77 09 84 | 05 37 77 30 08

Fax : 05 37 77 31 34

Haut Agdal – Rabat



محتويات العدد

- الطبقات الوسطى المغربية : خصائصها، تطورها، وعوامل توسعها**
- 4 • تذكير ببعض المفاهيم المتعلقة بالطبقة الوسطى
 - 5 • التحديد الإحصائي للطبقات الوسطى حسب الممارسات الدولية ...
 - 6 • التعريف الإحصائي للطبقات الوسطى بالمغرب
 - 7 • المقاربة الاقتصادية للطبقات الوسطى بالمغرب
 - 8 • مميزات الطبقات الوسطى بالمغرب حسب معيار الدخل
 - 8 • عدم تجانس الطبقات الوسطى
 - 9 • المميزات الاقتصادية والاجتماعية للطبقات الوسطى
 - 9 • الوزن الاقتصادي للطبقات الوسطى من حيث الدخل والاستهلاك ...
 - 9 • مديونية الطبقات الوسطى: مستوياتها، أغراضها ومصادرها
 - 10 • نفقات الاستهلاك لدى الطبقات الوسطى
 - 11 • تطور أهم الخصائص الديمغرافية والاقتصادية والاجتماعية للطبقات الوسطى
 - 14 • محاكاة أثر السياسات الاقتصادية على الفقر والفوارق الاجتماعية ..

صورة الغلاف : إبداع بنجيلاني

دفاتر التخطيط تنشر المقالات حسب اللغة التي كتبت بها.
الكتاب مسؤولون على محتوى مقالاتهم.

الهاتف : 05 37 76 28 20

05 37 76 99 85

الفاكس : 05 37 66 07 71

ص.ب. 178 الحي الإداري الرباط، المغرب

الرئيس

أحمد الحلبي علمي
المندوب السامي للتخطيط

تأسيس ورئاسة التحرير

أحمد الكوهن المغيلي

اللجنة العلمية

أحمد ابراهيمي
عبد الرحمان حواش
عبد اللطيف الفراخ
مصطفى أفقيير
جميل البردعي
جمال بورشاشن
محمد ادويش
علي العقاوي
عبد الحق علالات
عبد العزيز معلمي
مراد كرواني

الناشر

المركز الوطني للتوثيق
الهاتف : 05 37 77 10 32
05 37 77 09 84
05 37 77 30 08
الفاكس : 05 37 77 31 34
أكدال، الرباط

الإيداع القانوني

2004/139

منشورات

المندوبية السامية للتخطيط
البريد الإلكتروني :
cahiersduplan@yahoo.fr
الموقع الإلكتروني :
www.hcp.ma

إنجاز

ديوان 3000

المطبعة

المعارف الجديدة
الهاتف : 05 37 79 47 08/09

الطبقات الوسطى المغربية : خصائصها، تطورها، وعوامل توسعها

تهم الدراسة التي نحن بصدد تقديم نتائجها، تعريف الطبقة الوسطى المغربية وتحليل خصائصها الاقتصادية والاجتماعية وطبيعة وعوامل تطورها. لقد تم إعداد هذه الدراسة عقب الخطاب الملكي الذي ألقاه صاحب الجلالة يوم 30 يوليوز 2008، بمناسبة عيد العرش، والذي أعطى من خلاله تعليماته للحكومة من أجل الحرص على «ضرورة أن يكون الهدف الاستراتيجي لكافة السياسات العمومية هو توسيع الطبقة الوسطى، لتشكيل القاعدة العريضة وعماد الاستقرار والقوة المحركة للإنتاج والإبداع». لقد كانت هذه التعليمات السامية حافزا قويا للمجهودات المبذولة من طرف المندوبية السامية للتخطيط لإنجاز واستغلال وتحليل معطيات البحث حول «الدخل ومستوى المعيشة لسنة 2007» في أقرب وقت على أمل المساهمة، في حدود اختصاصاتها، في المجهود الوطني لتنفيذها.

ومن هذا المنظور، يتطور نظام الإنتاج الرأسمالي ومجتمعه من خلال مسلسل يشكل فيه الصراع الطبقي بين البورجوازية والطبقة العاملة، محركا لحركية التاريخ المفضية آجلا إلى نهاية الطبقات. واعتمادا على هذه القطبية الثنائية، فإن الطبقة الوسطى التي لا تخضع لأي من المقاييس المحددة لمفهوم الطبقة الاجتماعية تشكل فئة خليطة تتموقع بين القطبين الأساسيين لا تتوفر مقاربتها على أرضية ذات محتوى دقيق. فئة محكوم عليها، من جراء موقعها، أن تتبني سلوكا انتهازيا لفائدة هذا القطب أو ذاك حسب المصالح المتعارضة لمكوناتها وظرفية النزاعات الاجتماعية والسياسية.

وعلى نقيض التصور الماركسي، جاءت أعمال عالم الاجتماع الألماني ماكس ويبر بمعايير أخرى لتعريف الفئات الاجتماعية. تتحدد التراتبية الاجتماعية فيها على أساس معايير أسلوب الحياة ونمط الاستهلاك والحظوة أو «الشرف الاجتماعي». وهكذا، أصبح مفهوم «الوضع الاجتماعي» مضافا إلى مفهوم الطبقة في تحليل البنيات الاجتماعية، مما يمكن معه القول إن شبكة التحليل الماركسي أصبحت في غالب الأحيان متجاوزة في البحوث المتعلقة بالتصنيف الاجتماعية لدى الباحثين

تذكير ببعض المفاهيم المتعلقة بالطبقة الوسطى

منذ القرن التاسع عشر، ولمدة طويلة، سيطر المفهوم الماركسي للطبقات الاجتماعية على مقاربة البنيات الاجتماعية، حيث يتم تحديدها حسب موقعها في التشكيلة الاجتماعية من حيث دورها في نظام الإنتاج ومدى تجانس ثقافتها وقوة وعيها بمصالحها.

وتخضع، في هذا الإطار، دراسة الطبقات الاجتماعية في المجتمع الرأسمالي إلى تصنيف ثنائي القطبية تتعارض بمقتضاه بورجوازية تسيطر على وسائل الإنتاج وتستحوذ على جزء كبير من فائض القيمة الذي توفره الأنشطة الاقتصادية وطبقة عاملة تشكل المنتج الرئيسي لهذا الفائض مقابل أجور يوفر مستواها إعادة إنتاج قوة العمل الضرورية لاستمرارية النظام الرأسمالي. ومن هذا المنظور، يشكل الفلاحون مجتمعا متفردا، يقتضي تطوره أن تلتحق فئة من الملاكين العقاريين بالطبقة البورجوازية، وأن تشكل فئة واسعة من صغار الفلاحين والفلاحين غير الملاكين خزانة احتياطيا لقوة العمل في انتظار التوظيف في نظام الإنتاج الرأسمالي.

وفقاً لهذه المنهجية الأخيرة، الطبقات الوسطى هي مجموع الأسر التي يكون دخلها أو مستوى معيشتها ضمن مجال تحسب حدوده الدنيا والعليا، ويتم ذلك عن طريق مضاعفات الوسيط الحسابي لتوزيع الدخل أو مستويات المعيشة بمقادير معينة، بدل اعتماد متوسطها، نظراً لتأثره سلباً بالفارق بين الحدود الدنيا والعليا لتوزيع الدخل ومستويات المعيشة من خلال تغير مستوياته.

وتتراوح مقادير هذه المضاعفات بين 75% و 150% بالنسبة لمنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية (OCDE) وجامعة كيبك (Université du Québec)، وبين 60% و 150% بالنسبة لمؤسسة (Statistic Canada). أما بالنسبة للمعهد الوطني للإحصاء والدراسات الاقتصادية (INSEE)، فإن الطبقات الوسطى بفرنسا تنحصر بين 10% أو 40% من الأسر الأكثر تواضعاً و 10% أو 20% من الأسر الأكثر يسراً حسب ما إذا كانت المقاربة المعتمدة موسعة أو تقليصية.

وفي مقاربة البنك الدولي، تحدد الطبقات الوسطى، بالنسبة للدول النامية، بين الوسيط الحسابي لعائلات الفقر فيها وعتبة الفقر في الولايات المتحدة الأمريكية، أي ما بين دولارين و 13 دولاراً في اليوم لكل فرد (معادل القوة الشرائية)، وهو ما يعادل 9,76 دراهم و 63,44 درهماً بالمغرب أو 1464 و 9516 درهماً شهرياً لكل أسرة من حجم متوسط (5 أفراد).

وفي دول أخرى يتم الاعتماد على معايير أخرى كالأجر الشهري كما هو الحال في الصين التي تتشكل طبقته الوسطى من جميع أفراد الوسط الحضري الذين يتقاضون أكثر من 2000 يوان (أي ما يعادل 2960 درهماً) وأفراد الوسط القروي الذين يتقاضون أكثر من 1500 يوان (أي ما يعادل 2220 درهماً)، مما يمكن من استخلاص أن الصين لا توجد فيها طبقة ميسورة. أما في تونس، فإن الطبقة الوسطى تحدد بين 1,1 مرة و 7,5 مرة الحد الأدنى للأجور، وهو ما يعادل 2210 درهم و 15068 درهم على التوالي.

وإذا ما اعتمدنا هذه المقاربات بالنسبة للمغرب، فسيكون الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى 41,8% حسب مقاربة منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية (OCDE) أو جامعة كيبك (Université du Québec)، و 54,1% حسب مقاربة مؤسسة (Statistic Canada)، و 84,4%، حسب مقاربة البنك الدولي، و 69,1% حسب المقاربة الصينية، و 78,8% حسب المقاربة التونسية.

الأنكلوساكسونيين، وعلى العموم لدى الاقتصاديين وعلماء الاجتماع المعاصرين.

ويستمد هذا التوجه مرجعيته وعناصر تحليله من بروز أنشطة اقتصادية جديدة بما يوازيها من تنامي تشعب البنيات السوسيو-مهنية في المجتمعات ما بعد الصناعية وهيمنة اقتصاد المعرفة وارتقاء دور فئات اجتماعية جديدة في الدوائر الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والسياسية.

وفي هذا السياق، أعيد الاعتبار لمفهوم «الطبقات الوسطى» (بالجمع وليس بالمفرد) اتخذ معه التحليل الخاص بها منحى أكثر غنى والتعريف بها أكثر إلمامية بالخصائص التي تتميز بها والاستراتيجيات التي تتبناها على اختلاف مكوناتها السوسيو-مهنية والثقافية والسياسية. وهكذا، أصبحت دراسة سلوكيات هذه الطبقات إزاء سوق الشغل وأنماط الاستهلاك والبرامج الانتخابية، على وجه الخصوص، تستقطب اهتمام الفاعلين في ميادين التسويق التجاري والسياسي على السواء، مما أدى إلى تهمين صورة الطبقات الوسطى واعتبارها بكيفية متنامية عاملاً حاسماً من عوامل النمو الاقتصادي والاستقرار الاجتماعي والتقدم الثقافي.

وبهذا، أصبح مفهوم الطبقات الوسطى يتم تحديده بترجيح زاوية الفوارق الاجتماعية وتحليلها على أساس مقاربة اقتصادية تعتمد مقاييس توزيع الدخل ومستوى المعيشة. وهذا بالذات صلب المنهجية الإحصائية في تحديدها للطبقات الوسطى وتحليل وزنها وخصائصها السوسيو-اقتصادية وكذا طبيعة وعوامل تطورها.

التحديد الإحصائي للطبقات الوسطى حسب الممارسات الدولية

في البداية، تجدر الإشارة إلى أنه باستثناء تونس والصين، لا يوجد أي تعريف رسمي للطبقات الوسطى. وتعتمد الممارسات الدولية، بشكل عام، في تحديد هذه الطبقات على منهجيتين:

- تعتمد المنهجية الأولى على التقييم الذاتي وتضع في خانة الطبقات الوسطى كل أسرة تصنف ذاتها في طبقة متوسطة بين طبقات الفقراء والفقراء نسبياً من جهة، وطبقات الأغنياء والأغنياء نسبياً من جهة أخرى.
- وتحدد المنهجية الثانية الطبقات الوسطى بناء على معيار اقتصادي موضوعي يعتمد على دخل الأسر أو مستوى معيشتهم.

ويجب الإشارة هنا أننا عندما نقيس الوزن الديموغرافي للطبقات الوسطى، سواء باعتماد المعيار الذاتي أو الموضوعي، يتضح أن هذا الوزن متقارب في كلتا المقاربتين.

مميزات الطبقات الوسطى حسب التقييم الذاتي للأسر باعتماد المعيار الذاتي

تمثل الطبقة الوسطى 55,8% من السكان مقابل 39,4% بالنسبة للفئات الاجتماعية المتواضعة (الفقراء والفقراء نسبياً)، و3,2% بالنسبة للفئات الغنية والغنية نسبياً.

وتضم هذه الطبقات الوسطى :

- 17,2 مليون نسمة منهم 10,1 مليون بالوسط الحضري و7,1 مليون بالوسط القروي؛
- أكثر من 58% من سكان الوسط الحضري وحوالي 53% من سكان الوسط القروي.

مقارنة بمجموع الأسر، تساهم الطبقات الوسطى بـ:

- 66% من الدخل؛
- 65,5% من نفقات الاستهلاك؛
- 72,0% من الادخار .

حدود مقارنة التقييم الذاتي

تظل حدود الطبقات الوسطى على أساس التقييم الذاتي متمثلة في تأثر هذا التقييم بعوامل مختلفة، منها:

- **العامل الثقافي:** فمفهوم الوسط الذي يطبع الثقافة السائدة في المجتمع المغربي يجعل كلا من الأغنياء والفقراء يعتبرون أنفسهم في الوسط. وهكذا، فإن 75% من بين 20% من الأسر الأكثر غنى بالمغرب و37% من بين 20% من الأسر الأكثر فقراً فيه يصنفون أنفسهم في الطبقة الوسطى.

- **عامل المحيط الاجتماعي المباشر،** حيث يميل الفرد تلقائياً إلى تقييم وضعيته اعتباراً المستوى الفوارق المحلية. وهكذا نلاحظ في المناطق السكنية بالوسط الحضري، أنه كلما تقلصت التفاوتات الطبقيّة كلما انخفضت نسبة الأسر الميسورة وارتفعت نسبة الأسر المتواضعة التي تصنف نفسها ضمن الطبقة الوسطى.

واعتباراً لما يستخلص من كل ذلك، يجب التأكيد على بديهية أساسية هي أن تحديد الطبقات الوسطى كما هو الشأن بالنسبة للطبقات الاجتماعية الأخرى لا يتم، بشكل مسبق، على أساس نموذج للدخل أو مستوى المعيشة بمعزل عن المستوى الحقيقي للثروة وتوزيعها الاجتماعي داخل مجموعة وطنية معينة. ولذا، فإن تحديد طبقة معينة على أساس اعتماد نموذج مرجعي أجنبي أو نموذج مثالي لا يمكن أن يؤدي لنتائج ملائمة للواقع.

التعريف الإحصائي للطبقات الوسطى بالمغرب

وفي تحديد الطبقة الوسطى ببلادنا، فقد تم الاعتماد على مقاربتين: مقارنة الانتماء عن طريق التقييم الذاتي للأسر من جهة، ومقاربة المعايير الموضوعية للدخل ومستوى المعيشة، من جهة أخرى.

تعكس المقاربة الأولى نظرة السكان أنفسهم لوضعهم الاجتماعي، ولكن لا يمكن اعتمادها في التصنيف الموضوعي للمجتمع برمته.

أما المقاربة الثانية المعتمدة على التوزيع الإحصائي للثروة الوطنية بين مختلف الشرائح الاجتماعية، فتمتد التحليل بأرضية موضوعية يمكن التوافق بشأنها حول مكانة الطبقات الوسطى في التوزيع الاجتماعي للدخل وتحديد تصنيفها وتحليل كل من خصائصها السوسيواقتصادية وتطورها.

كما تمكن، بفضل الارتباط الموجود بين مختلف عوامل هذا التطور، من توضيح الرؤية في أفق إعداد استراتيجية عملية من أجل توسيع الطبقات الوسطى وتقوية مكانتها الاقتصادية والاجتماعية وفق منظور حركية الارتقاء الاجتماعي.

وتجدر الإشارة في هذا الصدد، إلى أن المعطيات الوحيدة المتوفرة، في نفس الوقت، حول الدخل ومستوى معيشة الأسر هي تلك التي يوفرها «البحث حول الدخل ومستوى معيشة الأسر» الذي أنجزته المندوبية السامية للتخطيط سنة 2007. ولهذا، فإن مميزات الطبقة الوسطى من حيث وزنها الديموغرافي وخصائصها الاقتصادية والاجتماعية وتلك المتعلقة بمستوى المعيشة تمكن من ضبط مميزات هذه الطبقة في سنة 2007. أما في ما يتعلق بتطور هذه المميزات، فيتم اللجوء إلى معطيات مستوى المعيشة بحكم أنها، بعكس مستويات الدخل، متوفرة على مدى فترة زمنية طويلة بفضل مختلف البحوث حول «مستويات المعيشة واستهلاك الأسر» التي أنجزتها المندوبية السامية للتخطيط بين 1985 و2007.

وإذا ما تطرقنا للطبقات الوسطى بالمغرب، فإننا نضعها في حيز بين حدين :

- الحد الأسفل يعادل ثلاثة أرباع قيمة الوسيط الحسابي للدخل أو النفقات. وهو خيار تقليصي من نتائج إقصاء الأسر الفقيرة والهشة وجزءا من الأسر في وضعية ما فوق عتبة الهشاشة من هذه الطبقة ؛

- الحد الأعلى، ويعادل 2,5 مرة قيمة الوسيط الحسابي، وهو ما يشكل خيارا موسعا اعتمده عن قصد لعدد من الاعتبارات.

فهذا الخيار يفرض نفسه بحكم ضعف مستويات الدخل ببلادنا غير القابلة للمقارنة مع مستويات الدخل في الدول التي تعتمد خيارا تقليصيا كما هو الحال في بعض الدول المتقدمة على وجه الخصوص. ويكفي في هذا الصدد التذكير بأنه، حسب معطيات البنك الدولي لسنة 2006، فإن الناتج الداخلي الإجمالي الفردي (معادل القوة الشرائية) بالولايات المتحدة وفرنسا وكندا يفوق نظيره بالمغرب بـ 11، و 8 و 9,5 مرات على التوالي.

كما أن هذا الخيار لا يتم اعتماده في كل الحالات التي يكون الدخل ونفقات الاستهلاك لدى الأسر موزعين بكيفية غير عادلة. ويكفي هنا التذكير أنه في بلدنا، يمثل دخل 10 % من الأسر الأكثر يسرا 38 % من مجموع الدخل وتمثل نفقاتها الاستهلاكية 33 % من مجموع نفقات الاستهلاك، في حين تعيش 27 % من الأسر في مستوى أقل من عتبة الهشاشة ولا تساهم إلا بـ 11 % من مجموع الدخل، و 10 % من مجموع نفقات الاستهلاك. وهكذا، فإن متوسط الدخل الفردي لدى الفئة الأولى يفوق مثيله لدى الفئة الثانية بـ 10 مرات.

وعلى هذا الأساس، فإن التعريف التقليصي للطبقات الوسطى سيصبح بموجبه حجم الطبقات الميسورة بالمغرب يعادل 37,7 % من مجموع السكان، بعكس التعريف الموسع الذي يضع هذه الطبقة الميسورة في مستوى ملائم لواقع التوزيع الاجتماعي للدخل بالمغرب.

وبهذا يستمد الخيار الموسع في تحديد الطبقات الوسطى وجاهته من ملاءمته للواقع المغربي ولكل توجه يسعى إلى بلورة سياسة إرادية تتوخى توسيع وتقوية هذه الطبقات في إطار استراتيجية الحركية الاجتماعية الارتقائية.

وفي المقابل نلاحظ في المناطق السكنية الفاخرة، حيث تصل التفاوتات أعلى مستوياتها (مؤشر جيني 0,575)، يكون الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى حسب التقييم الذاتي أكثر انخفاضا (39 %)، في حين نلاحظ أن هذا الوزن يكون أكثر ارتفاعا (69 %) في المدن العتيقة، حيث تسجل أدنى مستويات التفاوت (مؤشر جيني 0,353).

وهكذا يستنتج بكل وضوح أن التحليل المبني على المعيار الذاتي يعثره على العموم عيبان أساسيان يحدان من وجهة اعتماده:

- ومن عيوب هذا المعيار، أن له مفعول انحرافي على توزيع الدخل وعلى مدى وقعه على البنية الطبقيّة على الصعيد الوطني والمحلي.

- ومن ثم، لا يسمح بتقييم موضوعي لمنحى تطورها في الماضي في حالة عدم وجود معطيات عنها في بحوث سابقة تكون قد اعتمدت نفس الأسس.

ويتضح إجمالا أن هذه المقاربة غير ملائمة بكل تأكيد لكل تحليل إحصائي بخصوص الطبقات الوسطى من شأنه إمداد السلطات العمومية بأدوات عملية لسياسة تهدف توسيع وترقية هذه الطبقة.

المقاربة الاقتصادية للطبقات الوسطى بالمغرب

إن اعتماد هذه المقاربة تضع الطبقات الوسطى في الحيز المركزي للتوزيع الاجتماعي للدخل أو نفقات الاستهلاك.

وفي هذا الإطار، لا يتم ترجيح اعتماد المتوسط في ذلك نظرا للتفاوتات التي تميز توزيع الدخل ونفقات الاستهلاك، لأن حدود الطبقات الوسطى لا تكون مطابقة للواقع بفعل تأثير الفارق بين الحدود الدنيا والعليا لتوزيع الدخل ومستويات المعيشة .

إن اعتماد الوسيط الحسابي الذي يقسم الأسر إلى مجموعتين متساويتين من حيث العدد هو الأكثر استعمالا لأنه يمكن من تجاوز مثل هذه التأثيرات. وهذه المنهجية هي التي يتم اعتمادها في كل المقاربات الإحصائية الهادفة لتحديد الطبقات الاجتماعية.

مميزات الطبقات الوسطى بالمغرب حسب معيار الدخل

- 40,2 % من المستغلين الفلاحيين (مقابل 6,6 % و 53,2 % بالنسبة للطبقتين الأخرين على التوالي)؛
- 19,5 % من الأطر العليا وأعضاء المهن الحرة (مقابل 76,5 % و 4 % بالنسبة للطبقتين الأخرين على التوالي).

وبخلاصة، فإن الفئات السوسيو مهنية ذات مستوى تكوين وتأهيل متوسط هي التي تساهم بشكل أكبر في توسيع الطبقات الوسطى، فيما تساهم الفوارق التي تتسم بها كل من مستويات دخلها وظروف معيشتها على حد سواء في عدم تجانس هذه الطبقة من حيث مكوناتها السوسيو مهنية.

عدم تجانس الطبقات الوسطى

تتميز الطبقات الوسطى بعدم تجانسها :

- من حيث متوسط الدخل الشهري لكل أسرة :
- 28 % من الطبقة الوسطى تشكل الفئة العليا، يفوق دخلها المتوسط الوطني (308 درهم)؛
- 42 % تشكل الفئة المتوسطة، يتراوح دخلها بين الوسيط الحسابي والمتوسط المسجلين على المستوى الوطني.
- 30 % تشكل الفئة الدنيا، يقل دخلها عن الوسيط الحسابي الوطني (3 500 درهم).
- من حيث البنية السوسيو مهنية تتشكل الطبقة الوسطى من :
- 29,4 % من المستخدمين ومسيري التجهيزات والحرفيين والعمال المؤهلين في المهن الحرفية، منهم 42 % في الفئة المتوسطة و 28 % في الفئة العليا؛
- 26 % من أصحاب الريع والمتقاعدين وغير النشيطين، منهم 27 % في الفئة الدنيا و 32 % في الفئة العليا؛
- 16,2 % من المستغلين الفلاحيين، من بينهم 35 % في الفئة الدنيا و 21 % في الفئة العليا؛
- 16,1 % من العمال، منهم 38 % في الفئة الدنيا و 18 % في الفئة العليا؛
- 11,5 % من الأطر المتوسطة والتجار والوسطاء الماليين، منهم 23 % في الفئة الدنيا والباقي موزع بالتساوي بين الفئتين الأخرين؛
- 0,8 % من الأطر العليا وأعضاء المهن الحرة، منهم ثلاثة أرباع في الفئة العليا للطبقات الوسطى.

سنقتصر في هذا العرض على مميزات الطبقات الوسطى اعتمادا على تعريفاتها بمعيار الدخل. ويجب التنويه بأن معيار مستوى المعيشة يعطي لهذه المميزات حجما ديموغرافيا أكبر من معيار الدخل دون إحداث تغيير في بنيتها، وذلك بسبب الفارق النسبي بين الدخل ونفقات الاستهلاك. ومن هنا، سيكون الاعتماد على معيار نفقات الاستهلاك، كما سبقت الإشارة إلى ذلك، ملائما في الجزء المخصص لدراسة تطور ظروف معيشة الطبقات الوسطى منذ 1985. سيكون هذا المعيار هو أساس تحديد الطبقات الوسطى وخصائصها في إطار الجزء الثاني من الدراسة حول الطبقات الوسطى والذي سيتم تقديمه خلال ندوة مقبلة.

الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى على أساس معيار الدخل

تضم هذه الطبقات 53 % من مجموع السكان مقابل 34 % بالنسبة للطبقة المتواضعة و 13 % للطبقة الميسورة.

تضم 16,3 مليون نسمة، من بينهم 62,9 % بالوسط الحضري. 59 % من السكان الحضريين ينتمون للطبقات الوسطى مقابل 45 % من السكان القرويين.

وعلى العموم، فإن وزن الطبقات الوسطى يكون مهما أكثر في الجهات الأكثر تمدنا (ملحق 3). يبلغ معدل الارتباط 67 %.

المصادر السوسيو مهنية التي تتشكل منها الطبقات الوسطى

ينتمي إلى الطبقات الوسطى:

- 63 % من المستخدمين والحرفيين والعمال المؤهلين في المهن الحرفية (مقابل 10,9 % بالنسبة للطبقة الميسورة و 26,1 % بالنسبة للطبقة المتواضعة)؛
- 58,6 % من أصحاب الريع والمتقاعدين وغير النشيطين (مقابل 14,7 % و 26,7 % بالنسبة للطبقتين الأخرين على التوالي)؛
- 56,3 % من الأطر المتوسطة والتجار والوسطاء الماليين (مقابل 31,1 % و 12,6 % بالنسبة للطبقتين الأخرين على التوالي)؛
- 48,6 % من العمال الفلاحيين وغير الفلاحيين (مقابل 3 % و 48,4 % بالنسبة للطبقتين الأخرين على التوالي)؛

المميزات الاقتصادية والاجتماعية للطبقات الوسطى

- تتوزع الطبقات الوسطى حسب نوعية النشاط إلى:
- 48% من النشيطين المشتغلين؛
- 8,2% من العاطلين؛
- 43,7% من غير النشيطين:
- 26% من ربات البيوت؛
- 8,9% من الطلبة؛
- 2,3% من المتقاعدين وأصحاب الريع؛
- 6,2% من المسنين والمعاقين؛
- 0,3% آخرون.

وتشكل هذه الطبقات :

- 52% من النشيطين المشتغلين و58% من المأجورين المؤهلين؛
- 44% من المشغلين في القطاع الأولي و61% في القطاع الثانوي و59% في القطاع الثالثي.
- ويبلغ معدل البطالة فيها:
- 14,6% مقابل 10,9% بالنسبة للطبقة المتواضعة و10,4% بالنسبة للطبقة الميسورة؛
- 22,1% بالوسط الحضري (مقابل 24,3% بالنسبة للطبقة المتواضعة و12,6% بالنسبة للطبقة الميسورة)؛
- 5,1% بالوسط القروي (مقابل 5,8% بالنسبة للطبقة المتواضعة و2,8% بالنسبة للطبقة الميسورة).
- يبلغ معدل البطالة في صفوف حاملي الشهادات بهذه الطبقة 31,7% مقابل 49,8% بالنسبة للأسر المتواضعة و11,4% بالنسبة للأسر الميسورة.

الوزن الاقتصادي للطبقات الوسطى من حيث الدخل والاستهلاك

- تشكل الطبقات الوسطى:
- 44% من دخل الأسر؛
- 49% من نفقات استهلاك الأسر.
- تتوفر كل أسرة في الشهر على:
- دخل متوسط يعادل 4 402 درهما بالوسط الحضري؛

- دخل متوسط يعادل 4 219 درهما بالوسط القروي.

وتتشكل مصادر دخلها من (ملحق 4):

- الأجور: 44,5% (الوسط الحضري 52,7% والوسط القروي 27,7%)؛
- المقاولات الفردية الفلاحية وغير الفلاحية : 30,3% (الوسط الحضري 19,3% والوسط القروي 53,2%)؛
- التحويلات : 13,3% (الوسط الحضري 13,8% والوسط القروي 12,2%)؛
- الربيع : 9,4% (الوسط الحضري 11,4% والوسط القروي 5,2%)؛

تخصص نفقاتها الاستهلاكية (ملحق 5) ب :

- حوالي الثلثين للتغذية والسكن مقابل ثلاثة أرباع لدى الطبقة المتواضعة وأقل من النصف لدى الطبقات الميسورة؛
- 9% للنقل والمواصلات، مقابل 19% لدى الطبقة الميسورة و5% لدى الطبقة المتواضعة.
- والخلاصة أن الطبقات الوسطى تتوفر على دخل يغطي مجموع نفقاتها الاستهلاكية، إلا أن :
- في الفئة العليا، يفوق مستوى الدخل مستوى النفقات بنسبة 8%؛
- في الفئة المتوسطة، يعادل مستوى الدخل تقريبا مستوى النفقات؛
- في الفئة الدنيا يقل مستوى الدخل عن مستوى النفقات بنسبة 12%.

مديونية الطبقات الوسطى: مستوياتها، أغراضها ومصادرها

- تصل نسبة أسر الطبقات الوسطى المدينة 31% مقابل 37,5% في الطبقة الميسورة و27,3% في الطبقة المتواضعة. وتبلغ هذه النسبة:
- 26,8% لدى الفئة الدنيا؛
- 30% لدى الفئة المتوسطة؛
- 34,8% لدى الفئة العليا؛
- تتوزع مديونية الطبقات الوسطى على الأغراض التالية:
- قروض الاستهلاك العادي بنسبة 59,3% مقابل:

- تكلفة المعيشة ومستوى الدخل والجفاف بنسبة 58 % ؛
- المرض والهدر المدرسي وبطالة الشباب بنسبة 33 % ؛
- الانحراف واستهلاك المخدرات بنسبة 35 % ؛
- الهاجس الأمني بنسبة 44 %.

نفقات الاستهلاك لدى الطبقات الوسطى

وزن الطبقات الوسطى في الاستهلاك

بعد تراجعها بـ 4,4 % بين سنتي 1985 و 2001، ارتفع الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى بـ 3,8 % بين سنتي 2001 و 2007.

خلال هذه الفترة الأخيرة، ارتفع وزن الطبقات الوسطى في الاستهلاك الإجمالي للسلع والخدمات بنسبة 1,9 % مقابل تراجعها بـ 5,5 % خلال الفترة الأولى.

تطور نفقات الاستهلاك

شهدت الفترة الممتدة من 2001 إلى 2007 تزايدا في نفقات استهلاك الطبقات الوسطى.

وهكذا، بلغ خلال هذه الفترة متوسط معدل التزايد السنوي لنفقات الاستهلاك بالأسعار الثابتة 2,9 % بالنسبة للطبقات الوسطى مقابل 3,2 % على المستوى الوطني. إن الطبقات المتواضعة وبشكل أكبر الطبقات الميسورة هي التي استفادت أكثر من هذا التحسن الإجمالي لمستوى المعيشة، حيث ارتفعت نفقات الاستهلاك عند هاتين الطبقتين بنسبة 3,2 % و 4,3 % على التوالي.

وقد بلغ معدل الارتفاع المسجل خلال الفترة 2001-2007 حوالي ثلاث مرات ما تم تسجيله خلال الفترة بين 1985 و 2001. وقد انتقل هذا المعدل من 1,1 % إلى 3,2 % بالنسبة للطبقات المتواضعة ومن 1,1 % إلى 2,9 % بالنسبة للطبقات الوسطى ومن 0,9 % إلى 4,3 % بالنسبة للطبقات الميسورة.

بشكل عام، إذا كان تحسن نفقات الاستهلاك قد هم جميع الطبقات الاجتماعية، فإن الطبقات الميسورة والمتواضعة قد استفادت من هذا التحسن أكثر من الطبقات الوسطى.

بنية نفقات الاستهلاك

بين 1985 و 2007، تحسنت جودة الاستهلاك لدى الطبقات الوسطى.

- 71,2 % في الفئة الدنيا؛
- 55,8 % في الفئة المتوسطة؛
- 54,6 % في الفئة العليا.
- القروض العقارية بنسبة 25,1 % مقابل:
 - 16 % في الفئة الدنيا؛
 - 26,7 % في الفئة المتوسطة؛
 - 29,3 % في الفئة العليا.

• قروض اقتناء التجهيزات المنزلية ووسائل النقل بنسبة 15,9 % مقابل:

- 12,8 % في الفئة الدنيا؛
- 17,5 % في الفئة المتوسطة؛
- 16,1 % في الفئة العليا.

ويتضح على العموم، أن حجم الاقتراض من أجل الاستهلاك يأخذ حيزا أكبر عند الفئات الدنيا، فيما يأخذ حيزا أكبر من أجل اقتناء العقار والتجهيزات عند الفئتين المتوسطة والعليا.

تلجأ الطبقات الوسطى إلى مصادر الاقتراض المؤسساتية؛ حسب فئاتها:

- الفئة العليا : 54 % ؛
- الفئة المتوسطة: 47,6 % ؛
- الفئة الدنيا : 38,4 %.

حسب غرض الاقتراض، تلجأ الطبقات الوسطى إلى مصادر: مؤسساتية من أجل:

- الاستهلاك العادي : 46,3 % ؛
- القروض العقارية : 38,5 % ؛
- التجهيزات المنزلية ووسائل النقل : 15,2 %.
- غير مؤسساتية من أجل :
 - الاستهلاك العادي : 70,7 % ؛
 - القروض العقارية : 12,8 % ؛
 - التجهيزات المنزلية ووسائل النقل: 16,5 %.

الانشغالات المجتمعية للطبقات الوسطى

• تعتبر 65 % من الأسر المنتمة للطبقات الوسطى ونفس النسبة في الطبقة المتواضعة أن مستوى معيشتها قد تحسن أو بقي مستقرا بين 1997 و 2007 مقابل 77 % من الأسر في الطبقات الميسورة ؛

• وتشكل أهم انشغالات الطبقات الوسطى هموم :

يستخلص من هذه اللوحة أن الطبقات الوسطى بالمغرب قد عرفت، منذ 2001، تحسناً في مستوى معيشتها. إلا أنه تبين أن هذا التحسن يبقى أقل أهمية مقارنة بما سجلته الطبقات الاجتماعية الأخرى. وفعلاً، إذا كانت الطبقات المتواضعة والهشة قد استفادت من سياسات محاربة الفقر، فإنه لم يتم لحد الآن تطبيق أية سياسة لفائدة الطبقات الوسطى. في ما يخص الطبقات الميسورة، فقد استفادت من ثمار النمو الاقتصادي المرتفع نسبياً خلال هذه الفترة.

تطور أهم الخصائص الديمغرافية والاقتصادية والاجتماعية للطبقات الوسطى

توسع الطبقات الوسطى

وللتذكير، فإن الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى قد ارتفع بين 2001 و2007 بنسبة 3,8% بعد أن سجل تراجعاً بنسبة 4,5% بين 1985 و2001.

ومن جهتها، عرفت الطبقات المتواضعة تراجعاً في وزنها الديمغرافي بنسبة 4% بين 2001 و2007 بعد ارتفاع بنسبة 4,5% خلال الفترة السابقة.

على العكس من ذلك، سجل الوزن الديمغرافي للطبقات الميسورة ارتفاعاً بنسبة 12,8% بين 1985 و2001 وانخفاضاً بنسبة 7,3% بين 2001 و2007.

وهكذا ارتفع حجم الطبقات الوسطى، بين 2001 و2007، بـ 1,6 مليون فرد، 62% منهم كانوا ينتمون إلى الطبقات المتواضعة و38,1% إلى الطبقات الميسورة. وبعبارة أخرى، اقترن توسع الطبقات الوسطى، في جزء كبير منه، بحركية الارتقاء الاجتماعي للطبقات المتواضعة خلال سنوات 2000.

على العموم، فإن توسع الطبقات الوسطى خلال سنوات 2000، قد مكنها في سنة 2007 من استعادة وزنها الديمغرافي لسنة 1985. وهذا ما يتأكد إحصائياً مهماً كان الحد الأعلى للدخل المعتمد في تحديد الطبقات الوسطى.

يقترن سلوك الطبقات الوسطى بخصوص الخصوبة أكثر فأكثر من سلوك الطبقات الميسورة

من خلال سلوكها الديمغرافي الشبيه بسلوك الطبقات الميسورة، يبدو أن الطبقات الوسطى قد تبنت استراتيجيات ترمي إلى تحسين جودة المعيشة.

وبالفعل تميزت بنية نفقات الطبقات الوسطى بارتفاع وزن النفقات المتعلقة بـ:

- النقل والمواصلات : من 4,1% إلى 8,2% ؛
- النظافة والصحة : من 4,5% إلى 7,6% ؛
- التعليم والترفيه والثقافة : من 2,5% إلى 3,6% ؛
- السكن : من 19,3% إلى 21% .

وقد تم هذا التطور بالخصوص على حساب التغذية، التي انخفض وزنها من 52,5% إلى 45,2%، والملابس التي انخفض وزنها من 7,2% إلى 3,3%. إلا أنه، مقارنة مع الطبقات الميسورة، لازالت بنود الاستهلاك الأساسية تمثل نسبة مهمة من ميزانية الطبقات الوسطى، وخصوصاً النفقات الغذائية التي لا تمثل سوى 28,6% من الاستهلاك عند الطبقات الميسورة مقابل 45,2% عند الطبقات الوسطى و52,5% عند الطبقات المتواضعة.

وهكذا، نلاحظ أن ارتفاع نفقات الطبقات الوسطى قد رافقه تحسن في جودة استهلاكها، حيث توجه، أكثر فأكثر، نحو حاجيات أخرى غير التغذية والملابس. يؤكد هذا التحول نظرة الطبقات الوسطى نفسها بخصوص تحسن مستواها المعيشي. وبالفعل، إذا كان نصف الأسر فقط قد اعتبرت أن مستوى معيشتها قد تحسن أو استقر بين 1991 و2001، فإن هذه النسبة قد تجاوزت الثلثين بين 1997 و2007.

ويفسر هذا التوجه نحو التحسن في جودة الحياة لدى الطبقات الوسطى، ليس فقط بالتحسن في دخلها ولكن أيضاً بلجوئها أكثر فأكثر إلى الاقتراض.

إذا كانت نسبة الأسر المستدانة سنة 2007 تبلغ 31% في صفوف الطبقات الوسطى مقابل 37,5% بالنسبة للأسر الميسورة و27,3% بالنسبة للأسر المتواضعة، فإن ارتفاع نسبة الاقتراض بين 1999 و2007 بـ 33,5% جعل الطبقات الوسطى تحتل الصدارة من بين الطبقات الاجتماعية المستدانة. فيما لم تتجاوز هذه النسبة 25% لدى الطبقات المتواضعة و23,5% لدى الطبقات الميسورة.

ويجدر التذكير أن الطبقات الوسطى تقترض من أجل:

- الاستهلاك اليومي في 59% من الحالات؛
- العقار في 25,1% من الحالات؛
- التجهيزات المنزلية ووسائل النقل في 15,9% من الحالات.

2001 و 2007، حيث انتقل هذا المعدل من 58,6 % إلى 67,5 % . ويبقى هذا المعدل ضعيفا نسبيا لدى الطبقات المتواضعة، رغم ارتفاعه من 43 % إلى 54 % خلال نفس الفترة.

وقد واكب تطور التمدن توجه نحو اللجوء إلى التعليم الخاص. وبالفعل، فقد ارتفعت نسبة المتمدرسين بهذا القطاع من 12,9 % إلى 14,3 % بالنسبة للطبقات الوسطى ومن 27,8 % إلى 38,2 % بالنسبة للطبقات الميسورة. وعلى العكس من ذلك، انخفضت من 9,4 % إلى 6,6 % بالنسبة للطبقات المتواضعة.

كما أن المستوى التعليمي لأرباب أسر الطبقات الوسطى قد تحسن أكثر فأكثر. فبين 1985 و 2007، انخفضت نسبة أرباب الأسر بدون مستوى تعليمي بـ 29 %، حيث انتقلت من 82,5 % إلى 58,4 %، وارتفعت نسبة ذوي المستوى الأساسي بـ 113 %، إذ انتقلت من 14,8 % إلى 31,6 % . كما ارتفعت نسبة ذوي المستوى الثانوي من 2 % إلى 7,2 % مقابل ارتفاع من 0,6 % إلى 2 % بالنسبة لذوي المستوى العالي.

وتجدر الإشارة كذلك إلى أن معدل النمو السنوي للطبقات الوسطى قد عرف، خلال نفس الفترة، شبه استقرار لدى الأسر التي يرأسها ذوو مستوى تعليمي لا يتجاوز الابتدائي. وعلى العكس من ذلك، ارتفع هذا المعدل بـ 1,7 % لدى الأسر التي يرأسها عضو ذو مستوى ثانوي بـ 1,9 % لدى الأسر التي يرأسها ذوو مستوى عالي.

لقد توسعت الطبقات الوسطى بين 1985 و 2007 بشكل ملموس في صفوف الأسر التي يكون فيها رب الأسرة ذو مستوى ثانوي أو عالي.

من حيث الانفتاح على العالم

معرفة اللغات

42 % من الطبقة الوسطى يعرفون قراءة وكتابة الفرنسية مقابل متوسط وطني بلغ 40 % و 26,7 % بالنسبة للطبقة المتواضعة و 62 % بالنسبة للطبقة الميسورة. وتتباين نسب فئات الطبقة الوسطى الملمة بالفرنسية من 35 % بالنسبة للفئة الدنيا إلى 49 % بالنسبة للفئة العليا.

تجدر الإشارة إلى أن 12 % من الطبقات الوسطى تعرف لغة أجنبية أخرى غير الفرنسية مقابل 4,5 % بالنسبة للأسر المتواضعة و 33 % بالنسبة للأسر الميسورة.

وهكذا، فبضعف خصوبتها المنحصرة في طفلين لكل امرأة سنة 2007 مقابل 2,5 سنة 1999 تكون الطبقات الوسطى قد نهجت سلوكا ملتوسيا (malthusien). وبهذا السلوك فإنها تشبه الأسر الميسورة (1,5 طفل لكل امرأة) وتتميز عن سلوك الأسر المتواضعة (3 أطفال لكل امرأة). هذا السلوك الناتج عن طموح هذه الطبقات إلى تحقيق مستوى معيشي أفضل، يضعها حاليا على عتبة عدم تعويض الأجيال.

على غرار الأسر الميسورة، يستطيع البالغون سن الرشد من أفراد الأسر المتوسطة الانفصال بسهولة عن أسرهم من أجل عيش مستقل على عكس نظرائهم بالأسر المتواضعة الذين قلما يمكنهم ذلك.

وهكذا، فإن الانخفاض في مستوى الخصوبة يفسر، بنسبة 58 %، تراجع متوسط حجم الأسر المنتمة للطبقات الوسطى من 5,7 أفراد سنة 1999 إلى 4,9 سنة 2007، مقابل 42 % بالنسبة لعامل الانفصال عن السكن الأسري. في ما يخص متوسط حجم الأسر الميسورة، فقد سجل انخفاضا من 4,1 إلى 3,6 أفراد. ويعزى هذا الانخفاض بنسبة 34 % إلى انخفاض الخصوبة مقابل 66 % بالنسبة لعامل الانفصال عن السكن الأسري. أما على مستوى الأسر المتواضعة، فإن عامل الانفصال عن السكن الأسري لا يلعب إلا دورا هامشيا (6 %) في تراجع متوسط حجم الأسرة، ويبقى انخفاض الخصوبة هو العامل الأساسي الذي يفسر (94 %) تراجع متوسط حجم الأسرة من 4,7 أفراد إلى 6,4 أفراد.

عموما، تنتمي الأسر ذات الحجم الصغير أكثر من غيرها إلى الطبقات الميسورة، والأسر ذات الحجم الكبير إلى الطبقات المتواضعة. وتتشكل الطبقات الوسطى من الأسر على مختلف أحجامها مع توجه ملموس نحو تقلص وزنها الديمغرافي كلما ارتفع حجم الأسرة (أكثر من 3 أفراد). وبهذا، يكون سلوكها أقرب إلى سلوك الطبقات الميسورة.

يبدو أن الحد من الولادات لدى الطبقات الوسطى يندرج في استراتيجية ترمي إلى الاقتراب من طريقة عيش الطبقات الميسورة وخاصة عن طريق الاستثمار في المعرفة والمعلومات.

انفتاح الطبقات الوسطى على المعرفة والمعلومات

من حيث الولوج إلى المعرفة

تحسن وولوج الطبقات الوسطى إلى المعرفة، المعبر عنه بالمعدل الخام لتمدرس الفئة العمرية 6-22 سنة، بشكل ملموس بين سنتي

وهكذا، فبين 2001 و2007 ارتفع الوزن الديموغرافي للطبقات الوسطى الحضرية في هذا القطاع بـ 3,6% في السنة، على حساب القطاع الأولي الذي تراجع به هذا الوزن بـ 1,4%. وقد بقي تشغيل هذه الطبقات في القطاع الثانوي شبه مستقر خلال هذه الفترة.

إن سلوك الطبقات الوسطى هذا، يشبه سلوك الطبقات الميسورة التي تتخلى عن التشغيل في القطاعين الأولي والثانوي لفائدة القطاع الثالثي. أما الطبقات المتواضعة فتواصل عملها بالقطاع الثانوي، حيث ارتفع وزنها سنويا بهذا القطاع بـ 2,5% خلال نفس الفترة.

وقد تطور الشغل المأجور في صفوف الطبقات الوسطى، منتقلا من 40,5% سنة 2001 إلى 51,5% في سنة 2007. خلال هذه الفترة تقلص الشغل المستقل من 31% إلى 22%.

عموما ارتفع وزن المأجورين في الطبقات الوسطى بين 2001 و2007 من 92% إلى 95,5% بالوسط الحضري ومن 51,6% إلى 55,5% بالوسط القروي.

التمدن

بين 1985 و2007 انحصرت توسع الطبقة الوسطى عموما في الوسط الحضري. بلغ معدل النمو السنوي لهذه الطبقات 1,6% على الصعيد الوطني و3% بالوسط الحضري مقابل انخفاض بـ 0,1% بالوسط القروي.

لقد أشرنا سلفا إلى الارتباط القوي بين ديناميكية التمدن وتوسع الطبقات الوسطى، حيث توجد، بشكل عام، أكبر حصة للطبقات الوسطى بالجهات الأكثر تمدنا.

في ظل هذه الدينامية الحضرية، تتبنى الطبقات الوسطى إستراتيجية تحسين ظروفها المعيشية بشكل عام وظروفها السكنية بشكل خاص.

السكن والولوج إلى الملكية

بين 2001 و2007، تحسن سكن الطبقات الوسطى بالوسط الحضري بشكل ملموس، حيث ارتفعت حصة المقيمين في الفيلات والشقق بـ 40% (مقابل 64% بالنسبة للطبقة الميسورة) وارتفعت حصة المقيمين في سكنى عصرية بـ 6% (مقابل انخفاض بـ 23% بالنسبة للطبقة الميسورة وارتفاع بـ 46% بالنسبة للطبقة المتواضعة).

على العكس من ذلك، انخفضت حصة الطبقات الوسطى المقيمة بالسكنى المغربية بـ 40% (مقابل 42% بالنسبة للطبقة الميسورة

ما بين 1999 و2007، ارتفعت نسبة الطبقات الوسطى التي تقرأ وتكتب اللغة العربية من 55,4% إلى 62,6% واللغة الفرنسية من 34,4% إلى 42,1% والإنجليزية من 8% إلى 10,2%.

الولوج إلى المعلومات

إذا كان معدل تزود الطبقات الوسطى بحاسوب ضعيفا على العموم (5,2%)، فإن أكثر من 8 بين 10 يتفرون على هاتف وتلفاز وأكثر من النصف على هاتف محمول.

الولوج إلى الصحة والنشغل

تصطدم استراتيجية الطبقات الوسطى، الرامية إلى الاقتراب من طريقة عيش الطبقات الميسورة وتحسين جودة المعيشة، بضعف الولوج إلى الخدمات الصحية وتشغيل ذوي الشهادات.

وهكذا، يبقى معدل التغطية الطبية-الصحية للطبقات الوسطى ضعيفا نسبيا رغم تحسنه بـ 18% بين 2001 و2007، حيث لم يتعد 17% مقابل 49% بالنسبة للطبقات الميسورة و3% بالنسبة للطبقات المتواضعة.

ونشير رغم ذلك إلى أن 49% من الطبقات الوسطى تقوم بإجراء الفحوصات الطبية بالقطاع الخاص، مقابل 45% بالقطاع العمومي (المستوصفات والمراكز الصحية والمستشفيات العمومية)، أما باقي الفحوصات (5%) فتتم في الصيدليات. تجدر الإشارة إلى أن هذه البنية لم تعرف تغييرا ملموسا بين 2001 و2007.

في ما يتعلق بالشغل، ورغم انخفاض معدل البطالة من 14,8% سنة 2001 إلى 14,1% سنة 2007، والذي استفاد منه مجموع النشيطين ولاسيما ذوو الشهادات المتوسطة والعليا، فإن بطالة هؤلاء تبقى مرتفعة لتصل إلى 23,5% و31,9% على التوالي (مقابل 26% و42% بالنسبة للطبقات المتواضعة).

وبهذا تكون هذه الطبقات أقل حظوظا من الطبقات الميسورة التي لا يجد أفرادها المتفرون على الشهادات المتوسطة، صعوبة في الاندماج في سوق الشغل، حيث لم يتعد معدل البطالة 17% و8,6% على التوالي.

ومع ذلك، تجدر الإشارة إلى أن تطور سلوك الطبقات الوسطى في ميدان الشغل ينم عن وجود نقط مشتركة مع الطبقات الميسورة. ويتعلق الأمر خصوصا بميولهم إلى التوجه نحو الشغل في القطاع الثالثي وتزايد عدد المأجورين.

كما ارتفعت حصة الأسر المتوفرة على جهاز البارابول من 16 % إلى 51 % بالنسبة للطبقات الوسطى ومن 2 % إلى 21 % بالنسبة للطبقات المتواضعة ومن 53 % إلى 84 % بالنسبة للطبقات الميسورة.

وتبقى الأسر المغربية المتوفرة على جهاز الحاسوب ضعيفة، حيث لا تتعدى 0,6 % بالنسبة للطبقات المتواضعة و 5 % بالنسبة للطبقات الوسطى (مقابل 0,1 سنة 1999) و 32 % بالنسبة للطبقات الميسورة (مقابل 4 % سنة 1999).

وبخصوص جهاز التبريد، فإن نسبة الأسر المتوفرة عليه فقد ارتفعت من 41 % إلى 70 % بالنسبة للطبقات الوسطى ومن 10 % إلى 35 % بالنسبة للطبقات المتواضعة ومن 80 % إلى 91 % بالنسبة للطبقات الميسورة.

توضح هذه التطورات أن الطبقات الوسطى تسير نحو تحسين مستوى تجهيزها من حيث الممتلكات المستدامة. وهي تقترب في هذا الصدد، من الطبقات الميسورة أكثر منه من الطبقات المتواضعة.

محاكاة أثر السياسات الاقتصادية على الفقر والفوارق الاجتماعية

مكن تحليل تطور الظروف المعيشية وسلوك الطبقات الوسطى من خلال الملاحظة الإحصائية من تحديد الدور الهام الذي تلعبه محاربة الفقر والهشاشة في توسيع هذه الطبقات. كما مكن هذا التحليل من إبراز عدم كفاية النمو الاقتصادي لوحده في تخفيف الفوارق الاجتماعية ومنه إلى تقوية الوزن الديمغرافي والسوسيو اقتصادي للطبقات الوسطى.

ويظهر جليا أن اتخاذ سياسة عمومية لفائدة الطبقة الوسطى أمرا ضروريا. لهذا ارتأينا تهيئ أداة لتقييم أثر مختلف السياسات العمومية على الفقر والفوارق الاجتماعية، وبالتالي على مختلف الفئات الاجتماعية وذلك من أجل وضع هذه الآلية رهن إشارة كل سياسة تسعى إلى تحقيق هذا الهدف. وهكذا فإننا نأمل بل نطمح إلى المساهمة في إنجاز التعليمات السامية لصاحب الجلالة الموجهة للحكومة في هذا الاتجاه.

ويتعلق الأمر بنموذج للتوازن العام الحسابي للمحاكاة الجزئية، والذي يربط بين ماهو جزئي وماهو كلي، وذلك عبر التوفيق بين معطيات البحوث الوطنية حول معيشة الأسر وبيانات الاقتصاد الكلي الملخصة في جداول الحسابات الوطنية. وبشكل إطاره

و 53 % بالنسبة للطبقة المتواضعة) وب 29 % في السكن غير اللائق (مقابل 15 % بالنسبة للطبقة المتواضعة) خلال نفس الفترة.

ولهذا، فإن في سنة 2007 :

- 68 % من الأسر المتوسطة المقيمة بالوسط الحضري تقيم سكنى عصرية 63 % منها مالكة ؛
- 15 % تقيم بشقق (68 % منها مالكة) ؛
- 1,3 % تقيم بالفيلا (59 % منها مالكة) ؛
- 8 % تقيم في سكنى تقليدية (58,2 % منها مالكة) ؛
- 6 % تقيم في سكن غير لائق (75 % منها مالكة).

وتجدر الإشارة إلا أنه، إذا كان حوالي ثلثي الأسر المتوسطة بالوسط الحضري تملك سكنها، فإن هذه النسبة قد ارتفعت بين 2001 و 2007 ، حيث انتقلت فقط من 62,5 % إلى 63,4 %.

إن الأسر الميسورة والمتواضعة هي التي استفادت بالخصوص من التطور العام للولوج إلى الملكية، حيث انتقلت هذه النسبة من 58,8 % إلى 65 % ومن 61,4 % إلى 67,1 % على التوالي.

الولوج إلى الخدمات الاجتماعية الأساسية

إن التحسن في لوج الخدمات الاجتماعية الأساسية، بين 2001 و 2007، استفادت منه الطبقات الوسطى، وبشكل أوسع، الطبقات المتواضعة. وهكذا، فقد ارتفع الولوج إلى الماء الصالح للشرب من 68 % إلى 72 % لدى الطبقات الوسطى، ومن 37 % إلى 45 % لدى الطبقات المتواضعة ومن 89 % إلى 90 % لدى الطبقات الميسورة.

أما معدل الولوج إلى الكهرباء فقد ارتفع من 76 % إلى 89 % لدى الطبقات الوسطى ومن 43 % إلى 69 % لدى الطبقات المتواضعة ومن 95 % إلى 98 % لدى الطبقات الميسورة.

الولوج إلى الممتلكات المستدامة

في غياب معطيات سابقة حول بعض التجهيزات وخاصة حول التوفر على سيارة خاصة، نقتصر دراسة التطور على بعض الممتلكات.

في هذا الإطار، تضاعفت تقريبا حصة الأسر المنتمية للطبقات الوسطى المتوفرة على جهاز تلفاز بين 1999 و 2007، منتقلة من 41,8 % إلى 81,2 %. وتضاعفت نفس الحصة حوالي ست مرات في صفوف الطبقات المتواضعة لتصل إلى 52,5 % سنة 2007، وهو مستوى يبقى ضعيفا مقارنة بالطبقات الوسطى.

على القيمة المضافة على المنتجات لا تزال مستقلة عن مستويات الدخل.

وتهدف المحاكاة في هذا الإطار إلى دراسة تأثير الضرائب المباشرة والضرائب غير المباشرة على الاقتصاد الكلي والجزئي. وفي هذا الصدد تم اعتماد فرضيتين :

– خفض الضريبة على الدخل بنسبة 20 % ؛

– خفض الضريبة على القيمة المضافة على منتجات الصناعة الغذائية بنسبة 50 %.

فرضية تخفيض الضريبة على الدخل

إن خفض الضريبة على الدخل بنسبة 20 % من شأنه أن يؤدي إلى تحسن في الدخل المتاح للأسر بنسبة 1,2 % . وسيناهز هذا التحسن نسبة 1,6 % بالنسبة للطبقة الميسورة، و1,2 % بالنسبة للطبقة الوسطى و0,4 % بالنسبة للطبقة المتواضعة. وسيتحسن حجم استهلاك الأسر بنسبة 0,8 % بصفة عامة، أما على مستوى طبقات الأسر فتصل هذه النسبة إلى 1,2 % بالنسبة للطبقة الميسورة و0,8 % بالنسبة للطبقة الوسطى. في حين سوف ينخفض حجم استهلاك الأسر المتواضعة بنسبة 0,1 %، إذ أن التحسن في الطلب الإجمالي الداخلي بنسبة 0,4 % سيؤدي إلى ارتفاع الأسعار المحلية عند الاستهلاك بما يقرب 0,5 %، مما سيحد من الأثر الإيجابي لارتفاع دخل الطبقة المتواضعة.

بصفة عامة، فإن خفض الضريبة على الدخل من شأنه أن يؤدي إلى إنعاش النشاط الاقتصادي. إذ أن ارتفاع الإنتاج الوطني سيصل إلى 0,3 %، مما سينتج عنه تحسن في الناتج الداخلي الإجمالي بـ 0,4 % . غير أن الادخار العمومي سيعرف تراجعاً بنصف نقطة مئوية نسبة إلى الناتج الداخلي الإجمالي. حيث أن المداخل العمومية الناتجة عن تحسن النشاط الاقتصادي لن تمكن من تعويض الخسارة الناجمة عن الخفض في الضريبة على الدخل.

من جهة أخرى، فإن فرضية سياسة خفض الضريبة على الدخل ستؤدي إلى حركية تصاعدية للأفراد بين مختلف الطبقات الأسرية مع توسع حجم الطبقة الوسطى. إذ ستفقد الطبقة المتواضعة حوالي 126 ألف فرد، وستتسع الطبقة الميسورة بحوالي 44 ألف فرد، والطبقة الوسطى بشكل أكبر بحوالي 82 ألف فرد. وإجمالاً، ستتناقص حصة الطبقة المتواضعة من مجموع السكان من 34 % إلى 33,6 % . في حين ستنتقل حصة

المحاسبي كل من مصفوفة الحسابات الاجتماعية، التي تلخص النشاط الاقتصادي الوطني لسنة 2007، والبحث الوطني حول مستوى معيشة واستهلاك الأسر لسنة 2007.

ويمكن هذا النموذج، الذي تطلب إعداده حوالي سنتين من العمل، من احتساب الآثار المترتبة عن تطبيق السياسات الاقتصادية، بما فيها الضريبية، والتجارية والتحويلات والاستثمار، الخ. فعلى المستوى الكلي ينظر إلى آثار هذه السياسات على النمو الاقتصادي، والتضخم، وتوازن الاقتصاد الكلي، والقدرة على المنافسة الداخلية والخارجية للاقتصاد الوطني، وكذا دخل وادخار الفاعلين الاقتصاديين. وعلى المستوى الجزئي، يتم الاهتمام بمجموعة من مؤشرات مستويات المعيشة، خصوصاً تطور نفقات استهلاك الأسر وبنيتها حسب الطبقات الاجتماعية والفقر والفوارق الاجتماعية.

وقد استعمل هذا النموذج لمحاكاة الآثار المترتبة عن بعض السياسات الاقتصادية على الاقتصاد الوطني ومستويات المعيشة لمجموع الأسر، وخاصة فئات الأسر المتواضعة والمتوسطة والميسورة. ولإبراز أهميته قمنا بدراسة مثالين للسياسة الاقتصادية. يتعلق الأول بتحليل حالتين للسياسة الضريبية تم اختيارهما اعتباطياً؛ والثاني يهتم ثلاث محاكاة لسياسة الاستثمار.

السياسة الضريبية

شهد النظام الضريبي بالمغرب عدة إصلاحات منذ الثمانينيات لجعله أكثر تجانساً وتناسقاً، بغية ضمان المساواة بين دافعي الضرائب. وفي هذا الإطار، تم تجميع معدلات الضرائب المباشرة وغير المباشرة في أربعة مجموعات: الضريبة على الدخل (IR)، والضريبة على الشركات (IS)، والضريبة على القيمة المضافة (TVA) ورسوم التسجيل والطوابع.

لقد تمت مراجعة كل من الضريبة على الدخل والضريبة على الشركات وخفض معدلتهما عدة مرات. حيث انخفض الحد الأقصى لنسبة الضريبة على الدخل من 52 % سنة 1990 إلى 40 % سنة 2009. في حين أصبح معدل الضريبة على الشركات (IS) 30 % بدلا من 52 % سنة 1990. أما الضريبة على القيمة المضافة، فما زالت تنفذ في أربعة مستويات 7 و10 و14 و20.

إذا كانت الضريبة المباشرة تهدف إلى تحقيق المساواة الاجتماعية من خلال تطبيقها تدريجياً على الدخل، فإن الضريبة

25,5% من الناتج الداخلي الإجمالي سنة 1999 إلى 33,6% سنة 2008. وتجدر الإشارة إلى أن معدل الاستثمار عرف نموا متواصلا بأكثر من نقطة مئوية سنويا بداية من سنة 2003. هذا الاتجاه التصاعدي من شأنه أن يستمر خلال السنوات المقبلة تبعا لتأثير استراتيجيات التنمية القطاعية المعتمدة حاليا.

وفي هذا الصدد، تم اختيار ثلاث فرضيات تهم على التوالي: الزيادة في إجمالي الاستثمارات من جهة، والرفع من رصيد رأس المال بالقطاعين الفلاحي والسياحي من جهة أخرى.

فرضية زيادة إجمالي الاستثمارات

إن الزيادة في إجمالي الاستثمارات بحوالي 10% مقارنة بمستواه سنة 2007 (سنة الأساس) على المستوى الوطني، أي ما يعادل 20 مليار درهم، من شأنه أن يخلق طلبا متزايدا داخل السوق المحلي بنسبة 2%. الشيء الذي سيؤدي إلى تحسين الإنتاج بـ 0,6% وارتفاع النمو الاقتصادي بنسبة 1,4%.

لكن هذه الزيادة في الطلب الإجمالي من شأنها أن تشكل ضغطا تصاعديا على الأسعار المحلية بنحو 3% مما سيؤثر على القدرة التنافسية للمنتجات المغربية على الصعيدين الداخلي والخارجي. وستتم تلبية جزء كبير من الطلب الداخلي الإضافي بالواردات، والتي سترتفع بحوالي 4,7%. في حين ستراجع الصادرات بـ 2%. وتبعاً لذلك، سيتهور الرصيد الخارجي بـ 2,4 نقطة مئوية من الناتج الداخلي الإجمالي.

أما الادخار العمومي، فسوف يتميز بتحسن بـ 2 نقطة مئوية من الناتج الداخلي الإجمالي. كما سيعرف الدخل المتاح للأسر زيادة بـ 4%. إلا أن ارتفاع الأسعار المحلية من شأنه أن يقلل من أثر هذا التحسن على الاستهلاك. حيث أن حجم هذا الأخير لن يزداد إلا بـ 1,1%، وسيصل إلى 1,4% بالنسبة للأسر المتواضعة و 1% بالنسبة للأسر الوسطى والميسورة.

هذا الاتجاه التصاعدي في إجمالي الاستثمارات، من شأنه أن يخلق حركة اجتماعية من الأسفل إلى الأعلى. حيث سوف ينتقل حوالي 750 ألف شخص من الطبقة المتواضعة إلى الطبقة الوسطى و 160 ألف شخص من هذه الأخيرة إلى الطبقة الميسورة. وبذلك ستعرف الطبقة الوسطى توسعا بحوالي 590 ألف شخص. حيث ستنتقل حصتها من مجموع السكان من 53% إلى 55%. كما ستتحسن حصة الطبقة الميسورة من 13% إلى 13,5% في حين ستنخفض حصة الطبقة المتواضعة من 34% إلى 31,5%. وفيما يخص الفوارق الاجتماعية، فستتفاقم شيئا ما، حيث أن مؤشر جيني سيصل إلى 0,409 مقابل 0,406.

الطبقة الوسطى من 53% إلى 53,3% وحصة الطبقة الميسورة من 13% إلى 13,1%.

وعلى الرغم من هذه الحركة الاجتماعية الإرتقائية، فإن الفوارق الاجتماعية لن تتقلص. حيث سيمر مؤشر جيني من 0,406 إلى 0,407. وبهذا سوف تعرف نسبة الفقر على المستوى الوطني ضمن الطبقة المتواضعة ارتفاعا طفيفا بحوالي 0,1%، حيث سيتزايد عدد الفقراء بـ 28 ألف فرد ضمن الطبقة المتواضعة.

فرضية خفض الضريبة على القيمة المضافة على استهلاك منتجات الصناعة الغذائية

إن اعتماد فرضية خفض الضريبة على القيمة المضافة على منتجات الصناعة الغذائية بنسبة 50%، يعزى إلى أهمية هذه المواد في نفقات الأسر، لاسيما المنتمين للطبقة المتواضعة والوسطى. وسينجم عن تطبيق هذه الفرضية انخفاض في الأسعار عند الاستهلاك بـ 0,24%، الشيء الذي سيؤدي إلى ارتفاع استهلاك الأسر بـ 0,3%، وبالتالي ارتفاع الطلب الإجمالي في السوق الداخلي بـ 0,15%.

وفي نفس السياق سيرتفع الإنتاج الوطني بنسبة 0,14% مؤديا إلى تحسن في القيمة المضافة بنسبة 0,1%. في حين سيتهور الادخار العمومي بنسبة 0,1 نقطة مئوية من الناتج الداخلي الإجمالي ارتباطا بفرضية خفض الضريبة على القيمة المضافة.

ومن جهة أخرى، سيعرف دخل الأسر تحسنا طفيفا بـ 0,08%. ولن تتعدى هذه النسبة 0,1% بالنسبة للطبقة المتواضعة و 0,08% بالنسبة للطبقتين الوسطى والميسورة. مما سيحسن حجم استهلاك الأسر بنسبة 0,4% للطبقة المتواضعة و 0,3% للطبقة الوسطى و 0,2% للطبقة الميسورة.

إن فرضية خفض الضريبة على القيمة المضافة ستؤثر بشكل إيجابي على الطبقة الوسطى، حيث سينتقل منها حوالي 9,6 ألف شخص إلى الطبقة الميسورة، وفي نفس الوقت سوف تستقطب حوالي 5 آلاف فرد قادمين من الطبقة المتواضعة. وستعزز هذه الحركة الاجتماعية بانخفاض في عدد الفقراء على المستوى الوطني بحوالي 20 ألف فرد، في حين ستضل الفوارق الاجتماعية في مستوياتها.

سياسة الاستثمار

عرف الاستثمار بالمغرب معدل نمو متوسط يقدر بـ 7,6% خلال الفترة 1999-2008. حيث انتقل تكوين رأس المال الثابت من

الذي سيزداد بنسبة 5%. ومن جهته، سيرتفع الطلب الإجمالي في السوق المحلي بنسبة 2,2%، وبما أنه سيكون مصحوبا بزيادة في العرض الإجمالي، فلن يكون له أي تأثير على الأسعار المحلية التي ستشهد انخفاضا بنسبة 1,4%.

فيما يخص مستوى المعيشة حسب فئات الأسر، فإن الاستهلاك سيتحسن بنسبة 4,8% للأسر المتواضعة و5,4% للأسر الوسطى و3,6% للأسر الميسورة. وبعبارة أخرى، فإن التحسن سيكون واضحا بالنسبة للفئتين الأوليتين التي يشكل المنتج الغذائي نسبة مهمة في سلة استهلاكها.

وهكذا سينخفض عدد أفراد الطبقة المتواضعة بحوالي 200 ألف شخص لصالح الطبقة الوسطى. وسيعزز 90 ألف شخص من هذه الأخيرة الطبقة الميسورة. وبذلك تكون الطبقة الوسطى قد توسعت هي الأخرى بنحو 110 ألف شخص. وإجمالا ستخفض حصة الطبقة المتواضعة من مجموع السكان من 34% إلى 33,4%. أما حصة الطبقة الوسطى فسترتفع من 53% إلى 53,4% وحصة الطبقة الميسورة من 13% إلى 13,2%.

وعلى مستوى الفقر، فإنه سيرتفع انخفاض بحوالي 67 ألف شخص، خاصة بالوسط القروي، حيث سيصل الإنخفاض إلى 70 ألف شخص. وبهذا يتضح بأن الفقر بالوسط الحضري سيعمق بحوالي 3 آلاف شخص.

وستمكن الزيادة في القدرات الإنتاجية بالقطاع الفلاحي من تحسين مداخيل ملاكي الرأسمال الذين ينتمون للطبقة الوسطى والميسورة. حيث أن مداخيلهم سترتفع بـ 1,1% و0,7% على التوالي. في حين ستتراجع مداخيل الطبقة المتواضعة بحوالي 0,5%، مما سيزيد من تفاقم الفوارق الاجتماعية، إذ أن مؤشر Gini سينتقل من 0,406 إلى 0,409. الشيء الذي سيحد من الأثر الإيجابي للنمو الاقتصادي على تقليص الفقر ولاسيما بالوسط الحضري.

المحاكاة الثانية تتناول فرضية زيادة مخزون رأس مال القطاع السياحي بـ 5 مليارات درهم. سينتج عنها تحسن في إنتاج هذا القطاع بحوالي 21% وانخفاض سعر منتجها بنسبة 35%، مما سيؤثر إيجابيا على الطلب الموجه للقطاع بنسبة 14% وسيزداد كل من الطلب الإجمالي الداخلي والنمو الاقتصادي بـ 0,2%. وفي نفس السياق، سيسجل دخل الأسر زيادة قدرها 0,4% هذا التحسن سيكون بنسبة 1,1% لفائدة الأسر المتواضعة، و0,3% لفائدة الأسر الوسطى و0,4% لفائدة الأسر الميسورة.

ومن شأن أهمية النمو الاقتصادي الناتج عن هذه الفرضية أن يمتص تأثير تفاقم الفوارق الاجتماعية. وبالتالي انخفاض معدل الفقر بأكثر من نصف نقطة، حيث أن عدد الفقراء سيتقلص بحوالي 214 ألف فرد.

عموما، فإن الزيادة في الاستثمار ستمكن من إقلاع اقتصادي تحت تأثير ديناميكية الطلب. بيد أن هذه الزيادة في الطلب ستلبي في معظمها بالواردات، مما سيؤدي إلى تدهور الميزان التجاري. إلا أن الاقتصاد الوطني بإمكانه أن يغير هذا المنحى من خلال تعزيز القدرات الإنتاجية للقطاعات، وبالتالي الرفع من مردودية الاستثمارات المنجزة في التجهيزات الأساسية.

فرضية الزيادة في مخزون رأس المال القطاع الفلاحي

أعدت في هذا الإطار محاكيتين تهم تحسين قدرات الإنتاج بقطاعين يشكلان موضوع سياسات إرادية للسلطات العمومية. ويتعلق الأمر بالقطاع الفلاحي والقطاع السياحي.

المحاكاة الأولى تفترض ارتفاع مخزون رأس مال القطاع الفلاحي بنسبة 20%، أي ما يعادل 12 مليار درهم. الشيء الذي يترتب عنه ارتفاع إنتاج القطاع بنسبة 18,7%، وبالتالي انخفاض الأسعار المحلية للمنتجات الفلاحية بنسبة 19%. مما سينعكس على المستوى العام للأسعار، حيث سينخفض بنسبة 1,4%، معززا بذلك القدرة التنافسية للمنتجات المغربية في السوق الداخلي والخارجي.

وسترتفع الصادرات بمعدل 3,2%، كما سيلبي جزء كبير من الطلب الداخلي بالمنتج الوطني، ذلك لكون الواردات لن تزداد إلا بنسبة 1,6%. وهي وثيرة أقل من تلك التي سيعرفها الطلب الداخلي، والتي ستصل إلى 2,2%. وهكذا سيتحسن الرصيد التجاري بـ 0,1 نقطة مئوية من الناتج الداخلي الإجمالي.

ومن جهته، سيؤدي انخفاض أسعار المنتج الفلاحي إلى تقليص كلفة الإنتاج بقطاع الصناعات الغذائية، وبالتالي أثمان ترويج منتجاتها. وهكذا سيزداد الطلب الداخلي على المنتجات الغذائية بحوالي 4,2% وسيتحسن إنتاجها بـ 4,6%.

وبصفة عامة، فمن شأن فرضية الرفع من رأس مال القطاع الفلاحي أن تؤدي إلى الزيادة في الإنتاج الوطني بنسبة 2,6% والإنتاج الداخلي الإجمالي بنسبة 2,5%. وسيرتفع الدخل المتاح للأسر بنسبة 0,8%، سيصاحبه تراجع في أسعار المواد الغذائية، مما سيدعم القدرة الشرائية للأسر، وبالتالي استهلاكها

وهكذا ستعزز الطبقة الوسطى بحوالي 76 ألف شخص منتقلين من الطبقة المتواضعة. أما الحركية بين الطبقة الوسطى والميسورة فلن تعرف تغيرا ملموسا. في هذا السياق سينخفض معدل الفقراء بحوالي 11 ألف شخص، وسيسجل هذا الانخفاض بالعالم القروي، حيث أن الفقر الحضري سيرتفع بثلاث آلاف شخص.

ومن شأن هذه الزيادة في القدرة الإنتاجية للنشاط السياحي أن يكون لها أثر مضاعف على أجور اليد العاملة، خاصة المنتمية للطبقة المتواضعة والوسطى. هذه الزيادة في دخل الأسر، مصحوبة بتراجع في الأسعار الداخلية بنسبة 0,3% ستؤدي إلى تحسن استهلاك الأسر بـ 0,7%. وسيناهز هذا التحسن 1% للأسر المتواضعة و0,5% للأسر الوسطى و0,8% للأسر الميسورة.

النمو، الفوارق والفقر

البنود	الوضع الأساس	س1 الضريبة على الدخل	س2 الضريبة على القيمة المضافة	س3 الاستثمار	س4 الرأسمال الفلاحي	س5 الرأسمال السياحي
النمو الاقتصادي	—	0,37	0,1	1,4	2,6	0,2
الفوارق الاجتماعية (GINI)	0,406	0,407	0,406	0,409	0,409	0,406
الفقر	9	9,1	9	8,3	8,8	9

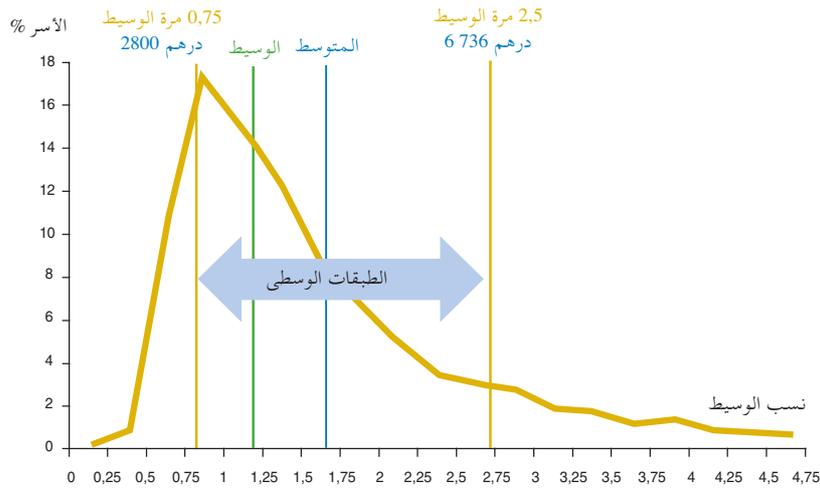
5. الزيادة في إجمال الاستثمارات من شأنها أن تؤدي إلى توسيع الطبقة المتوسطة حيث ستنتقل من 53% إلى 55% من مجموع السكان وانخفاض مستوى الفقر بأكثر من نصف نقطة مئوية.
6. توسع القدرة الإنتاجية للقطاع الفلاحي من شأنه أن يؤدي إلى توسع الطبقة المتوسطة حيث تنتقل من 53% بالمائة إلى 53,4% من مجموع السكان وانخفاض مستوى الفقر بـ 0,2%.
7. في مختلف المحاكاة ظلت الفوارق الاجتماعية ثابتة بل تفاقمت في بعض الحالات.
8. ويتضح بأنه في حالة عدم تغيير الفوارق الاجتماعية وضعف النمو الاقتصادي، فإن الفقر سيبقى مستقرا في مستواه.
9. في حين إذا تفاقمت الفوارق الاجتماعية ولو بشكل طفيف، فيجب أن يكون النمو الاقتصادي قويا، بغية تقليص الفقر بشكل ملموس. ■

1. تظهر مختلف المحاكاة تحسنا في النمو الاقتصادي وحركية اجتماعية ارتقائية، خاصة في حالة الزيادة في إجمالي الاستثمارات وتحسين القدرات الإنتاجية.
2. سيعرف المستوى المعيشي لمختلف الفئات الأسرية تحسنا ملحوظا في كل المحاكاة ماعدا المحاكاة الخاصة بالضريبة على الدخل، حيث تعرف الطبقة المتواضعة نقسا طفيفا في حجم الاستهلاك.
3. في حالة الزيادة في إجمالي الاستثمارات بـ 10% يرتفع الطلب الكلي في السوق المحلية بـ 2% مخلفا بذلك الزيادة في الأسعار المحلية بنسبة 3% ومؤثرا بذلك على القدرة التنافسية للمنتوجات المغربية.
4. القدرة التنافسية للمنتجات المغربية ستعزز في حالة توسيع القدرات الإنتاجية إذ أن العرض الكلي سيعرف زيادة بنسبة 2,6% والأسعار المحلية ستتناقص بـ 1,4% بالمائة (فرضية القطاع الفلاحي).

الملحقات

ملحق 1

تحديد الطبقات الوسطى بالمغرب حسب معيار الدخل الشهري لكل أسرة

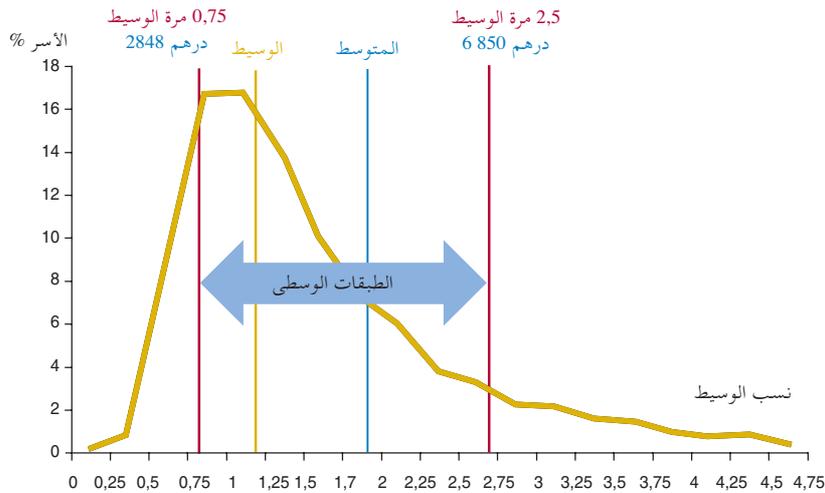


طريقة حساب الحد :

- الأسفل : $0,75 \times \text{حجم الأسرة} \times \text{وسيط النفقات}$ (663.1 للفرد في الشهر).
- الأعلى : $2,50 \times \text{حجم الأسرة} \times \text{وسيط النفقات}$ (663.1 للفرد في الشهر).

ملحق 2

تحديد الطبقات الوسطى بالمغرب حسب معيار مستوى المعيشة (النفقة الشهرية لكل أسرة)

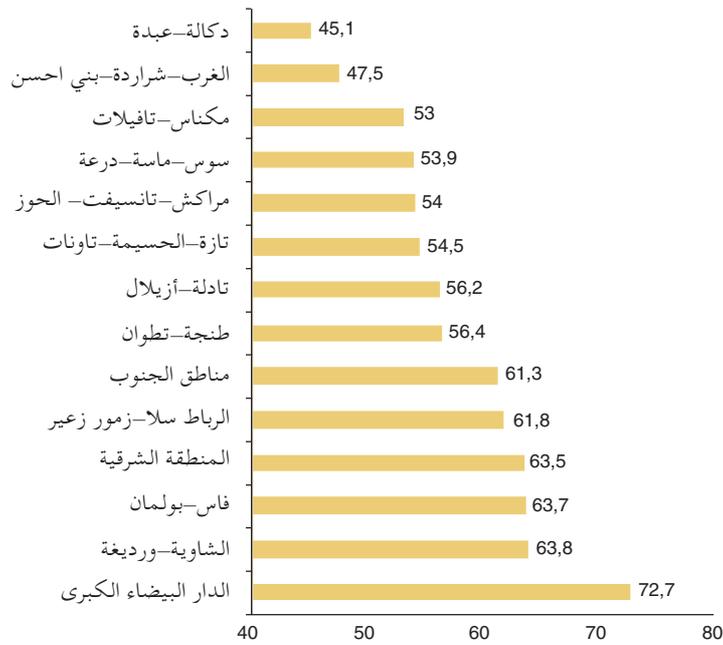


طريقة حساب الحد :

- الأسفل : $0,75 \times \text{حجم الأسرة} \times \text{وسيط النفقات}$ (674.6 للفرد في الشهر).
- الأعلى : $2,50 \times \text{حجم الأسرة} \times \text{وسيط النفقات}$ (674.6 للفرد في الشهر).

ملحق 3

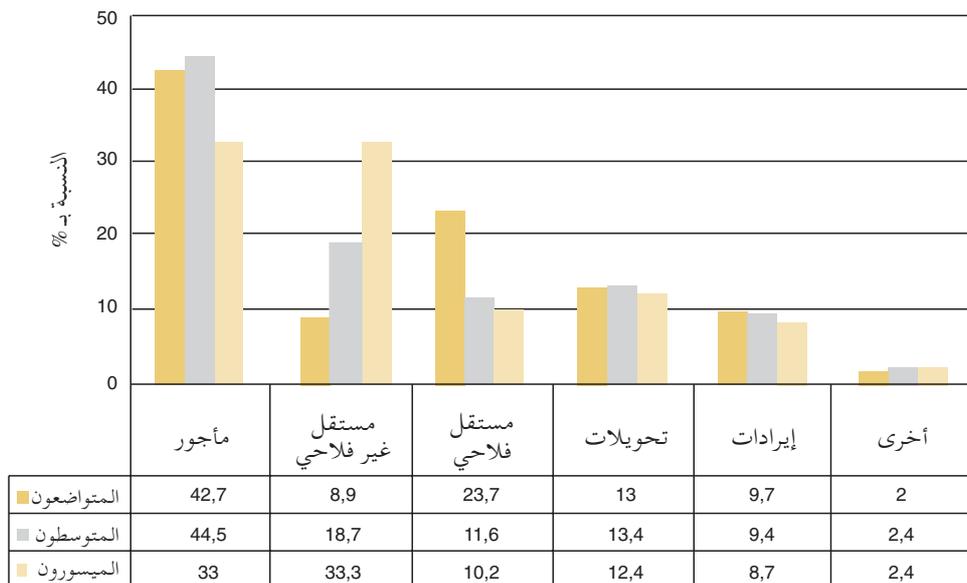
الوزن الديموغرافي للطبقات الوسطى حسب الجهات



ملحق 4

مصادر الدخل حسب الطبقات الاجتماعية

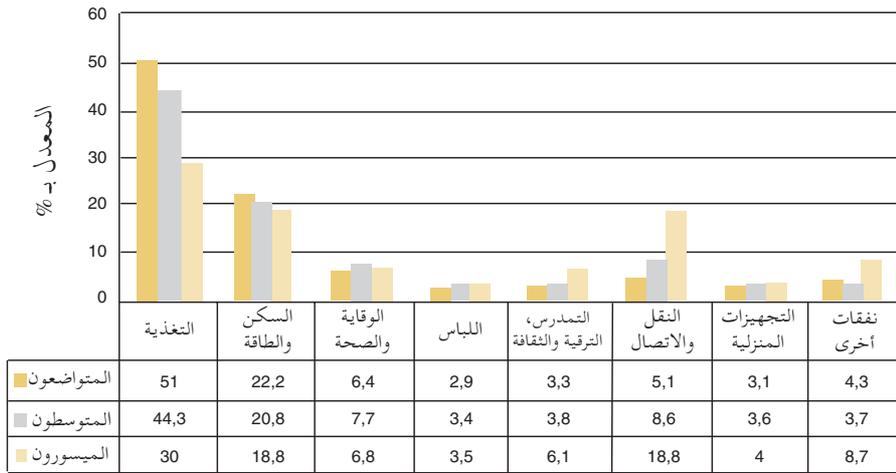
توزيع المداخيل حسب المصدر



ملحق 5

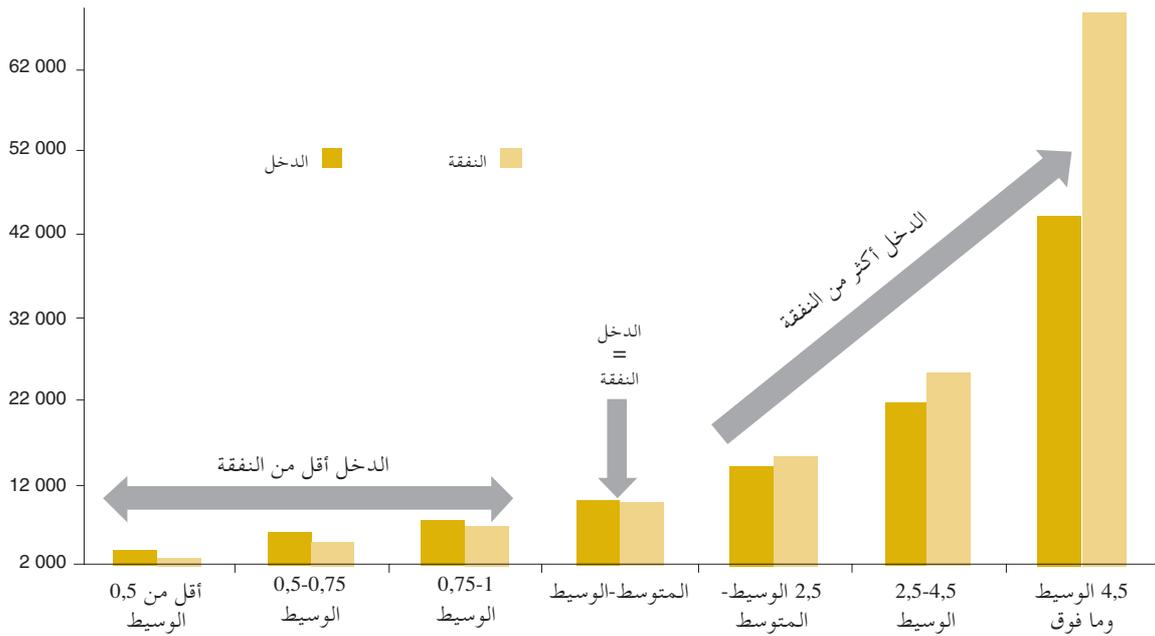
بنية نفقات الاستهلاك حسب الطبقات الاجتماعية

توزيع النفقات حسب فئات الاستهلاك



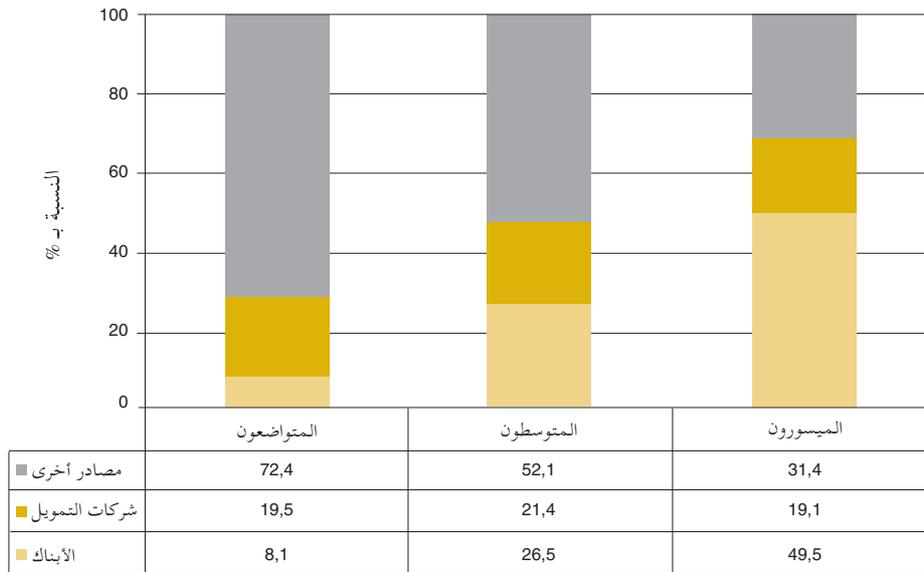
ملحق 6

مستويات النفقات والدخل حسب مضاعفات الوسيط الحسابي للدخل



ملحق 7

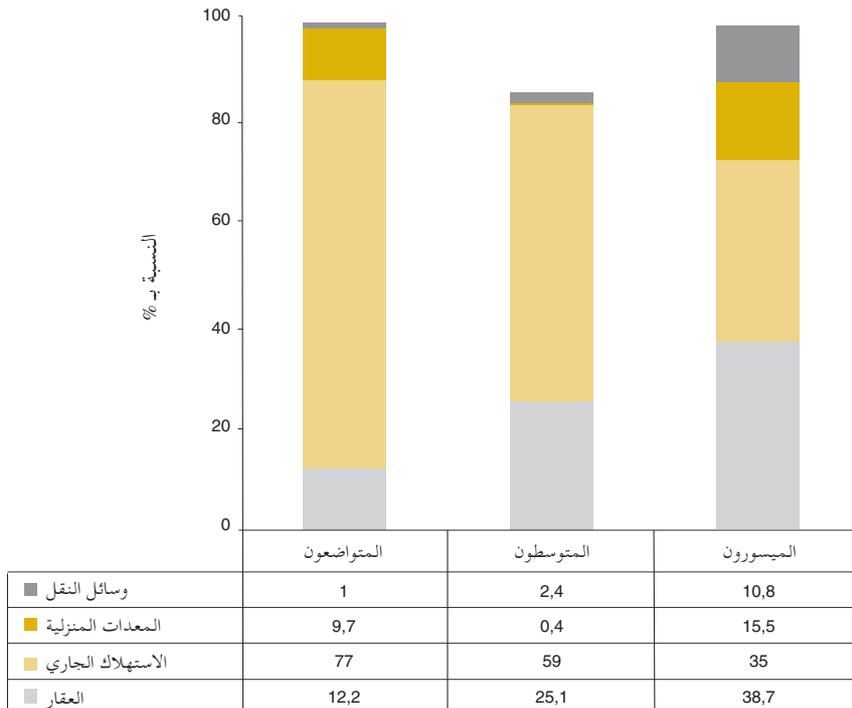
توزيع القروض حسب المصدر والطبقات الاجتماعية، 2007



ملحق 8

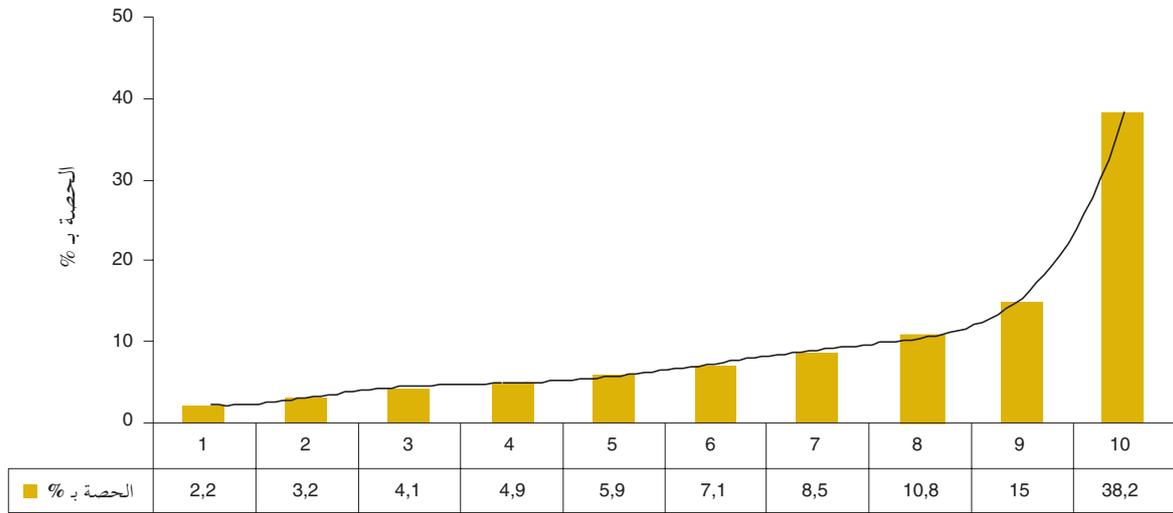
بنية مديونية الطبقات الاجتماعية حسب أغراض الاقتراض

توزيع القروض حسب الاستخدام والطبقة الاجتماعية، 2007



ملحق 9

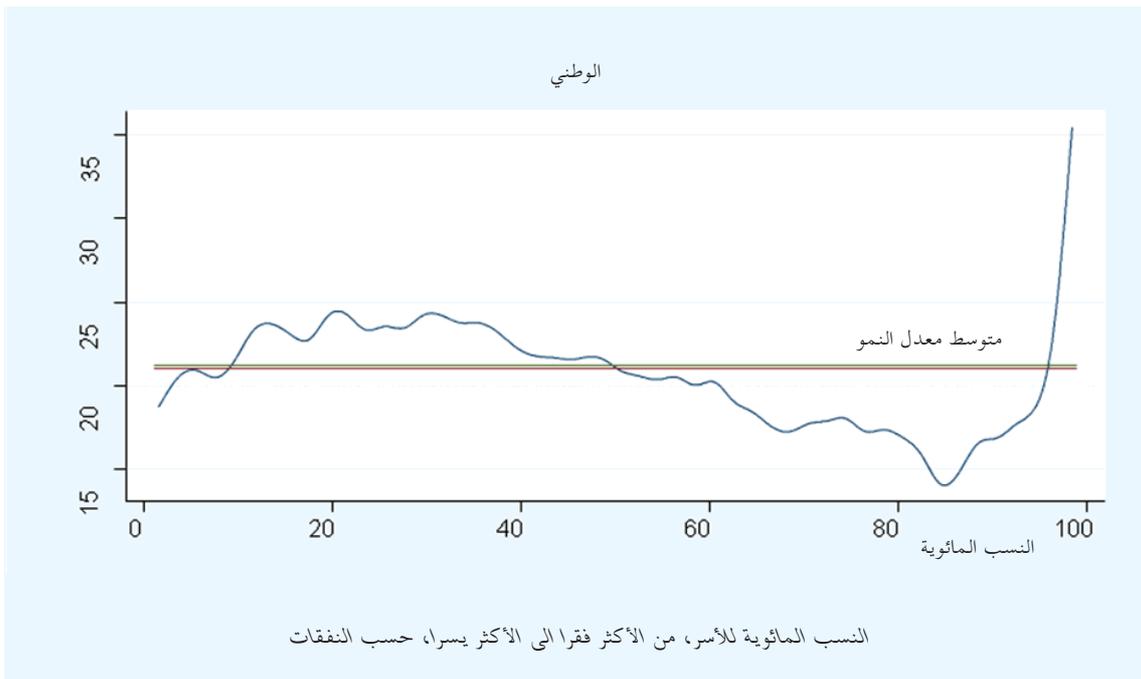
حصاة العشيراء من السكان من مجموع الدخل



العشيراء من الأآفر فقرا (العشيراء 1) الى الأآفر يسرا (العشيراء 10)

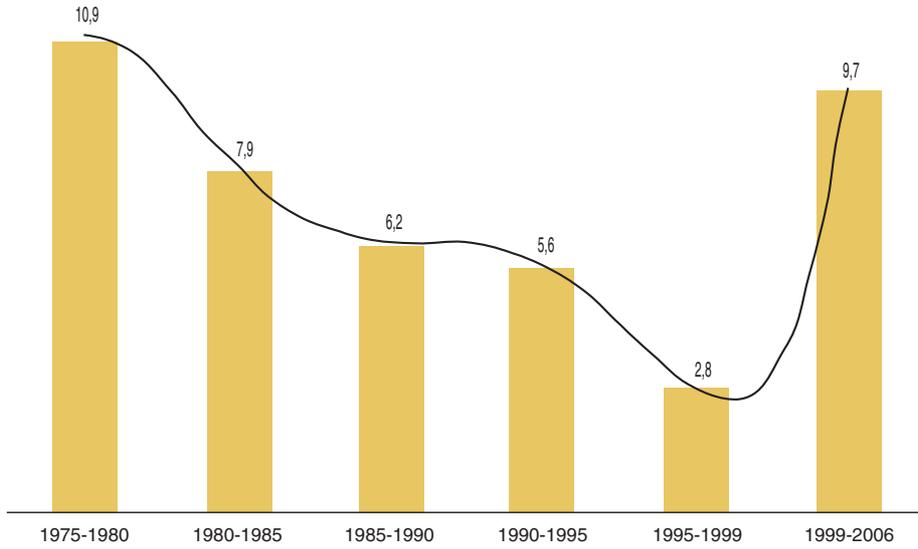
ملحق 10

منحنى تأثير النمو بين 2001 و2007



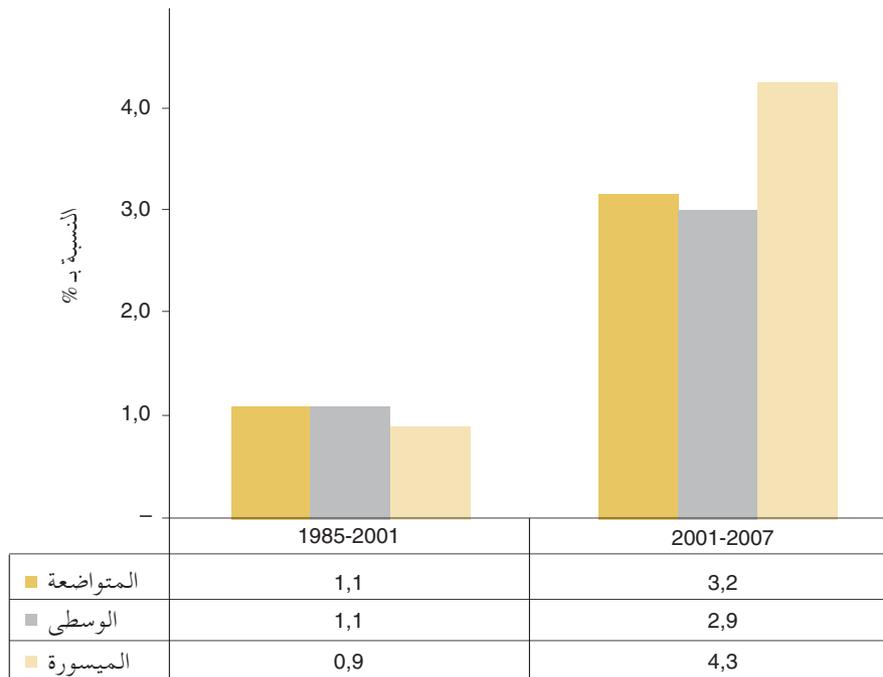
ملحق 11

معدل نمو مؤشر التنمية البشرية بـ %



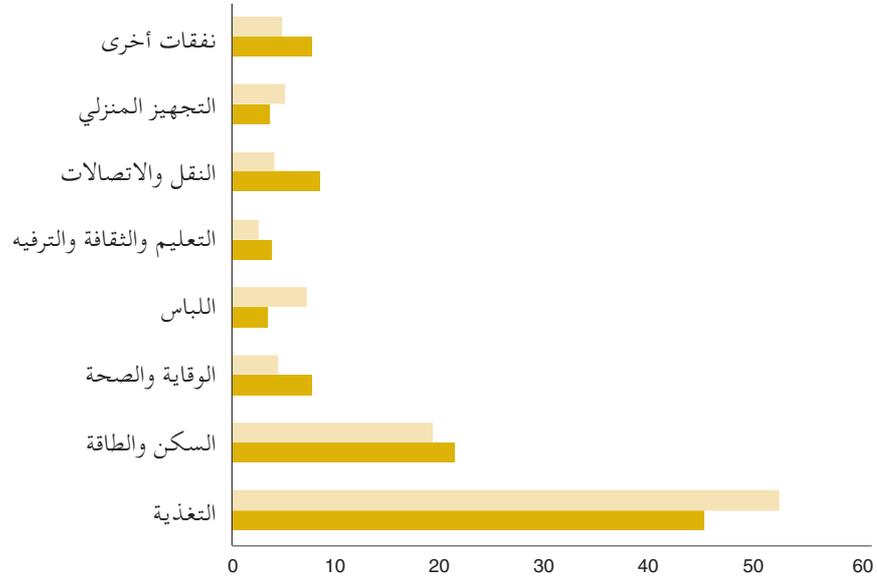
ملحق 12

نسبة نمو نفقات الاستهلاك لكل فرد حسب الطبقات الاجتماعية



ملحق 13

تطور بنية النفقات



	التغذية	السكن والطاقة	الوقاية والصحة	اللباس	التعليم والثقافة والترفيه	النقل والاتصالات	التجهيز المنزلي	نفقات أخرى
1985	45,2	19,3	4,5	7,2	2,5	4,1	5,1	4,8
2007	52,5	21	7,6	3,3	3,6	8,2	3,5	7,5

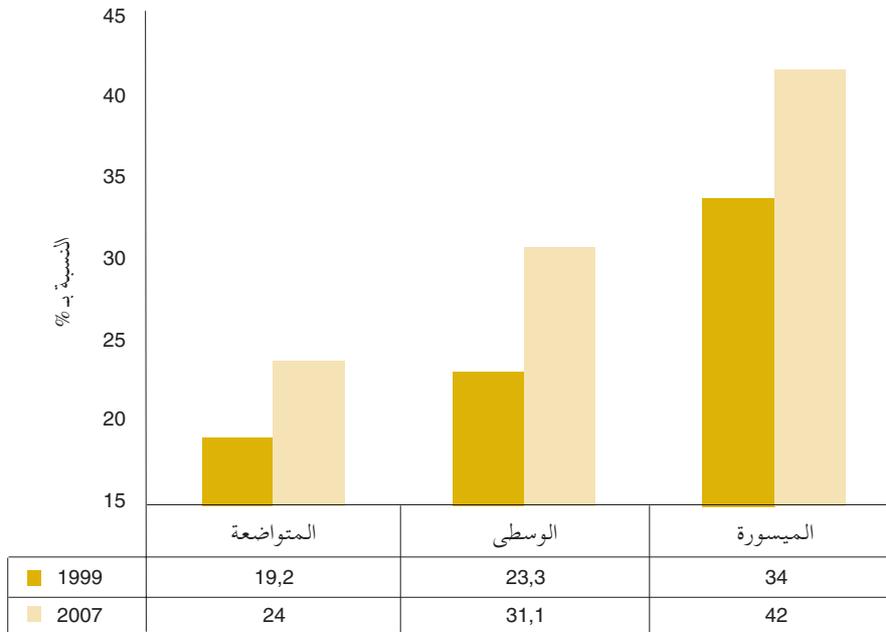
ملحق 14

نظرة الطبقات الوسطى لتطور مستويات المعيشة خلال الفترتين 2001-1991 و 2007-1997



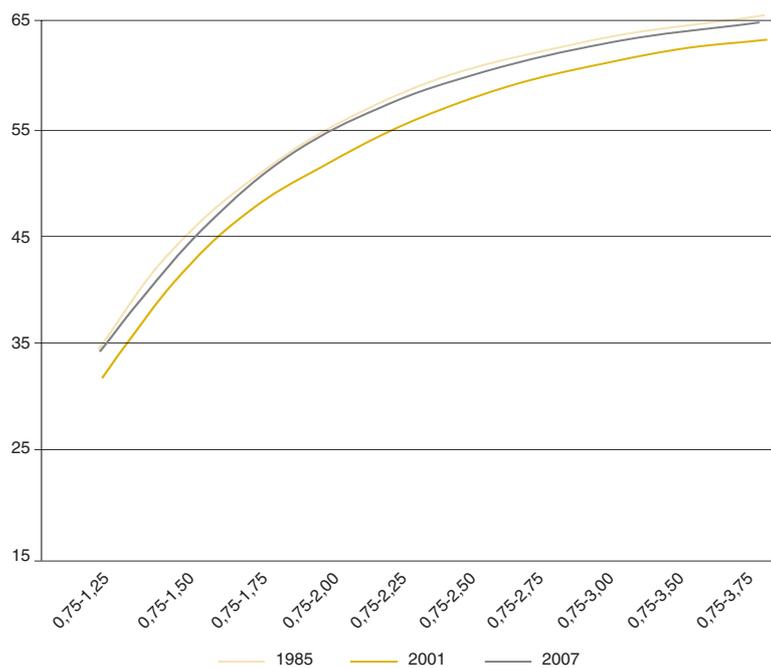
ملحق 15

نسبة الاستدانة لدى الطبقات الاجتماعية في سنة 1999 و 2007



ملحق 16

الوزن الديمغرافي للطبقات الوسطى حسب حيز النفقات



المؤتمر العالمي السادس والعشرون

مراكش، المغرب 2009

التاريخ : من 27 شتنبر إلى غاية 2 أكتوبر 2009.

المنظمون

- اللجنة الوطنية للتنظيم (ل.و.ت.) يترأسها السيد المندوب السامي للتخطيط وتسهر على إعداد البرنامج العلمي المغربي وتتكلف بتوفير الوسائل اللوجستية الخاصة بتنظيم المؤتمر:
- الاتحاد الدولي للدراسة العلمية للسكان (ا.د.د.ع.س.)، يتكلف بتحديد البرنامج العلمي.

بنية المؤتمر : تم تنظيم المؤتمر وفق برنامج عام يضم حصصا للجلسات العامة، حصصا عادية وحصصا للوحات العرض، بالإضافة الى ورشات التكوين واجتماعات موازية ومعارض.

البرنامج العلمي العام

حصص الجلسات العامة : أربعة حصص للمناقشة بالإضافة إلى الحصص الافتتاحية والختامية.

الحصص العادية

- كانت موضوع طلب للمشاركة انطلق من أبريل 2008 الى غاية 15 شتنبر 2008.

- وقد تم تسجيل رقم قياسي ناهز 3 156 طلب مشاركة من قبل 114 دولة.

- تم اختيار 1 900 مداخلة منها 900 شفوية، مقسمة على 220 حصة ستجرى بالتوازي بمعدل 11 في نفس الآن و1 000 مداخلة جذارية (لوحات العرض).

البرنامج العلمي المغربي

يشكل جزءا من البرنامج العلمي العام ويتمحور حول موضوع : «العالم العربي : ملتقى القارات بين الانتقال الديمغرافي وحركات السكان».

- يضم 10 حصص:

- الانتقالات الديمغرافية ومستقبلية السكان في العالم العربي.
- حصص النقلة الديمغرافية : الوضع العام والاستثناءات.
- الهجرات الداخلية والتمدين في العالم العربي.
- الهجرة في بلدان الشرق الأوسط.
- الهجرة في العالم العربي : مميزات خاصة.
- الديمغرافيا والنزاعات في العالم العربي.
- الظواهر الديمغرافية والاجتماعية في العالم العربي.
- سياسات ومقاربات تحقيق العدالة الاجتماعية ومكافحة الفقر في العالم العربي.
- أوروبا والمغرب العربي : الروابط الديمغرافية.
- صحة الأمومة في العالم العربي (هذه الحصة سيتم تنظيمها بتعاون مع صندوق الأمم المتحدة للسكان).

ورشات التكوين

ورشات التكوين حول السكان موجهة الى المؤتمرين المعنيين.

الاجتماعات الموازية

40 اجتماعا سيتم عقدها على هامش الحصص العادية في مجال السكان بتقديم إصداراتهم ومنتجاتهم وخدماتهم لفائدة المؤتمرين.

المعارض

40 رواقا يسمح للناشرين ومنظمات البحث والجمعيات العاملة في مجال السكان بتقديم إصداراتهم ومنتجاتهم وخدماتهم لفائدة المؤتمرين. ■